

Spès NIHANGAZA & Caritas HABONIMANA

LES DEUX MAMANS AUX MILLIERS D'ENFANTS

«UMWANA SI UW'UMWE »

*« Le soutien des enfants vulnérables n'est pas l'apanage d'une
personne, mais relève de la responsabilité de toute la
communauté »*

©Bandima Editions, 2019

ISBN 979-10-97298-11-1

Dédicace

Nous dédions ce livre aux « Amis des enfants », ces fervents défenseurs des droits des enfants ; à nos anciens bénéficiaires devenus maintenant des adultes et qui, aujourd'hui, nous épaulent autant que faire se peut ; à tous les enfants que nous assistons et à qui nous souhaitons, du fond de nos cœurs, un avenir meilleur ; sans oublier tous les jeunes, toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, qui pensent enfin qu'au Burundi, et partout ailleurs, un monde meilleur est possible pour les enfants.

Spès Nihangaza et Caritas Habonimana,

Tables des matières

Remerciements	9
Préface	11
Avant-propos.....	13
INTRODUCTION	17
CHAPITRE I: UNE GENESE MACABRE	23
CHAPITRE I: GESTATION D'UNE PHILOSOPHIE : « UMWANA SI UW'UMWE »	45
CHAPITRE III: NAISSANCE D'UNE PHILOSOPHIE : « UMWANA SI UW'UMWE »	69
CHAPITRE IV: UN REVE DEvenu UNE REALITE	87
CHAPITRE V: LE COURONNEMENT DES EFFORTS.....	121
CONCLUSION	127
Postface.....	135
ANNEXE 1	137
TEMOIGNAGES	137
ANNEXE 2	153
LES MODELES D'INTERVENTION CREEES PAR FVS-AMADE BURUNDI	153
ANNEXE 3	183
GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION DES ENFANTS BENEFICIAIRES DE FVS-AMADE DEPUIS SA CREATION JUSQU'EN 2017	183

Remerciements

Il n'est pas toujours facile de trouver des mots adéquats pour exprimer les profonds sentiments de gratitude qui jaillissent de nos cœurs envers toutes les personnes qui nous ont tant aidées. Ne faudrait-il juste souligner ceux et celles qui ont été on ne peut plus actifs afin que notre rêve soit aujourd'hui une réalité.

A S.A.R. La Princesse Caroline de Hanovre, Présidente de l'AMADE, nous vous remercions du fond du cœur d'être toujours à nos côtés dans notre quête d'un meilleur avenir pour les enfants au Burundi.

A Helen Fielding et Denise Caviesel de « Terre des Hommes », à Sœur Agnès Charles de la Congrégation des Dames de Marie, aujourd'hui Filles de Marie et de Joseph, ancienne Directrice du Lycée Clarté Notre Dame ; à son père le Baron Raymond Charles et à Jean Marie Piret de l'AMADE Belgique ; à Andrée Jacquemard et Jacques Danois de l'AMADE, qui avez été si proche de nous durant les jeunes années de la FVS et au Secours Catholique France pour son soutien à l'antenne de Gitega, nous vous en saurions profondément gré.

A Jérôme Froissart, Ana-Maria Hahn et Allison Simian de l'AMADE, merci de votre soutien quotidien et de vos encouragements.

A Bénédicte Schutz et Yordanos Pasquier et Candice Manuello de la Coopération Internationale de Monaco, Hervé Aeschbach de Fight Aids Monaco, recevez notre sincère gratitude pour vos regards attentifs sur nos projets et votre soutien indéfectible.

A Karsten Timmer de la Fondation Arcanum, nous vous sommes reconnaissants pour l'accompagnement dans la

réalisation de notre vision pour l'épanouissement des enfants vulnérables au Burundi.

Au regretté Monseigneur Bernard Bududira, au Père Ludwig Peschen et à Sœur Meena Amalayothi, merci du fond du cœur pour votre soutien et vos prières.

A Andy Bryant et Dedo Baranshamaje de Segal Family Foundation, merci pour vos efforts visant à toujours nous ouvrir à de nouveaux horizons.

A Arnold van Oel de Trócaire, merci d'avoir confirmé notre vision de passage de l'urgence humanitaire vers le développement communautaire au service des enfants.

Nos remerciements à CARE BURUNDI pour nous avoir appris le précieux système « Nawe n'uze ».

A Bakary Sogoba, Aissa Sow et Pedro Guerra de l'Unicef, nos sincères remerciements pour avoir reconnu et soutenu le développement de notre système communautaire de protection des enfants au Burundi.

A toutes les familles et à tous les collègues qui se sont engagés dans la réinsertion familiale des enfants de nos centres de transit.

Enfin, à Céline Baes de KIYO, qui nous a soutenues et aidées à faire de ce projet de livre une réalité, nous disons grandement merci.

Spès Nihangaza et Caritas Habonimana,
Co-fondatrices de la FVS-AMADE Burundi

Préface

L'ouvrage « LES DEUX MAMANS AUX MILLIERS D'ENFANTS » est une œuvre autobiographique écrite par deux sœurs Spès NIHANGAZA et Caritas HABONIMANA. Il relate une période de plus de 25ans de leur engagement au service de plusieurs milliers d'orphelins et autres enfants vulnérables (OEV) au Burundi. Quand au crépuscule du 20^{ème} siècle, le sida et la guerre s'imposent comme de grandes fabriques d'orphelins et d'enfants vulnérables au Burundi, Spès et Caritas décident de s'attaquer à ce phénomène pour ne pas laisser agir ces grands maux en créant l'Association FVS-AMADE BURUNDI.

Ce livre, écrit dans un style presque romanesque, pour ne pas dire littéraire, montre comment ces deux dames prennent plutôt le taureau par les cornes pour voler au secours des enfants devenus, et par le sida et par la guerre, orphelins et enfants vulnérables. Durant leur grande lutte, elles sont armées d'une philosophie : « Umwana si uw'umwe » qu'elles tirent de la sagesse burundaise et qui veut dire « la prise en charge d'un enfant vulnérable n'est pas l'apanage d'une personne, mais relève de la responsabilité de toute la communauté ».

L'ouvrage enfin, est un témoignage éloquent d'une humanité sans faille, et montre que les auteures ont une grande affection pour les enfants si bien que rien ne peut leur faire plaisir que l'assurance du bonheur de ces êtres qui ne choisissent pas de se retrouver, sinon que par les circonstances de la vie, dans une situation de vulnérabilité. Les auteures ont su, par leurs actions, montrer qu'il est possible de redonner un sens à la vie pour un enfant qui a perdu ses êtres chers, ses parents, malgré la brutalité que représente cet arrachement. Ainsi, la lecture de ce livre ne peut laisser personne indifférent face au courage, à l'abnégation, à la compassion des auteures, et donne aussi un sens plus aigu au don de soi, au plaisir que procure l'épanouissement de l'autre, bref, à la vraie vie.

Dr Vestine Ntakarutimana
Professeuse à l'Université du Burundi

Avant-propos

L'idée d'écrire cet ouvrage n'a pas été le fruit du hasard. Elle a été le résultat d'une grande réflexion et d'une grande observation après plus de 25ans passées à œuvrer au service des orphelins et autres enfants vulnérables. En effet, Caritas et moi, en tant que cofondatrices et promotrices de FVS-AMADE BURUNDI ; nous voulons expliquer au monde, aux jeunes et surtout à ceux qui nous rejoignent en tant que membres ou employés de l'organisation, la genèse de notre action, comment nous avons travaillé pour surmonter les nombreux obstacles qui étaient érigés sur notre passage pour enfin en arriver là où nous sommes aujourd'hui. Notre vœu le plus absolu est qu'ils puissent comprendre que nous sommes parties de rien en terme d'éléments matériels et pécuniaires, mais que l'élan de notre cœur et la compassion pour les malades qui avaient faim à l'hôpital et les orphelins qui étaient abandonnés à eux-mêmes restent la seule force incontournable qui nous a mobilisées et l'unique ressource qui était à notre disposition. Nous n'avions ni salaires ni financement des bailleurs. Mais, malgré les maigres moyens personnels auxquels se sont ajoutés ceux de notre famille élargie, de nombreuses personnes ont pu retrouver l'espoir de vivre grâce à notre action. Mais, pourquoi insistons-nous sur l'amour et la compassion ?

Les lecteurs en général, et les jeunes en particuliers, comprendront que la tâche à laquelle nous devrions faire face n'était pas du tout facile.

Elle était immense, ardue, fastidieuse. Elle était et reste encore exigeante en termes d'amour et de don-de-soi pour l'autre. Sans compassion, il était facile de battre en retraite avant d'avoir franchi ne fût-ce qu'un pas de tortue. C'est alors cette compassion qui produisait en nous une force irrésistible qui nous poussait toujours à aller de l'avant, à progresser, à arriver à notre destination. C'est grâce à elle que nous sommes parvenues à mobiliser de nombreuses personnes pour nous rejoindre dans cette aventure de soutien aux malades et aux orphelins au moment où ces derniers s'attendaient à leur triste sort. Sans le savoir, et à notre agréable surprise, notre engagement a forcé l'admiration de bien de personnes et des organisations qui disposaient les moyens. A cœur ouvert, ils sont venus nous prêter main forte en mettant à notre disposition les ressources financières et matérielles nécessaires. Malgré leur bonne volonté elles ne pouvaient pas nous donner cette compassion et ce don de soi qui restent des qualités indispensables.

Mais que dire des employés qui œuvrent avec nous au quotidien ? Seraient-ils obligés de faire siennes ces précieuses valeurs ? Certainement oui. Ce livre constitue une fontaine dans laquelle ils devraient se ressourcer pour comprendre profondément l'éthique de la FVS-

AMADE et ainsi agir en conséquence. Certes, certains d'entre eux sont entrés dans la maison quand on avait déjà atteint une étape où ils pouvaient percevoir un salaire en contrepartie de leur travail. Mais cela ne suffit pas. Le présent ouvrage leur montrera que personne ne peut réussir la mission de prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables sans faire preuve de don de soi et de compassion pour les enfants. En effet, il ne s'agit nullement pas d'un simple travail ou d'un « job » comme certains aiment le dire. Mais, il s'agit d'une mission qu'on accomplit parce qu'on y croit fermement. Sinon, on est vite découragé, lassé et par conséquent, inefficace.

Ce livre est une occasion de partager notre approche avec d'autres intervenants dans le domaine de la protection des droits de l'enfance. Nous voulons leur montrer la manière dont nous avons analysé les problèmes auxquels font face les enfants vulnérables et les solutions locales à y apporter. Des solutions inspirées de notre culture burundaise de solidarité pour être plus fort. Il s'agit des solutions imaginées avec perspicacité pour d'une part, permettre l'amélioration des conditions de vie des familles tutrices des orphelins et d'autre part, insuffler l'implication des communautés de base dans la protection (les CPE) et la prise en charge de leurs besoins à travers les groupes de solidarité. Notre souci majeur étant d'aboutir à l'appropriation de la prise en charge satisfaisante et durable des orphelins et d'autres enfants vulnérables par leurs propres communautés.

Enfin ce livre a aussi été écrit dans le but ultime de montrer au public en général, et à ceux qui s'intéressent à la protection et la prise en charge des enfants vulnérables en particulier, la valeur ajoutée qu'apporte la FVS-AMADE BURUNDI. En effet, au-delà de l'aide apportée à ces derniers, la FVS-AMADE BURUNDI organise les parents ou les tuteurs de ces enfants, leurs voisins et leurs communautés de vie en groupes de solidarité, afin qu'ils œuvrent conjointement dans le but ultime de les prendre en charge de manière autonome sans devoir attendre la manne qui vient du ciel.

De ce fait, la FVS-AMADE BURUNDI, d'une pierre elle en fait deux coups : La lutte contre la pauvreté et l'assistance aux enfants vulnérables.

En lisant le présent ouvrage, le lecteur comprendra que, c'est sans nul doute cette manière d'agir qui est à base de la pérennité des actions initiées avec son modèle d'intervention. C'est cette capacité de mobiliser et valoriser le potentiel local pour apporter des solutions aux questions locales qui explique les progrès réalisés jusqu'aujourd'hui. Après 25 ans d'expérience, permettons-nous d'affirmer sans ambages que les solutions locales inspirées de la culture locale, mises en œuvre par les personnes locales et organisées avec discernement, sont les mieux adaptées et les plus durables.

Spès NIHANGAZA et Caritas HABONIMANA

INTRODUCTION

Le présent ouvrage écrit par ma sœur Caritas Habonimana et moi-même, Spès Nihangaza, relate notre vécu quotidien pendant une période de presque un demi-siècle. Nous avons passé ensemble toute notre enfance, puis une période d'environ 15 ans, consacrée aux études et au travail, nous a séparées. Nous nous sommes retrouvées vers la fin des années 1980 à servir les orphelins et autres enfants vulnérables victimes de la guerre et du VIH au Burundi. Toutes ces actions se sont déroulées au sein de l'association « La Famille pour Vaincre le Sida », FVS en sigle, dont nous sommes cofondatrices. Cette dernière s'unira plus tard à « l'Association Burundaise des Amis de l'Enfance », AMADE Burundi en sigle, qui est la section burundaise de l'Association Mondiale des Amis de l'enfance (AMADE), pour devenir FVS-AMADE Burundi. Depuis octobre 2018, FVS-AMADE Burundi est devenue FVS-Amis des Enfants « Abagenzi b'abana ».

En lisant ce livre, le lecteur constatera que, par un moment c'est moi Spès qui parle en utilisant le « je », par un autre c'est nous deux, alors nous utilisons le « nous ». En effet, nous avons décidé que la narratrice principale soit moi-même Spès, mais que lorsqu'il s'agissait de relater un événement qui nous impliquait en même temps, il en allait de soi que nous devions utiliser le « nous ».

Pour des raisons de confidentialité médicale, nous avons changé les noms des patients et des bénéficiaires dont on parle dans ce livre.

Ce livre que nous avons décidé, après mille et une hésitations, d'intituler « LES DEUX MAMANS AUX MILLIERS D'ENFANTS », car nous avons manqué les mots qui traduisaient le mieux possible l'adage burundais «Umwana si uw'umwe», présente un double caractère au niveau du genre. D'une part, il présente le caractère d'un essai, car sommes toutes, une autobiographie diffère d'une œuvre littéraire. D'autre part, il présente le caractère d'un roman car, certains passages, pour un lecteur non avisé, ressemblent étrangement à une fiction, mais c'est une pure réalité. Ce sont des situations certes ahurissantes, mais vécues, d'où la tendance à dire qu'il s'agit d'un roman d'une vie toute entière consacrée à travailler pour que l'enfant orphelin et /ou vulnérable puisse grandir avec un minimum de dignité.

Enfin, ce livre est aussi un récit d'une démonstration ou une application d'une philosophie « Umwana si uw'umwe » tirée de l'immense océan des valeurs de nos ancêtres et qui se traduit par le soutien des enfants vulnérables n'est pas l'apanage d'une personne, mais relève de la responsabilité de toute la communauté. Il n'est pas souvent facile de démontrer la véracité d'une sagesse ou d'une philosophie énoncée

comme telle par un auteur lointain et inconnu, qu'on finit par attribuer à une société ou aux ancêtres.

La philosophie «Umwana si uw'umwe » est donc l'ossature du livre qui compte cinq Chapitres.

Le premier chapitre intitulé « UNE GENESE MACABRE », décrit les tout premiers moments durs de notre action d'assistance aux malades du sida ainsi qu'à leurs progénitures. Il montre comment, au quotidien, nous étions amenées à gérer des situations horribles de malades en fin de vie ; des enfants devenus, par la force des choses, garde-malades ; des progénitures qui, après la mort de leurs parents ne savaient plus à quel saint se vouer, etc. Bref, il montre le déclic qui nous a poussées à prendre le taureau par les cornes afin d'affronter les problèmes des orphelins et autres enfants vulnérables. C'est également dans ce chapitre que nous décrivons notre enfance comblée d'amour et d'altruisme d'où nous tirons la force qui nous a poussées à surmonter les obstacles qui s'étaient érigés devant nous.

Le deuxième chapitre intitulé « GESTATION D'UNE PHILOSOPHIE»: «Umwana si uw'umwe», montre comment, face à l'intensification des demandes d'aides suite à l'augmentation des cas de malades et d'orphelins à prendre en charge, nous avons dû interpellier nos parentés, nos collègues, nos amis, etc ; afin de constituer une force capable de faire face à ces

difficultés qui s'imposaient à nous pour qu'on puisse les résoudre. Il s'agit d'une gestation de la philosophie: « Umwana si uw'umwe », même si on ignore expressément qu'elle est comme telle.

Ce chapitre montre également, les efforts immenses qu'on avait dû consentir pour héberger et nourrir les enfants, mais également les premières lueurs d'un soutien intense des organisations internationales.

Le troisième chapitre intitulé « NAISSANCE D'UNE PHILOSOPHIE : « Umwana si uw'umwe » montre les circonstances dans lesquelles est née, de façon expressive, l'approche communautaire de la prise en charge de l'enfant. Il est vrai que nous l'appliquions naturellement sans savoir réellement de quoi il s'agissait.

Le quatrième chapitre intitulé « UN REVE DEVENU UNE REALITE » montre tout le cheminement par lequel nous sommes passées pour affiner notre philosophie au niveau de la communauté de base, là où vivent l'orphelin et l'enfant vulnérable.

Le dernier chapitre « LE COURONNEMENT DE NOS EFFORTS » est consacré aux réactions des uns et des autres, c'est-à-dire aux reconnaissances de nos actes par le décernement des prix et la création de forts partenariats, mais aussi et surtout à

l'immense satisfaction que l'on ressent quand on œuvre pour sauver l'enfant.

En fin l'ouvrage se termine par une conclusion qui est une sorte de synthèse de tout le processus par lequel nous sommes passées pour arriver à mettre en pratique notre philosophie : « Umwana si uw'umwe », c'est-à-dire, le soutien des enfants vulnérables n'est pas l'apanage d'une personne, mais relève de la responsabilité de toute la communauté.

CHAPITRE I

UNE GENESE MACABRE

Rien ne présageait qu'un jour, ma sœur Caritas et moi, serions amenées à livrer un dur combat contre la mort. Rien du tout. La mort, ce terrible phénomène qui, depuis la nuit des temps, avait défié ceux qui avaient une force herculéenne pour l'abattre, pour l'anéantir afin de mettre les vivants à l'abri de ses malheurs. Mais voilà que nous étions appelées à lui opposer une volonté pour sauver des vies humaines. Ce qui nous paraîtra une guerre, comme nous le verrons, n'implique que des vainqueurs, certes des victimes mais surtout un choix moral de défendre la valeur humaine de communauté de destin et d'entraide. Parvenir à sauver une vie, puis deux, puis trois vaut mieux que rien. Aider une personne à mener une fin de vie digne vaut mieux que le laisser terminer ses jours dans un état d'abjection, de détresse. S'occuper des progénitures d'un couple décimé manu militari par une épidémie afin qu'ils aient un futur radieux, voilà le bâton de pèlerin qui nous guidait au cours de notre long voyage. Mais quel voyage ? Pourquoi étions-nous appelées à livrer bataille, plutôt qu'une guerre contre la mort ? Quelle philosophie nous animait-elle pour oser penser défier la mort ?

Au début des années 1980, une foudroyante maladie apparut avec des symptômes insoupçonnés jusque-là. Le malade toussait à chaque seconde, perdait sa chair, maigrissait lamentablement, ou se grattait à chaque seconde, puis à la fin, quand il était devenu

squelettique, avec des cheveux hérissés, il rendait son âme. C'était dur, c'était horrible. Les morts se comptaient par dizaines, puis par centaines, on ne voulait même plus compter, tellement c'était effrayant. Des familles entières étaient décimées, des parents et leurs enfants enterrés juste à quelques jours d'intervalle.

Les hôpitaux devenaient des mouiroirs dans lesquels plus personne ne voulait se rendre, sauf celui ou celle qui avait une parenté malade dont il fallait s'occuper. Certains laissaient même les leurs partir sans bruit, en les abandonnant à leur sort, le découragement et la peur remplaçant l'antique solidarité burundaise.

A l'Hôpital Prince Régent Charles, un établissement populaire de Bujumbura, ma sœur Caritas et moi, apportions tour à tour des repas à des parentés hospitalisés. Parmi eux, notre oncle Jules hospitalisé depuis plusieurs mois. C'était un oncle beau et gentil. Nous l'aimions beaucoup. Depuis notre tendre enfance, il nous chérissait. Dans la grande salle où il était alité, les autres malades, aux visages émaciés, jetaient sur nous des regards anxieux, des regards perdus, des regards macabres. Nous avions l'impression qu'ils nous interpellaient, qu'ils nous imploraient, qu'ils nous suppliaient, qu'ils avaient une soif de parler, de dire un mot, etc. Mais ils restaient silencieux. Nous non plus, n'avions le courage de les aborder, de les approcher pour les écouter. Quand nos regards croisaient celui d'un voisin de notre oncle, nous esquissions un sourire pour essayer d'égayer ses yeux tristes, mais en vain.

Aucune étincelle de joie ne jaillissait de leur cœur. Plutôt, de notre côté, les larmes se précipitaient à tomber de nos yeux et nous ne savions pas comment les freiner. Parmi les hommes hospitalisés, nombreux étaient affamés, certains mal nourris, d'autres portaient des haillons.

Le dernier espoir de dignité semblait s'effriter dans la solitude qui gagnait celui que le sort échouer à l'hôpital. Chacun méditait sur l'inéluctable prochaine rencontre : la mort.

A quelques mètres plus loin, dans la grande salle d'hospitalisation des femmes, nous étions frappées par les cris des enfants. En approchant, nous constatons avec amertume que certaines femmes alitées, dans cet endroit d'inconfort, restaient accompagnées de leurs progénitures, faute d'avoir quelqu'un à qui les confier. Dououreux encore, et en tant que mères, c'était de voir des nourrissons téter le sein sec de leurs mères moribondes, de leurs mères agonisantes. Dans ce lugubre hôpital, les plus âgés des enfants se retrouvaient à jouer les garde-malades de leurs parents abandonnés par les leurs. Parmi eux, certains étaient eux-mêmes malades. Plus loin, dans le bloc de pédiatrie, plusieurs enfants souffraient d'infections et n'avaient pas d'alimentation adaptée à leur état.

Face à ces scènes de misère, à ce cortège de malheurs, ma sœur Caritas et moi avons pris la résolution de ne point croiser les bras, de ne point assister impuissantes à cette situation, de ne point abandonner nos concitoyens et concitoyennes à leur triste sort.

Verser les larmes chaque fois que nous entrions dans ce lugubre hôpital, rentrer nos cœurs fortement chagrinés étaient certes des attitudes de compassion, des signes d'humanité. Mais, ces attitudes, avions-nous finalement et profondément réfléchi, suffisaient-elles pour changer les choses, pour secourir ces corps en détresse, pour donner de l'espoir à ces âmes endeuillées ?

Non. Il fallait plutôt faire quelque chose. Il fallait poser ne fût-ce qu'un petit geste d'humanité. Cependant, les cas étaient nombreux pour nos maigres moyens. Ma sœur Caritas et moi, n'étions pas du tout nanties. Nous n'étions que de simples fonctionnaires qui n'attendaient que la fin du mois pour être momentanément riches, puis voir les billets de banque déserrer nos poches face aux besoins intempestifs de nos familles.

Nous n'avions pas de comptes garnis en banque. Nous n'étions pas non plus à la tête de grandes sociétés pour signer des sponsors.

Aucune fondation, aucune ONG locale et/ou internationale ne nous connaissait. Par ailleurs, à part peut-être Caritas, nous ignorions totalement l'existence de telles organisations philanthropiques. Tout de même, nous n'étions pas du tout démunies. Nous étions en quelque sorte nanties. Pas en billets de banque ou en mine d'or, mais en quelque chose. Sans le savoir, nous détenions peut être en nous un trésor. Mais quel trésor ?

Une enfance comblée d'amour et d'altruisme

Ma sœur Caritas était née avant moi, en 1953, et moi je vis le jour cinq ans plus tard, en 1958. C'était à Nyamugumya - la petite colline que chérissent les vaches et les enfants - dans la province de Bururi, au sud du Burundi. Nous étions nées dans une fratrie de sept frères et sœurs au sein d'un foyer très chaleureux et animé : une école naturelle d'amour et d'altruisme.

Nous allions de temps en temps passer quelques jours en ville, à Bujumbura où travaillait notre père. Que ce soit à la campagne ou en ville, il y avait toujours des « Abashitsi » - les visiteurs-, qui étaient soit des élèves internes à Bujumbura faisant halte chez nous avant de rentrer chez leurs parents, soit des jeunes diplômés en quête d'emploi. Cousins, oncles et tantes ou encore voisins, tout le monde faisait partie intégrante de la maison.

Papa et Maman inculquèrent très tôt en nous l'hospitalité et la solidarité. Des fois, nous devions céder notre lit aux visiteurs pour dormir à même le sol.

Nous n'en voulions pas du tout à eux car, nous expliquaient nos parents, « c'est une philosophie de vie essentielle ». Ils étaient aussi chrétiens que les chrétiens de Vatican. Ils avaient profondément intégré la philosophie altruiste de Jésus. Il fallait accepter de se faire violence pour autrui, penser à l'autre avant soi, et toujours partager ce qu'on a la chance d'avoir.

Notre grand-père leur emboîtait le pas, il considérait la solidarité et le soutien aux orphelins

comme une marque de bravoure, de prouesse. Et cela était une lègue de nos ancêtres. Quand notre grand-père prenait la parole en public et, avant de dire quoi que ce soit, il exprimait d'abord sa fierté d'avoir aidé les orphelins. Ainsi disait-il :

*«Ndi musigwa musangwa wa Rusengo
Yasigaranye impfuyi
Ntizigware akabonge »*

Ce qui veut dire :

*«Je suis le fils adoré de Rusengo
A qui il a confié les orphelins
Et qui les a mis à l'abri de tout malheur».*

Cet amour pour l'autre, cet altruisme poussé que nos parents et grands-parents avaient inculqué en nous déterminèrent la suite de nos carrières ainsi que notre volonté de le transmettre aux autres.

Dès son plus jeune âge, ma sœur Caritas était intriguée par le travail des infirmiers et des infirmières et elle désirait tant en faire le métier de sa vie. Elle aimait servir l'autre, lui montrer son amour, sa chaleur. Mais, en ces années où les écoles secondaires pour filles étaient encore rares, rien n'était acquis.

Un premier août, elle avait réussi l'examen d'entrée dans une école d'infirmière. Son rêve commençait à se réaliser.

A la fin de ses études en 1974, elle fut engagée à la Clinique Prince Louis Rwagasore de Bujumbura.

Elle fit partie des premières infirmières « autochtones » à être engagées dans ce qui fut une prestigieuse clinique durant l'époque coloniale.

Après dix ans en milieu hospitalier, elle vivait toujours mal de voir des patients refoulés faute de pouvoir se payer les soins. « Parfois, affirmait-elle l'air fière, je payais de ma propre poche et je tranquillais les patients qu'ils n'allaient pas partir sans être soignés. Ce n'est pas possible, continuait-elle de raconter, de rester indifférente face aux patients en souffrance et qui allaient être refoulés sans être soignés par manque d'argent. Je considérais toujours que se faire soigner devrait être un des droits élémentaires d'un citoyen. Pour moi, c'était horrible de voir des citoyens croupir sur le banc des patients, attendre indéfiniment quelqu'un pour les soigner et rentrer souffrants comme ils étaient venus. C'était impensable, abominable, ignominieux », terminait-elle, l'air chagrinée.

Dix ans plus tard, elle décida de faire adieu aux milieux hospitaliers pour travailler dans une pharmacie. Là aussi, elle fit face à la même misère, aux mêmes peines, aux mêmes désagréments : beaucoup de patients n'arrivaient pas à payer les médicaments que les médecins leur avaient prescrits, d'autres manquaient de frais de consultation et désiraient les acheter librement sans prescription médicale. Mais là aussi, ils ne parvenaient pas à avoir les moyens. « Faute de pouvoir supporter la peine de l'autre, je me retrouvais en train de toucher dans ma poche pour les assister et des fois, je leur recommandais d'autres médicaments moins chers : les génériques », affirmait-elle l'air courageuse.

En 1991, toujours guidée par le désir ardent de soigner, elle ouvrit son propre centre de Santé à Gasenyi, au Nord de Bujumbura.

Le centre de santé devint vite populaire parce que Caritas et ses collègues avaient pris comme principe de base d'accueillir chaleureusement et humainement tous les patients qui venaient s'y faire soigner. « Je ne voulais pas reproduire le schéma qui m'avait tant traumatisée lors de mes premières années d'infirmière. Aucun patient ne repartait sans être soigné », affirmait-elle l'air comblée de joie.

Faisant face à la vétusté du centre à ses débuts, Caritas fit tout son possible pour le transformer en un lieu moderne et confortable qui allait jusqu'à attirer les femmes aisées de la ville de Bujumbura. Ces dernières affirmaient qu'elles ne voulaient accoucher ou se faire soigner que « Chez Caritas » comme elles appelaient affectueusement ce centre.

Plus tard, quand notre association vit le jour, les premiers enfants furent accueillis au centre. Malheureusement, le centre ne survécut pas à la crise de 1993-1994 et Caritas ne put récupérer que quelques meubles. Certes, la crise frappa fortement le centre mais n'atteignit pas du tout ce qu'elle avait de plus précieux : « Ubuntu », c'est-à-dire l'humanité, la solidarité, l'altruisme, l'amour sans limite et surtout, envers les enfants.

Quant à moi, je ne différais pas ni ne diffère aujourd'hui d'elle. Seulement, nous n'avons pas connu le même parcours dans nos carrières. J'ai grandi avec un sens élevé du social. Chose que j'avais bien sûr héritée de mes parents. Dès mes premières années du lycée, je rejoignis les mouvements d'action catholique, puis plus tard, plusieurs associations pour la promotion de la femme.



Caritas HABONIMANA (à gauche) élève à l'Ecole Paramédicale de Gitega et Spès NIHANGAZA (à droite) élève au Lycée Etoile des Montagnes d'Ijenda

A l'issu de mes études universitaires, j'avais décroché une Licence en Chimie, en Algérie. De retour dans mon pays, j'ai travaillé douze ans durant au sein d'une entreprise pharmaceutique au laboratoire de contrôle de qualité. Ma sœur Caritas et moi, bien que nous n'ayions pas été nanties en billets de banque, avons donc un trésor, une richesse inépuisable qui nous avait poussées à

affronter la mort, à sauver des âmes : l'amour, l'altruisme, la solidarité, l'humanité.

Comment alors allions-nous procéder pour livrer une guerre sans merci contre ce mal qui emportait sans répit des mères, des pères, des tantes, des oncles, etc., laissant leurs progénitures dans la détresse la plus totale ? Allions-nous parvenir à le vaincre ?

Gérer la mort

Plutôt que de nous consacrer à la prise en charge unique de notre oncle, nous avons décidé de changer notre manière d'agir. Face à ces scènes quotidiennes de misère, ma sœur Caritas et moi, avons pris la résolution de toujours apporter un peu plus de nourriture aux autres malades chaque fois que nous allions voir notre oncle Jules car, quoique souffrants, leurs entrailles n'arrêtaient pas de solliciter quelque chose.

Avec nos modestes moyens, nous ramenions un peu de lait, de bouillie, de céréales ou de potage pour leurs enfants malades. Mais le manger ne suffisait pas. Il fallait leur apporter autre chose en plus des soins : les aider à gérer leurs derniers jours de vie, mais aussi et surtout leur rassurer qu'on s'occupera de leurs progénitures quand ils ne seraient plus de ce monde. Les cas auxquels nous avons eu à faire face étaient nombreux, il n'est pas facile pour nous de les raconter tous. Mais ceux qui suivent, par leur caractère inédit, méritent d'être racontés.

Le premier cas est celui d'une certaine Minani. Ma sœur Caritas allait souvent la voir en lui apportant un panier comptant pour le repas du jour. Elle était arrivée à l'hôpital avec Digne, sa fillette de quatre ans. Très affaiblie, la voix éteinte, elle avait de nombreuses plaies infectées sur ses parties intimes. Elle était très souffrante. Elle était désespérée et en tant que femme, très affectée dans son amour propre car ces plaies dégageaient une odeur fétide. Sa mine était morose et aucune étincelle de joie ne jaillissait de son cœur. Cette situation affectait à son tour ma sœur Caritas.

Elle ne supportait pas du tout de la voir aussi souffrante, aussi malheureuse. Beaucoup de fois, elle devait contenir ses larmes qui avaient tendance à se précipiter de tomber. Comme elle avait longtemps exercé en tant qu'infirmière, elle décida de l'aider à faire sa toilette intime pour atténuer sa peine. Autour de sa taille, Minani avait enroulé un ruban de tissu au bout duquel elle avait un sachet d'emballage de médicaments. Elle cachait précieusement ce petit sachet entre ses cuisses afin qu'on ne le lui vole pas. Chaque fois que ma sœur Caritas finissait de l'aider à faire sa toilette, Minani, très souffrante, incapable de prononcer ne fût-ce qu'un mot, demandait avec des gestes de replacer le sachet entre ses cuisses. Mais que contenait-il ? Pourquoi le cachait-elle si précieusement ? Un jour, après l'habituelle toilette, Minani fit un geste pour demander à Caritas de détacher le sachet et de le garder. Elle le reçut sans toutefois savoir réellement ce qu'il contenait.

Dans la même foulée, Minani prit la main de Digne et fit un geste comme pour la remettre à Caritas. « Je ne comprenais rien des gestes que Minani venait de poser », affirmait Caritas. Elle le conserva et attendit le moment où Minani se sentirait mieux pour lui demander plus d'explications, pour savoir son vrai contenu, mais aussi la signification de son geste. Malheureusement, quelques jours plus tard, alors qu'elle revenait la voir, ma sœur Caritas apprit que Minani avait rendu l'âme. Aucun membre de sa famille ne se présenta pour récupérer sa dépouille. Les obsèques furent organisées par la municipalité de Bujumbura. Ma sœur Caritas ne retint pas ses larmes. Elle se sentit profondément affectée. La mort venait de lui arracher de ses aimables mains une concitoyenne qu'elle tentait absolument de sauver, à qui elle avait apporté du réconfort, un peu plus d'amour. Caritas restait donc avec le sachet dont elle ignorait encore le contenu et la signification.

Quand enfin elle décida de l'ouvrir, elle y trouva une somme de 17.000 Francs burundais qui équivaut actuellement, à environs 10 dollars américains. Sûrement que la modique somme allait aider à éduquer la petite Digne, pensait sa mère. Cette dernière était restée à l'hôpital car personne n'était venu la récupérer. Elle était abandonnée à elle-même, à son triste sort.

Elle dormait à même le sol et mangeait les miettes que les autres malades parvenaient à lui laisser.

Dès que les anciennes voisines de Minani aperçurent Caritas, elles se précipitèrent pour lui remettre Digne et lui précisèrent qu'avant de rendre son âme, Minani avait révélé qu'elle était très confiante que Caritas prendrait bien soin de sa fille. Caritas n'en revenait pas. Mais un double sentiment naquit en elle. D'une part, elle était très ravie de cette grande confiance que Minani lui avait témoignée. D'autre part, elle ne voyait pas comment elle devait s'occuper d'elle car elle ne s'y était pas préparée. Elle se retrouvait donc avec une petite fille dans ses bras et se demandait comment elle allait pouvoir l'aider. Elle ne savait pas non plus si son mari allait être d'accord sur la proposition de l'élever sous le toit familial. Voilà les questions qui taraudaient son cœur. Voilà les questions qui la hantaient.

Sans longtemps réfléchir, ma sœur Caritas décida de ramener Digne chez elle et d'expliquer à son mari ce qui s'était passé. Ce dernier ne lui opposa aucune résistance. Sans tarder, il acquiesça et tous deux décidèrent d'abriter la petite Digne sous leur toit jusqu'à ce qu'ils lui aient trouvé une place à l'Orphelinat Officiel de Bujumbura.

Six mois plus tard, la famille de Minani qui habitait au Nord du Burundi, à plus de 200 km de la capitale, apprit qu'elle était décédée. Sa sœur se présenta à l'hôpital. Les patientes, voisines de Minani - qui étaient encore en vie – lui donnèrent les coordonnées de Caritas. Ensemble, Caritas et la sœur de Minani se hâtèrent pour

retrouver la petite Digne à l'orphelinat. Cette dernière retrouvait enfin les siens, et repartit avec sa tante. Rassurée de voir que l'enfant allait enfin grandir en famille, Caritas remit à sa tante « l'héritage » que Minani lui avait laissé et auquel elle a pris soins d'ajouter 48.000 francs burundais.

Entre autres cas, que ma sœur Caritas et moi assistions, était celui d'une certaine Marguerite qui habitait la zone Bwiza en Mairie de Bujumbura. C'était une très jolie dame au teint noir bien foncé dont les enfants étaient presque tous de pères différents et de nationalités différentes, curieusement leur cohabitation était merveilleuse. C'étaient Côme, Ernest, Paulin, Jacques et Ariella. Côme avait un père burundais, Ernest et Paulin un père congolais tandis qu'Ariella et Jacques avaient comme père un rwandais. Les plus petits étaient Jacques et Ariella. Ariella était la seule fille de la famille de Marguerite, mais aussi la plus jeune.

Pendant le long séjour de Marguerite à l'hôpital, Caritas avait pris la décision d'y emmener Ariella et ses frères afin de leur permettre de rendre visite à leur mère les week-ends. Chaque fois que les enfants voyaient Caritas, ils étaient remplis de joie car cela signifiait qu'ils allaient voir leur mère qui leur avait tant manqué. Marguerite à son tour se sentait momentanément heureuse car c'était l'occasion de revoir et d'échanger avec ses enfants.

Malheureusement, un matin, à l'heure de l'habituelle visite, ce fut autre chose. Leur maman avait déjà rendu l'âme. Caritas eut alors la lourde tâche de leur annoncer que leur mère venait de succomber à sa maladie. Ce n'était pas du tout facile car ses enfants avaient déjà pris le samedi comme un jour de joie, un jour d'échanges, un jour d'espoir.

Mais voilà, cette fois-ci Caritas, profondément affectée, devrait leur apprendre que tout venait de basculer du mauvais côté. Les larmes aux yeux, qu'elle essayait de contenir, elle s'imaginait le sort de ses enfants qui, désormais n'avaient ni père ni mère. Ils n'avaient plus personne pour payer le loyer et la nourriture. Elle se demandait ce qu'ils allaient devenir.

Par manque d'expérience, Caritas n'avait jamais eu la moindre idée de demander à Marguerite - de son vivant- qu'elles étaient ses origines. Certes, elle savait qu'avant d'être hospitalisée, Marguerite habitait la zone Bwiza. Elle pouvait s'informer auprès de ses voisins. Mais, avec les affres de la guerre qui sévissait encore à Bujumbura, tout ce monde s'était dispersé tous azimuts et personne ne savait où s'était réfugié son voisin ou sa voisine. Et les réseaux sociaux – Facebook, Instagram, WhatsApp par exemple – et le téléphone mobile n'étaient pas encore nés. Caritas, malgré son grand courage, se sentait désorientée. Un grand mur infranchissable semblait se dresser devant elle.

Malgré l'expérience qu'elle commençait à acquérir en matière d'assistance sociale, elle n'était pas préparée à faire une recherche parentale et personne ne se manifestait pour continuer à s'occuper des enfants. Pendant ce temps, nous ignorions comment organiser les obsèques de Marguerite et comment les financer. Après quelques difficultés, ma sœur et moi parvînmes à organiser des obsèques pour elle.

Mais, arrivées à la tombe, une pluie de bombes tomba tout autour de nous. Nous décidâmes illico de sauver nos vies et tout le monde courut en toutes directions. Quelques instants après, la pluie de bombes cessa. Nous décidâmes alors d'y retourner afin d'ensevelir dignement Marguerite.

Les jeunes enfants, Ariella et ses frères, avaient pris part aux obsèques, mais ils ne comprenaient pas grand-chose de tout ce qui se passait autour d'eux. Ils n'en revenaient pas du théâtre des adultes. Mais, qu'allaient-ils devenir en l'absence de leur mère ?

Après la mort de sa mère, Ariella eut un accident. En effet, comme elle aimait se joindre à sa maman - du temps de son vivant- quand elle préparait de la pâte de manioc, menu très prisée par les Congolais de l'Est, surtout quand il est associé à la viande, elle pensait avoir maîtrisé comment préparer cette recette.

Alors qu'elle s'attelait à préparer la pâte de manioc pour elle et pour ses frères, elle se brûla à l'eau chaude et nous la fîmes soigner.

Plus tard, Ariella et ses frères devinrent les premiers occupants du Centre de transit pour enfants vulnérables, l'un des premiers projets de la F.V.S-Amade Burundi. Ils s'y épanouirent. Aujourd'hui Ariella est devenue une grande dame digne. Elle est mariée et a déjà trois enfants avec un époux qui l'aime bien.

Marguerite ensevelie, ses cinq enfants hébergés dans le centre de transit de la FVS à Bujumbura, mais alors, venions-nous réellement d'en découdre avec les cas malheureux ?

Non. Pas du tout. Car, malgré les efforts incommensurables que les médecins de l'Hôpital Prince Régent Charles déployaient pour traiter les symptômes de la maladie dont souffraient les patients, Jules, notre oncle, témoignait depuis son lit d'hôpital de l'accroissement en nombre de patients qui avaient fini par mourir. Lui non plus n'était jamais sûr que nous allions le retrouver vivant lors de la suivante visite car, son état empirait du jour au lendemain. Mais de quoi souffrait-il, de quoi souffraient toutes ces personnes qui se voyaient ôter la vie sans que les médecins aient pu leur apporter du répit ? Que devions-nous faire pour stopper ce mal qui « répandait la terreur » chez nos compatriotes. S'agissait-il de la peste sous une version nouvelle ?

Nous interrogeons-nous, le cœur désemparé, l'amertume dans l'âme. Caritas, forte de sa carrière d'infirmière, décida d'en discuter avec les médecins pour en avoir le cœur net. Les médecins lui révélèrent alors que l'oncle Jules souffrait du SIDA, une maladie sans remède, une maladie incurable. La nouvelle, du moins, la mauvaise nouvelle, frappa fort dans son cœur. C'était dur. C'était dur d'apprendre que l'oncle Jules allait rendre le dernier soupir et qu'aucune solution possible n'existait au monde. Ce que la médecine pouvait faire, lui avaient bien précisé les médecins, c'était juste d'atténuer les symptômes pour un temps, en attendant la date fatidique.

Dès que Caritas m'eût révélé la triste nouvelle, je me sentis envahie par un fort sentiment de révolte. Je ne comprenais pas pourquoi le SIDA était incurable alors qu'il y avait tant de médecins brillants et dévoués qui s'occupaient de notre oncle. Je ne comprenais pas non plus pourquoi cette maladie devait emporter les femmes hospitalisées qui étaient entre-temps devenues nos amies et dont les bébés étaient encore au sein. Cet état de choses me chagrinait, m'inquiétait, m'angoissait. Je me demandais ce qu'allaient devenir ces petites filles devenues, par la force des choses, des garde-malades une fois que leurs mères mourraient. Pire encore, je m'indignais du fait que, les enfants du bloc de pédiatrie allaient mourir de cette effroyable maladie dont ils ignoraient tout de sa provenance! Et qu'allaient devenir les enfants de l'oncle Jules ?

La situation devenait de plus en plus décourageante. Elle nous donnait du fil à retordre. La mort, ou du moins le SIDA, ce mal sans nom nous défiait du jour au lendemain. Ma sœur Caritas et moi, nous qui avons été courageuses, avons du mal à croire que les efforts déployés par nos familles, auxquels il fallait ajouter ceux des médecins, n'allaient donner aucun résultat, aucune suite palpable. Nos efforts semblaient vains, nuls.

Entre-temps, en 1989, l'oncle Jules rendit son âme. Il ne put, lui non plus échapper à ce « mal qui répandait la terreur ». C'était trop dur pour nous deux, pour tous les membres de notre famille élargie, mais aussi et surtout, pour ses enfants. Avec les autres membres de la famille, nous organisâmes de funérailles dignes d'un oncle aimable et nous l'accompagnâmes jusqu'à sa dernière demeure.

Après les funérailles, un problème profond se posa. Comment les enfants de l'oncle Jules allaient-ils continuer à vivre ? Qui allait les prendre en charge et ainsi garantir la poursuite de leurs études ? Entre-temps, d'autres membres de la famille succombèrent à la terrible maladie. Le lot d'enfants à prendre en charge n'eut de cesse d'augmenter, rendant ainsi plus dur le problème à résoudre. Fallait-il croiser les bras ? Fallait-il abandonner ce lot d'orphelins à leur triste sort ?

Ma sœur Caritas et moi avons donc décidé d'aller au-delà des lamentations, des pleurs, des gémissements.

Nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes et avons mobilisé la famille élargie de frères, de sœurs, d'oncles et de tantes afin de prendre en charge tous ces enfants orphelins et ainsi garantir la poursuite de leurs études. Les trois enfants de l'oncle Jules purent survivre et en même temps parvenir au bout de leurs études. Ainsi, l'aîné de la famille put obtenir son diplôme de Licence en Sciences Economiques et Administratives en 2012 après maintes difficultés. En effet, il a redoublé presque toutes les classes jusqu'à nous faire croire qu'il était inapte pour de longues études, raison pour laquelle nous le fîmes inscrire dans une école professionnelle. Cependant, il refusa d'y fréquenter et préféra lui-même entrer dans un lycée ouvrant absolument sa voie aux études universitaires.

Le deuxième frère obtint son bac en électromécanique tandis que le troisième fit une formation en mécanique automobile. Mais alors, étions-nous encore sorties de l'auberge?

Loin de là. En effet, pendant la longue hospitalisation de notre oncle Jules, le nombre de patients qui avaient besoin d'un soutien alimentaire devenait de plus en plus trop grand pour nos capacités. Nous avons beau nous couper en deux pour répondre à leur demande, mais ce mal, qui se comportait comme une fabrique de patients et d'orphelins, nous donnait du fil à retordre. Malgré notre bonne volonté, nous n'arrivions jamais à

satisfaire les besoins des patients dont les entrailles n'avaient de cesse que de réclamer quelque chose.

Entre-temps, le nombre d'orphelins que ce mal nous fabriquait, ceux qu'on appellera plus tard les orphelins du SIDA, prenait une allure vertigineuse et nous inquiétait tant. A un certain moment, nous avions l'impression de baigner dans un océan de malheurs où pleurs, morts, orphelins, patients candidats inévitables à la mort, demandeurs d'aides, se côtoyaient au quotidien. C'est ce que nous avons pu appeler « Gérer la mort ».

C'était dur, c'était effrayant, c'était horrible. Il fallait, à notre tour, avoir un cœur dur ou plutôt un cœur comblé d'humanité pour pouvoir y résister ne fût-ce que quelques instants. Mais, que fallait-il faire ? Quelle panacée fallait-il apporter ou inventer pour secourir tout ce monde en détresse ?

CHAPITRE II

GESTATION D'UNE PHILOSOPHIE : « UMWANA SI UW'UMWE »

A un certain moment, ma sœur Caritas et moi avons constaté que nous ne pouvions rien faire pour empêcher à nos amis malades de rendre leurs âmes. Car le SIDA, « ce mal qui répandait la terreur », s'était finalement présenté comme une maladie sans remède.

Après avoir attaqué tous azimuts le corps (infection cutanée, herpes, diarrhée chronique, vomissements, etc.), après l'avoir fait tousser tout le temps ; et durement encore ; après l'avoir quasiment dépouillé de sa chair et de ses cheveux, le visage défiguré, il emportait le patient tout droit vers la mort. Les efforts et le génie des médecins avaient été battus en brèche et tous ressemblaient aux soldats désarmés après avoir perdu la bataille. La seule chose qui restait à faire n'était que de les aider à mourir dignement, à mourir humainement, comme des Hommes, dirions-nous. Mais, que fallait-il faire pour leurs progénitures ? Leurs enfants qui, à un certain moment, n'avaient plus ni père, ni mère, ni oncle, ni tante, tous emportés par ce mal ?

Ma sœur Caritas et moi, n'avions jamais voulu désarmer. Nous ne voulions pas du tout perdre de tous côtés. Nous étions animées d'un esprit de solidarité sans pareil. N'ayant pas pu sauver les malades, nous avons pris la résolution d'au moins veiller sur leurs progénitures. Nous voulions qu'après la mort des leurs, ils ne subissent pas un triste sort. Nous voulions qu'ils

vivent dignement, qu'ils reçoivent un amour, qu'ils aient une scolarité normale, bref qu'ils mènent une vie saine. Pendant la longue hospitalisation de notre oncle Jules, nous avons constaté avec amertume que le nombre de patients qui avaient besoin d'un soutien alimentaire n'avait eu de cesse d'augmenter, ce qui nous avait inquiétées beaucoup, ce qui nous écœurait. Cette situation nous angoissait à telle enseigne que si nous n'étions pas animées d'un esprit fort de détermination, nous aurions sans nul doute battu en retraite. Nous aurions plié bagages et aller tout simplement s'essayer ailleurs. Nous avons alors demandé aux autres membres de la famille avec lesquels on se relayait pour notre oncle de toujours apporter en peu plus de nourriture à l'hôpital. Constat amer : malgré notre bonne volonté, malgré nos inlassables efforts, nous n'arrivions jamais à satisfaire les besoins des patients et des enfants dont la demande de leurs entrailles s'avérait de plus en plus fort croissant. Mais que fallait-il faire ?

En réfléchissant, nous avons constaté qu'en limitant notre action à nous seules, nous allions nous perdre. Nous allions nous noyer dans un océan de malheurs. Tant la tâche était immense. Elle nécessitait donc des efforts tous azimuts. Mais, il ne fallait pas y aller avec maladresse : c'est-à-dire prendre un micro, crier à tout vent, dans toute la ville de Bujumbura, qu'on avait besoin de gens de bonne volonté pour secourir nos patients et leurs enfants en souffrance. Il ne fallait pas non plus inviter la presse, tenir une conférence, crier à cor et à cri, qu'on avait besoin de bienfaiteurs pour aider

des personnes vulnérables. Mais pourquoi ? Comment fallait-il alors procéder ?

Nulle n'ignore qu'à cette époque-là, les malades du Sida de la première heure n'étaient pas considérés comme de simples malades. En plus d'être des malades, beaucoup les considéraient comme des pécheurs, des gens ayant commis l'adultère. Par conséquent, la maladie qui les terrassait n'était autre qu'un châtement tombé tout verticalement du ciel et, leurs progénitures devant subir l'effet direct de cet état de fait. Voilà donc, comment ils étaient stigmatisés. Il fallait donc agir avec minutie, avec tact, bref, avec sagesse.

Ma sœur Caritas et moi avions commencé alors à en parler autour de nous. De ma part, j'ai tout fait pour rallier à notre cause mes collègues de l'Office National Pharmaceutique et, de sa part, Caritas était parvenue à faire adhérer à notre noble mission les infirmières de la Clinique Prince Louis Rwagasore. Notre petite sœur Françoise, quant à elle, alors jeune médecin, en parla à ses collègues.

Bientôt, et à notre grande satisfaction, nous avons pu parvenir à mobiliser assez de bénévoles pour apporter régulièrement à manger aux malades démunis. Avions-nous pour autant atteint notre objectif ?

Loin de là car, au fur et à mesure que des liens se créaient entre bénévoles et les malades, ces derniers commencèrent à nous confier leurs effets personnels. D'autres encore nous demandèrent de les aider à rédiger leurs testaments et de veiller sur leurs enfants après qu'ils auraient rendu leur âme. Ceux qui avaient quelques biens

allaient jusqu'à nous confier la gestion de leur patrimoine tout en nous demandant de les garder jusqu'à ce que leurs enfants deviennent majeurs. D'autres enfin, nous révélaient de très lourds secrets personnels. Durant ces débuts sombres de notre action, ma sœur Caritas et moi parlions de « gérer une fin de vie ».

Par la suite, ils ont eu tellement confiance en nous que certains d'entre eux qui avaient un emploi nous donnaient des chèques bancaires afin que nous allions retirer leur salaire à la CADEBU, la seule caisse d'épargne du pays qui existait à l'époque. Très fort encore, ils allaient jusqu'à nous confier les biens immobiliers (parcelles, terrains, etc.) car leurs enfants étaient encore trop jeune. En ce moment de fin vie, ils nous avaient considérées comme les personnes de confiance à qui il fallait responsabiliser la vie future de leurs enfants.

Mais, cette confiance poussée à l'extrême, nous avait, à un certain moment, fait peur. Des fois, nous nous demandions ce que nous allions faire, s'il advenait que quelqu'un d'entre nous n'ait pas honoré correctement son engagement. Qui allait être responsable ? Qui devait assumer la responsabilité d'une éventuelle fuite ?

En 1992, le Burundi promulgua une loi sur les associations sans but lucratif. Sans tarder, nous avons pris la décision de légaliser nos activités. L'initiative jusque-là informelle, portée uniquement par le cœur, ne pouvait plus faire l'économie d'une formalisation.

Au mois de décembre de la même année, bénévoles que nous étions, décidâmes de nous mettre en

association : La Famille pour Vaincre le SIDA, FVS en sigle, vit le jour. L'équipe des bénévoles que nous étions m'a confié la responsabilité d'assurer le rôle de Représentante Légale de FVS.

Avec la naissance d'une organisation formelle, nous étions cette fois-ci plus ou moins rassurées dans nos actions. Nous pouvions aider les vulnérables sans se soucier que s'il advenait qu'un incident surgisse, une personne d'entre-nous en serait juridiquement responsable.

D'un autre côté, les services étatiques ne tardèrent pas à nous faire confiance. Ainsi le Ministère de la Santé Publique qui avait introduit, en 1989, des cartes d'assistance maladie - les CAM - identifia la FVS comme une association assistant les malades les plus vulnérables et lui offrit cent cartes à distribuer aux malades à qui l'association portait une assistance alimentaire. Pourtant, elle n'était qu'une officieuse « soupe populaire » à l'Hôpital Prince Régent Charles. Au-delà de son action directe pour les malades, la carte d'assistance médicale permit à la jeune association d'être visible. Ce qui nous a fortement encouragées. Nos informelles actions de bénévolat commençaient à porter des fruits. Cette reconnaissance du Ministère de la Santé Publique, était-elle un bon augure d'une ouverture des horizons ?

Naissance d'un restaurant-cantine : « Chez les Amis des Enfants »

Bien évidemment, et à notre grande satisfaction, la reconnaissance du Ministère de la Santé Publique nous a encouragé. Quand à cœur ouvert, sans recherche d'aucun intérêt pécuniaire, nous agissions, nous ne savions pas que nos actions attireraient l'attention de bien de personnes autres que celles que nous aidions. Pourtant, les unes à la dérobée peut-être, beaucoup nous observaient, nous scrutaient et nous admiraient. Ainsi, quand le Ministère de la Santé Publique organisa, en 1993, une table ronde des bailleurs et y convia quelques organisations de la Société Civile, la FVS eut l'honneur de faire partie des rares organisations invitées. Ce fut une grande surprise pour nous.

Des agents du Ministère de la Santé Publique, nous avaient repérées, appréciées et avaient décidé de nous inviter à la cour des grands alors que nos actions n'étaient qu'à l'état embryonnaire.

Au cours des échanges, quand ce fut le tour de la FVS de s'exprimer, j'ai parlé simplement de nos activités à l'hôpital qui consistaient à apporter à manger aux malades démunis, ainsi que la dernière activité de distribution des cartes d'assistance médicale fournies par le Ministère de la Santé Publique.

Déclarant être impressionnée par le travail de la jeune association, Helen Filding, déléguée de l'ONG « Terre des Hommes Lausanne » prit aussitôt la parole et

affirma officiellement qu'elle était prête à soutenir financièrement la FVS. Elle me demanda alors de lui présenter un projet à financer. Mais je ne savais rien d'un projet. Je n'avais jamais été confrontée à une telle activité. Je lui avouais sincèrement que je ne savais pas comment rédiger un projet. A l'époque, le mouvement associatif n'était pas encore développé dans notre pays.

Peu de Burundais étaient organisés en associations et par conséquent, rares étaient ceux qui savaient élaborer des projets. Je faisais partie de ce monde de profanes. La déléguée de « Terre des Hommes » promit alors de me former sur l'élaboration et la conduite des projets et Caritas, à son tour, allait être formée en comptabilité et logistique.

Quelques jours après, la déléguée de Terre des Hommes joignit l'acte à la parole. Nous subîmes alors, moi et Caritas, une formation. Nanties du nouveau savoir-faire qui nous manquait, nous conçûmes alors notre premier projet : un restaurant-cantine pour accueillir, le temps d'un repas, les enfants vulnérables.

Après analyse du projet, « Terre des Hommes » l'homologua. Sans tarder, elle tint parole et elle nous apporta son appui financier. Le restaurant-cantine « Chez les Amis des Enfants » vit le jour le 1 avril 1993. Ses premiers bénéficiaires furent les enfants dont les mamans agonisaient encore à l'hôpital et ceux dont les parents avaient déjà rendu leur âme. Son financement procura une bouffée d'oxygène aux bénévoles de la FVS. Et pourquoi ? Auparavant, la FVS offrait des repas que ses bénévoles avaient eux-mêmes préparés chez eux.

Ce n'était que des bénévoles offrant à leur prochain le peu qu'ils avaient. Dès fois, ça pouvait donc manquer. De plus, il n'y avait aucune administration, aucune comptabilité, même rudimentaires. Avec la nouvelle donne, les choses changèrent. Le restaurant-cantine vendait des repas au public et utilisait les bénéfices pour offrir des repas aux enfants vulnérables avant et à la sortie de l'école. Il devait également servir de source de revenus pour continuer à offrir de la nourriture aux malades. Mais alors, le restaurant-cantine « Chez les Amis des Enfants », était-il une panacée pour tous les maux que la FVS devait affronter? Pas du tout. En effet, avec les autres volontaires de la FVS, nous cotisions de petites sommes d'argent pour pouvoir payer le matériel scolaire des enfants dont les parents étaient décédés ou étaient encore alités à l'Hôpital Prince Régent Charles. En septembre 1992, l'association put offrir à 17 enfants vulnérables des kits scolaires entièrement financés par ses volontaires. Quand la FVS fut agréée par le Ministère de l'Intérieur, la cotisation de chaque membre au sein de l'association fut fixée sur base du coût d'un kit scolaire.

En cotisant deux cent francs burundais par mois, un membre pouvait acheter des cahiers, des stylos et une tenue d'uniforme scolaire pour un enfant de l'école primaire. Avec cette manière de faire, il nous semblait que nous avions résolu le problème de ces enfants démunis, de ces enfants sans défense, de ces enfants vulnérables. Cependant, au cours de nos activités quotidiennes, et sans qu'on s'y attendait, une exception surgit ? Laquelle ? Lors de notre combat d'amour pour les enfants, nous avons constaté que les enfants que la

FVS assistait ne pouvaient pas tous retourner à l'école. Certains avaient déserté les cours depuis fort longtemps pour jouer le rôle de garde-malade de leurs parents abandonnés par les leurs ou peut-être fatigués par leurs longs séjours à l'hôpital, ou par encore le désespoir de les voir un jour guérir. Une autre catégorie d'enfants étaient ceux qui devaient rester à la maison pour cultiver les champs ou bien encore pour faire de petits boulots afin de faire vivre, ou plutôt faire survivre, les autres membres de la fratrie. Les aînés de la famille, et surtout les filles, étaient souvent les plus sacrifiés.

Encore à la fleur de l'âge, au moment de s'occuper des études, ils devaient réfléchir, travailler, trouver des solutions à l'instar d'un adulte. Des fois, ils étaient stressés comme une mère ou un père adulte inquiet de ne pas pouvoir nourrir correctement ses ouailles. Ma sœur Caritas et moi, qui les suivions au quotidien, avions souvent les larmes aux yeux, et des fois on se retrouvait chagrinées de voir une petite fille jouer dans la vraie vie, et malgré elle, le rôle d'une mère. Que fallait-il faire pour eux ? Comment pouvions-nous les sauver ? Après mille et une réflexions, notre constat fut qu'il n'était pas possible de les soustraire du rôle des parents car, à part qu'ils étaient orphelins de père et de mère, ils n'avaient plus ni tante, ni oncle. Pour dire qu'ils étaient de fait « parents ». Pour ces « parents de circonstances », l'association eut l'idée d'organiser des formations professionnelles de courte durée qui les aideraient à démarrer une activité économique pour pouvoir se prendre en charge et ainsi aider leurs petits frères et sœurs.

Des opportunités et des péripéties

La FVS, bien que son Restaurant-cantine « Chez les Amis des Enfants » ait été financé par « Terre des Hommes », ne se suffisait pas en elle-même. Certains matériels lui manquaient. Ainsi par exemple, la petite Peugeot 204 de Caritas servait de véhicule de service à la FVS. Mais elle n'était pas en bon état. Un jour, au plus fort de la guerre de 1993, alors que nous partions avec le délégué de « Terre des Hommes » distribuer du matériel scolaire aux enfants dans un camp de déplacés de Musaga, au Sud de Bujumbura, la voiture tomba en panne.

De jeunes gens, l'air menaçants, s'attroupèrent autour du véhicule. Il y eut quelques frictions. Mais au final, il y eut plus de peur que de mal, mais le délégué de « Terre des Hommes » fut impressionné par notre abnégation au service des autres et, au risque de notre vie. Il appela directement son siège en Suisse. Il fut décidé d'acheter une camionnette neuve à la FVS pour éviter de revivre les mêmes frayeurs. L'incident se solda donc par une fin heureuse, la FVS obtint, par le concours de circonstances, sa première voiture de service. La situation, allait-elle rester la même par la suite ?

Pas du tout. En effet, en 1995, lors d'une journée, un après-midi, les enfants se présentèrent comme d'habitude au restaurant-cantine « Chez les Amis des Enfants ». Ils savourèrent le repas, ils s'amusèrent un petit moment avant de retourner dans leurs familles d'accueil respectives. Le restaurant-cantine avait son siège à l'Avenue de l'Amitié, en plein centre-ville de

Bujumbura. Vers seize heures, des coups de feu retentirent et des grenades explosèrent. De la fumée montait au-dessus des quartiers Bwiza et Buyenzi à moins d'un kilomètre du Restaurant-Cantine. Caritas y était encore restée pour faire le rapport de la journée. Tout d'un coup, elle vit tous les enfants, l'air effrayés, revenir en courant accompagnés d'autres jeunes surpris par les détonations de grenades. Caritas leur ouvrit le portail et le referma immédiatement. Elle resta aux aguets pour voir s'il y avait de nouveaux arrivants.

Le restaurant-cantine était constitué d'une grande salle et d'une petite pièce servant de bureau, mais il n'y avait rien pour héberger les enfants. Personne n'avait osé penser qu'un tel événement nous arriverait. Par ailleurs, « Chez les Amis des Enfants » n'était qu'un simple restaurant. Il n'était pas un dortoir, encore moins une auberge. Nous étions donc prises au dépourvu. De même, toute la nourriture préparée ce jour-là avait été consommée et il n'y avait plus de provisions. Aucune miette de nourriture ne restait pour nourrir ces enfants désemparés, fuyant la folie des adultes.

Tandis que les coups de feu retentissaient toujours, nous décidâmes d'entrer dans la danse. Nous décidâmes d'agir. Nous décidâmes de ne pas assister impuissantes à la situation. Nous mîmes en marche une grande opération. Caritas ramena les lits et les matelas de son ancien centre de santé. De mon côté, j'apportai du lait de la ferme de mon mari. Caritas m'emboîta le pas et amena tout ce qui pouvait, dans la petite boutique qu'elle tenait chez elle, être mangé. Elle installa ensuite les filles dans son bureau et les garçons dans le réfectoire.

Pendant la nuit, les enfants firent pipi dans le lavabo car ils avaient peur de sortir pour utiliser les toilettes communes avec les locataires des maisons voisines. Au cours de cette première nuit, la cantine hébergea quarante-deux enfants. En quelques jours, tout le capital du restaurant-cantine fut consommé. Nous nous retrouvions démunies comme au départ. Le don de « Terre des Hommes » venait de s'envoler. C'était dur pour nous. C'était très décourageant. Nous avions l'impression de patauger dans la boue, de monter puis descendre, de vivre en vraie vie du « Mythe de Sisyphe ». Fallait-il retourner chez « Terre des Hommes » pour lui raconter le malheur qui venait de s'abattre sur nous ? Fallait-il renvoyer ces enfants chez eux ?

Retourner chez « Terre des Hommes », renvoyer les enfants chez eux, aucune des deux options ne constituait une solution viable pour nous. Car, avions-nous considéré, que retourner chez « Terre des Hommes » était trop demander. Pour nous, cette dernière avait fait de son mieux, et nous en étions fort reconnaissantes. Non plus, renvoyer ces enfants n'était pas une solution sage car ces derniers n'avaient plus un « chez-soi », un toit pour s'abriter. Pour beaucoup, leurs maisons avaient été détruites et leurs parents avaient fui vers un lieu inconnu ; ou tout simplement avaient perdu leur vie. C'était dur pour eux. C'était horrible.

Au final, notre décision fut de toquer aux portes d'autres organisations. On n'avait pas de choix, au risque de voir nos « enfants » mourir de faim entre nos mains. Ce qui aurait été un manquement, un acte de lâcheté, surtout pour nous, qui étions et restons mères.

Ce qui était inacceptable. Les organisations caritatives répondirent favorablement à notre requête et nous fournirent un peu de vivres et de meubles.

Le centre de transit se transforma, du jour au lendemain en un « orphelinat ». Et les orphelins ne manquaient pas de le peupler. En effet, la guerre civile burundaise de 1993 avait produit des milliers d'orphelins. Sa pérennité et son embranchement avec celles du Rwanda en 1994 et du Congo 1998, avait ajouté le mal au mal, et en avait créé d'autres milliers encore. Les enfants, l'air désesparés, l'air traumatisés, arrivaient de tous côtés de Bujumbura : de l'intérieur du pays, de l'Est du Congo et du Rwanda. Ils avaient été témoins d'atrocités, de déchirement, de tueries, bref, de la barbarie des adultes. Certains avaient survécu en mangeant des animaux ou des vers de terre pendant plusieurs semaines. D'autres avaient perdu la trace de leurs parents en traversant les frontières. D'autres encore, ignoraient totalement leur identité. Ils étaient incapables de dire leur nationalité. Etaient-ils Burundais, Rwandais ou Congolais ? Personne ne savait. Ils étaient juste-là désespérés, désesparés, perdus, en attente d'une main charitable pour les secourir. Ainsi, au temps fort de la guerre, la cantine était devenue non seulement un lieu d'assouvir leur faim et leur soif, mais aussi un refuge des enfants d'origines diverses que des organisations non gouvernementales réfèrent à la FVS.

Responsabilités

En confiant des enfants à la FVS, certaines organisations non gouvernementales internationales faisaient fi de toute dimension humaine. Elles baladaient les enfants d'un centre à un autre et ne fournissaient aucune information sur l'identité, les origines et le parcours des enfants. Quand alors une organisation non gouvernementale quittait le pays, toutes les chances de retrouver les origines des enfants s'évanouissaient. Certains enfants s'attachaient aux membres du personnel des organisations non gouvernementales qui les avaient amenés à la FVS et souhaitaient les revoir alors que ces derniers étaient occupés à convoyer d'autres enfants et ne revenaient jamais.

Certains des enfants confiés à la FVS par des organisations non gouvernementales ne purent jamais retrouver ni leurs familles d'origine ni connaître leur vraie nationalité. C'était dur pour eux, c'était horrible pour nous. Des enfants sans trace de père, de mère, de tantes, d'oncles, etc. Des enfants sans racine aucune.

Chaque jour, ils venaient nous voir, puis nous approcher pour nous confier leurs soucis, leurs profonds souhaits dans l'espoir que nous allions leur trouver une solution. Pour certains, nous pouvions retrouver des traces et, ainsi après un travail fastidieux, nous pouvions exhausser leur vœu le plus absolu. Ce qui procurait en eux et en nous une joie immense, un état d'exaltation, un état d'extase. Par contre, pour d'autres, nous manquions totalement de trace, totalement de racines.

Ainsi Floris, un très jeune enfant fut déposé à la FVS après avoir vécu plusieurs mois dans la forêt. Pour survivre, il dut se nourrir d'herbes, d'insectes et de vers de terre. Même après son intégration dans le Centre de Transit, il continuait à manger des herbes et ne voulait pas jouer avec les autres. Il parlait une langue étrange pour laquelle, on ne comprenait aucun mot. C'était pour nous du véritable charabia. Avec de la boue et des morceaux de métal, il s'amusait à fabriquer des jouets ayant la forme d'un couteau ou d'une grenade. Malgré nos inlassables efforts, nous ne pûmes jamais retrouver ses origines. Nos efforts furent également vains lorsqu'il s'agissait de l'encadrer afin qu'il suive normalement ses cours en classe. Heureusement, plus tard, Floris fut inscrit dans une formation professionnelle en art culinaire et il a obtenu un certificat qui lui a permis de trouver du travail. Plus tard, il put même fonder une famille. Il vit paisiblement avec sa femme et ses enfants à Kanyosha, un quartier se trouvant au sud de Bujumbura. Etait-il le seul à nous donner du fil à retordre ?

Pas du tout. En 1998, la FVS avait accueilli Immaculée, une petite fille de teint foncée. Aucune information n'avait été trouvée sur sa famille et elle passa de longues années dans le centre de transit de Bujumbura. Plus elle grandissait, plus son cœur était emplí de tristesse. Malgré de multiples échecs, malgré de multiples disconvenus, Caritas ne lâchait jamais. Elle continuait à chercher sa famille, ses racines. Des fois, elle avait l'impression d'attraper le vent du désert. Mais, elle ne désespérait pas. Elle gardait l'espoir.

Retrouver la famille d'Immaculée s'était imposé en elle comme un défi de vie. Parvint-elle à obtenir gain de cause ?

Si. Un jour, une piste sérieuse l'amena dans la province de Cibitoke. Arrivée sur place, on lui dit d'aller à pied rencontrer une connaissance des parents d'Immaculée qui habitait non loin de là. Quelques centaines de mètres plus loin, des soldats firent irruption et lui demandèrent de les suivre jusqu'à leur poste d'attache. Elle avait, sans le savoir, traversé la frontière burundaise vers Cyangugu, au Rwanda sans titre de voyage.

Après avoir longtemps expliqué comment elle s'était retrouvée là, elle fut enfin relâchée. Il commençait à faire tard et elle n'avait nulle part où passer la nuit. Elle dut rejoindre Bujumbura. Quelques jours après, accompagnée d'un collègue et d'Immaculée, elles retournèrent à Cibitoke avec cette fois-ci un laissez-passer. A Cyangugu, une dame lui confia avoir gardé en mémoire un directeur de banque qui avait été assassiné en 1994. Il était originaire de Kibungo, plus au nord du Rwanda. La dame mit Caritas en contact avec une de ses parentés qui confirma qu'Immaculée était bel et bien l'enfant du banquier.

Après avoir vécu onze ans au centre de transit de la FVS, Immaculée put enfin être réinsérée en 2009 chez une tante à Kibungo. Le jour de sa réinsertion, sa tante avait organisé une fête grandiose afin de manifester son immense joie de retrouver Immaculée supposée longtemps déjà morte.

Un grand buffet avait été offert pour nous accueillir, malheureusement nous n'étions parties qu'à deux, en provenance de Bujumbura, pour accompagner la jeune fille. Ce jour-là, Immaculée était aux anges. Son grand rêve venait de se transformer en réalité. En effet, en 2007, quand la Princesse de Monaco, alors en visite au Burundi, lui avait demandé ce qu'elle désirait le plus au monde durant sa vie, elle avait répondu sans réfléchir « Je désire retrouver ma famille ». Ce qui avait profondément touché le cœur de la Princesse de Monaco. Après la fête, Caritas et une de ses collègues retournèrent à Bujumbura après avoir passé une nuit à Kigali. Malgré tous nos efforts, nos activités de recherches familiales ne permirent pas toujours de retrouver les familles biologiques des enfants hébergés dans les centres de transit de Bujumbura et de Gitega.

Cette situation nous rendait inquiètes, tristes même. Nous ne pouvions pas trouver de solutions appropriées. De ma part, j'avais toujours envie de récupérer tous les enfants pour les amener dans ma famille, mais je n'en avais pas les moyens. Tout de même, j'essayais de trouver des solutions intermédiaires, disons provisoires en attendant des solutions définitives. C'est ainsi que je les invitais à la maison afin qu'ils puissent passer d'agréables moments ensemble avec mes enfants pour les ramener, vers le soir, au Centre de Transit de Bujumbura. Ce n'était pas tout. Pendant leurs vacances, je les faisais, en compagnie de Caritas, découvrir la vie de la campagne en les invitant à séjourner à Nyamugumya, chez notre mère, qui les

accueillait chaleureusement comme ses petites-filles et petits-fils.

Cependant, malgré mes modestes moyens, je pus finalement oser décider de m'engager personnellement dans la prise en charge de l'un d'eux. C'était une fille. Elle avait quatre ans à l'époque. Quand elle arriva à la maison, elle rendit heureux tous mes fils qui avaient désormais une sœur à leur côté, mais également à toute ma famille. Tout le monde la chérissait, la choyait, la cajolait. Le jour de son baptême, une fête grandiose fut organisée en famille. Elle fut baptisée par Monseigneur Evariste Ngoyagoye, alors Archevêque du diocèse de Bujumbura. C'est ce jour-là même que je pris la décision de déclarer officiel son accueil dans ma famille. Par la suite, je procédai à son adoption légale. Ma plus grande joie est de lui avoir donné la chance de grandir dans une famille qui l'aime.

La FVS n'avait pas de limites dans son action de bien faire en faveur des enfants. A part les enfants qui avaient perdu les traces de leurs parents, elle assistait des enfants vivant avec le Sida. En effet, à part que souvent ils perdaient leurs parents et n'avaient pas de moyens de survie, ils étaient stigmatisés par les voisins comme étant des enfants dangereux, pouvant contaminer les leurs. Ce qui rendait donc difficile leur vie.

Que fallait-il faire ? Comment fallait-il procéder pour sauver ces âmes en détresse ?

La FVS n'avait pas du tout baissé les bras. C'est ainsi qu'elle avait dépêché des personnes dont une certaine Euphrasie.

C'était une dame séropositive mais très dynamique. Elle sillonnait les collines de sa région naturelle pour récupérer les enfants séropositifs et les amenait chercher des médicaments à la FVS. Un jour, elle amena sur son dos Eric, un petit garçon qui ne pouvait ni marcher, ni s'asseoir. Eric avait des infections cutanées sur tout le corps. Pour se sentir soulagé, il passait ses journées entières allongé sur le balcon du pavillon des enfants. Les mouches suçaient tout le temps ses plaies. Mais, il semblait ne pas se soucier d'elles. Je n'avais aucun espoir de le voir un jour se rétablir, mais Caritas elle, ne désarmait pas. Elle était animée d'un courage sans pareil et n'arrêtait jamais de présenter Eric à tous les médecins qu'elle connaissait. Son vœu fut exaucé. Elle finit par trouver des produits qui le soulagèrent. Quelques mois plus tard, le petit Eric put se remettre. Euphrasie le récupéra. Il put ainsi retourner à l'école. Aujourd'hui, 14 ans plus tard, Eric fait sa deuxième année d'Université. Mais ce n'était pas tout.

Entre autres cas, il y avait celui d'Espérance, une petite fille dont la mère était malade du Sida. Cette dernière ressemblait à une certaine Madeleine qui semblait être une camarade d'école primaire de Caritas. Mais, suite à la maladie, elle était devenue presque méconnaissable. Cependant elle, avait reconnu Caritas et s'intéressait à elle. Elle était hospitalisée dans le bloc des femmes de l'hôpital Prince Régent Charles.

Elle avait toujours souhaité aller rendre visite à sa fille hospitalisée dans le bloc des enfants (Pédiatrie), mais elle avait manqué de force pour le faire alors que le bloc se trouvait juste à moins de vingt mètres du lieu.

Le comble du mal, son mari n'existait plus, lui aussi ayant été emporté par le Sida. C'était dramatique, horrible pour la famille.

Elle ne manqua pas alors de lui révéler qu'elle avait un enfant, elle est aussi malade du Sida, dans l'Hôpital Prince Régent Charles, du côté pavillon pédiatrie. Caritas, avait été touchée par la situation de Madeleine et accepta d'amener régulièrement Espérance pour rendre visite à sa mère dans le même hôpital. Toutes les deux étaient hospitalisées dans le même hôpital mais dans des blocs différents et aucune d'entre elle n'avait la force de se déplacer pour aller voir l'autre.

Espérance quant à elle, elle n'a pas tardé à récupérer ses forces. Plus tard, elle a été accueillie au centre de transit de Bujumbura. A l'âge requis, on décida de la faire inscrire à l'école. Ce qu'elle n'accepta pas facilement. Mais pourquoi ? Elle avait une grande réticence d'aller à l'école. Elle ne voulait pas du tout étudier car elle pensait qu'elle allait bientôt mourir du SIDA. Elle était trop hantée par la maladie. Elle en était même traumatisée. Chaque fois qu'il y avait à la télé une émission sur le Sida, elle tombait malade. Son état de santé dégringolait, puis s'empirait. Ce qui compliquait encore sa situation, elle était réticente à prendre des médicaments. Heureusement, plus tard, elle accepta d'étudier et son état de santé s'était totalement amélioré. Aujourd'hui, elle est une grande fille, belle, diplômée d'université et prête à démarrer sa carrière professionnelle.

Contrairement à Espérance qui avait eu la chance d'évoluer plus tard en famille, au centre de transit, il y avait beaucoup d'autres enfants dont les origines nous échappaient totalement. C'est le cas d'Ange. Un jour était venue une dame qui affirmait mordicus qu'elle allait l'héberger et qu'elle était aussi sa tante. Elle disait qu'elle habitait le quartier Bwiza. Quand le temps était venu pour aller la chercher afin de la réinsérer dans sa famille, malgré nos inlassables efforts, nous n'avions pas pu retrouver la dame, la soi-disante tante. Mais nous n'avons pas du tout baissé les bras.

En effet, plus tard, quand Ange atteignit l'âge de la maturité, elle nous affirma qu'elle provenait de la province de Bubanza située vers le Nord-Ouest du Burundi.

Nous avons été là-bas. Nous avons visité tous les coins qu'elle nous avait indiqués, nous avons rencontré toutes les personnes dont elle pensait être ses parentés, main en vain. Désolées, la mine morne, nous étions rentrées bredouilles à Bujumbura. Mais, fallait-il la laisser comme telle, sans père ni mère, sans frères, sans sœurs, sans tante ni oncle ?

La fratrie : une solution de rechange

Le travail de réinsertion des enfants était et reste un travail compliqué, mais aussi et surtout frustrant. Il demande qu'on ait un cœur dur, du courage et de la sagesse. Alors que dans notre philosophie, ou plutôt la philosophie de la FVS, nous n'avions pas l'objectif de créer un orphelinat classique où les enfants logeraient et grandiraient en étant séparés des membres de leurs familles, nous avons été acculées à les garder chez nous.

Mais cela nous rendait tristes, nous angoissait même. Car pour nous, un enfant qui ne grandit pas au milieu des parents ou mieux encore, au milieu des sœurs et des frères, reste peu équilibré. Il grandit sans affectivité effective, sans altruisme, sans un sens d'humanité dans son cœur. Il fallait donc inventer, s'imaginer une solution de rechange pour Ange et pour tant d'autres enfants qu'hébergeait la FVS. La fratrie : voilà ce qui ressortit de nos méninges après tant d'efforts. Ange reçut donc une fratrie avec comme frère Yvan.

Le cas d'Yvan est atypique. Il semble que sa mère était morte à l'Hôpital Prince Régent Charles. L'enfant n'eut personne pour le récupérer. Il passait toute la journée à errer dans l'hôpital à la recherche de quoi mettre sous la dent. Un jour, comme il n'avait rien à mettre sous la dent, il s'est brûlé le bras droit en essayant de chiper du thé. C'est le père Ludwig Peschen, un prêtre Allemand de la Congrégation des Pères Blancs qui nous amena l'enfant par simple esprit de charité même s'il ne connaissait rien de lui.

On ne connaissait ni son père et ni sa mère. Malgré nos intenses efforts, nous n'avions jamais retrouvé ses parents. Jusqu'aujourd'hui, sur son identité, il est marqué père et mère inconnus. Des policiers, par ignorance ou par méchanceté, ne manquent souvent de le traquer et de l'embarquer au commissariat de la police du fait que son identité est incomplète. En effet il est marqué « Inconnu » pour le nom du père et aussi « Inconnu » pour le nom de la mère et les policiers qui ne savent pas lire le français pensent qu'il s'agit d'une fausse pièce d'identité. Caritas doit souvent intervenir pour le faire libérer.

Aujourd'hui, du fait qu'on a fermé le Centre de Transit, Ivan est à la charge de Caritas. C'est elle qui paye sa ration alimentaire, son logement et ses études, précise Caritas. Bientôt, il pourra terminer ses études secondaires. Est-il heureux pour autant ?

Pas du tout. Certes, bien qu'il soit séropositif du VIH/Sida, il reste vigoureux et dynamique. Mais, il n'a cessé de nous demander de l'aider à trouver sa paternité. C'est cela qui le hante. Tant qu'il n'a pas retrouvé les traces de ses parents, rien ne peut le rendre heureux. Des fois, il pense que le père Ludwig peut lui apporter une réponse à son ultime problème.

C'est ainsi qu'il nous demande de l'inviter à Bujumbura afin qu'ils partent ensemble à l'Hôpital Prince Régent Charles pour retrouver les traces de ses parents. Et si le Père Ludwig venait, pourrait-il vraiment lui apporter une solution qui puisse enfin soulager son cœur tant endeuillé ?

CHAPITRE III

NAISSANCE D'UNE PHILOSOPHIE : « UMWANA SI UW'UMWE »

Tout au début de nos actions de bonne volonté, nous étions guidées par le souci d'aider les patients démunis, ou plutôt abandonnés par les leurs, afin qu'ils aient une fin de vie supportable. Que pouvions-nous faire d'autre face à cette redoutable maladie pour laquelle médecins et laboratoires pharmaceutiques de renommée mondiale avaient battu en retraite ? Ce « mal qui répandait la terreur », s'il faut emprunter encore l'expression de Jean de la Fontaine, avait défié tous les cerveaux les plus clairvoyants de ce monde !

Par après, pendant que nous prêtions main-forte à ces malades du sida afin qu'ils rendent leurs âmes dans la dignité, des orphelins du SIDA naissaient et devenaient de plus en plus nombreux. Il fallait eux aussi les assister car, certains d'entre eux n'avaient plus ni père ni mère, ni oncle ni tante. Pas même de parentés proches. Nous avions créé des centres de transit, beaucoup pensaient qu'ils étaient des orphelinats, mais notre souci n'était pas que les enfants grandissent dans les orphelinats, nous voulions plutôt les intégrer, les insérer dans leurs familles afin qu'ils grandissent comblés d'affectivité, de joie, bref, d'amour tirés du cercle familial.

Durant toutes nos activités de bonne volonté, nous ignorions que nous étions observées, scrutées, peut-être de près, peut-être de loin et par la société et par le monde. Nous ignorions que nos actions et notre détermination à

aider attiraient l'attention de nos compatriotes, mais aussi de celle des étrangers qui nous observaient de près ou de loin. Certes, beaucoup parmi nos compatriotes avaient déjà manifesté leur intérêt pour nous ; mais après « Terre des hommes » qui travaillait sur place, nous ignorions que d'autres horizons pouvaient s'ouvrir. Nous ne savions pas qu'enfin, notre rêve de démontrer aux yeux du monde que l'enfant appartient à nous tous, à toute la communauté, voire au monde entier, allait devenir une réalité. Des fois, quand nous agissions et que des obstacles nous mettaient les bâtons dans les roues, nous avions l'impression d'être abandonnées, de nous perdre dans le désert du Sahara. Mais, grâce à notre courage, notre détermination, nous avons tenu. Et bientôt les portes allaient s'ouvrir. Mais comment ?

Après mes études au Lycée Clarté Notre Dame de Vugizo, j'étais restée en contact avec sœur Agnès Charles, la directrice de l'établissement. De nationalité Belge, elle faisait partie de la Congrégation des Filles de Marie et de Joseph. Elle suivait de près notre travail qui, malgré notre bonne volonté, avait du mal à apporter une assistance complète aux enfants vulnérables. Sœur Agnès décida, en juillet 1995, en guise de soutien pour le travail de son ancienne élève, de m'offrir un billet d'avion pour la Belgique afin que je rencontre son père, le Baron Raymond Charles, un fervent défenseur des droits des enfants et ancien Président de l'AMADE Belgique. J'étais aux anges. J'avais l'impression de rêver, j'étais agréablement surprise par cette belle action de Sœur Agnès. Sans tarder, je me rendis en Belgique. J'étais très

enthousiasmée. J'étais folle de joie, d'envie ardente de réaliser notre rêve.

Arrivée en Belgique, le Baron Raymond Charles m'accueillit chaleureusement dans un des chics restaurants de l'Aéroport de Bruxelles. C'était vers midi. C'était l'hiver. Il faisait très froid. On prit le déjeuner ensemble. C'était un homme chaleureux et attentionné. Il était de bon cœur et avait une forte envie de m'aider. Après que je lui eus exposé la situation désastreuse de beaucoup d'enfants burundais, orphelins et enfants vulnérables et leur besoin criant d'assistance, le Baron Raymond Charles compatit profondément. C'était un homme comblé d'humanité, d'« ubuntu », dirais-je. Il aimait profondément les enfants et les défendait à tout prix. Il était avec monsieur Jean-Marie Pirret alors Président en exercice de l'AMADE Belgique. Le mandat de Raymond avait expiré.

Sans tarder, il m'avoua que l'AMADE Belgique pouvait aider la FVS à condition que l'AMADE, la maison mère basée à Monaco, donne son accord. Mais je ne savais pas comment m'introduire auprès de cette prestigieuse institution. Je n'étais qu'une simple représentante légale d'une petite association locale. Heureusement, Jean-Marie Pirret s'engagea à m'y introduire. Quelques jours après, il me présenta à André Jacquemard, la secrétaire générale de l'AMADE. Après un échange de correspondance, juste un mois après, je fus invitée au siège de l'AMADE à Monaco.

En décembre 1995, je m'y rendis pour répondre à l'invitation de la Secrétaire Générale de l'AMADE afin

de conclure l'ouverture de l'antenne de l'AMADE au Burundi.

Une fois partagée l'idée de la secrétaire avec les membres de la FVS, sans hésiter, tout le monde fut d'accord et AMADE Burundi fut créée en 1996. Ce fut une joie immense pour Caritas et moi, mais aussi pour tous ceux qui nous prêtaient main-forte régulièrement de savoir qu'on allait désormais avoir un soutien de la part de l'AMADE.

Bibi et un nouveau foyer pour les enfants

Depuis la journée fatidique de 1995, les enfants étaient toujours hébergés dans la cantine humanitaire qui s'était, par la force des choses, provisoirement transformé en « orphelinat ». Mais il était pauvre, rudimentaire. Il manquait le minimum acceptable pour être réellement dénommé orphelinat. Les enfants logeaient dans des conditions inacceptables. Leur promiscuité nous inquiétait. Voilà pourquoi le premier projet pour lequel la FVS fit une demande de financement à l'AMADE fut l'achat d'un pavillon pour héberger les enfants dans des conditions acceptables. Elle l'obtint sans aucune difficulté et en 1997, elle put acheter un pavillon familial à Rohero I, tout près de la Librairie Saint Paul et de l'école Athénée Primaire. Ainsi les enfants reçurent un toit acceptable. Ce fut un grand soulagement pour nous. Egalement, notre ami le Père Ludwig Peschen mobilisa ses pairs afin que nous puissions acheter un bâtiment qui allait servir de siège

pour la FVS. Ce qui fut fait et ce qui nous enchantait également.

Dans le centre de transit, les repas étaient préparés par une certaine Illuminée, une dame que les enfants appelaient affectueusement Bîbi. C'est-à-dire une vieille dame aimable, très gentille. Elle avait perdu son mari pendant la guerre et avait vécu avec six enfants dans un camp de déplacés. Elle avait eu d'énormes difficultés pour les faire vivre. Ils survivaient plutôt. Heureusement, une parenté l'aida à venir s'installer à Bujumbura afin de pouvoir commencer une nouvelle vie. Elle vint chercher une assistance à la FVS pour ses enfants. Au lieu de lui donner une aide directe, nous décidâmes de lui proposer de travailler au centre.

Ce qui allait l'aider dignement plutôt que de tendre, tous les jours, les mains devant un bienfaiteur. Elle devint alors cuisinière. Les enfants l'aimaient beaucoup car elle les servait généreusement. Elle avait un cœur plein d'amour, plein d'affection pour les enfants. Bref, elle était tout simplement une vraie mère. Certains orphelins la considéraient comme leur propre mère. Quelques années plus tard, lors d'une évaluation du centre de transit un enfant bénéficiaire surprit les évaluateurs quand il déclara que son meilleur souvenir du centre était « une assiette pleine de riz servie avec amour par Bibi ».

Des bienfaiteurs emboîtent le pas à l'AMADE

Aux premières heures de notre action, nous semblions naviguer à vue, sans savoir où l'on allait car le nombre d'orphelins ne cessait de grandir. Mais quand l'idée d'agir en conjugaison avec la communauté, quand notre philosophie « Umwana si uw'umwe » fut mûrie, les horizons commencèrent à s'ouvrir. D'abord avec nos parentés, puis nos collègues et nos connaissances. Il s'ajouta Terres des Hommes et plus tard, AMADE. Avec cette dernière, nous pensions avoir atteint l'apogée. Mais d'autres bienfaiteurs l'emboîtèrent le pas, confirmant notre philosophie : l'enfant appartient à nous tous, à la communauté, au monde entier.

Ainsi, Monseigneur Bernard Bududira, un éminent évêque de l'Eglise Catholique du Burundi, avait bien accepté de se joindre à nous au moment de la création de FVS-AMADE Burundi. C'est lui qui nous a présentées au Père Ludwig Peschen, un père blanc allemand qui était également médecin et qui est devenu notre grand ami et compagnon de lutte pour la prise en charge des orphelins et l'assistance aux malades du SIDA. Il dirigeait le centre « Nouvelle Espérance », une œuvre du Diocèse Catholique de Bujumbura chargé de la lutte contre le sida et la prise en charge des personnes séropositives. Il forma la FVS-AMADE Burundi sur les méthodes de prévention du VIH/SIDA à travers le concept de « La flottille de l'espoir ». Ce procédé de pédagogie-sociale consistait à apprendre aux bénéficiaires de l'organisation le choix d'un bateau sur

lequel embarquer pour ne pas se noyer, parmi trois embarcations. Les trois bateaux avaient pour noms « Abstinence », « Fidélité » et « Préservatif », et la noyade qui équivalait à attraper le virus du Sida. Cette pédagogie était également utilisée pour sensibiliser des catégories socio-professionnelles à risque.

Le père Ludwig Peschen s'impliquait énormément pour aider les orphelins abandonnés. C'est ainsi qu'il aidait les enfants de la FVS-AMADE et les malades de la « Nouvelle Espérance » à fabriquer des cartes postales et il en faisait la vente quand il partait en Allemagne, comme moyen de mobilisation des ressources. Il récoltait les recettes de vente ainsi que d'autres fonds mobilisés dans leurs réseaux, puis il reversait l'argent à la FVS-AMADE Burundi. Et ce n'était pas tout.

Lorsque nous achetions le pavillon pour enfants grâce à l'appui de l'AMADE, nous pensions pouvoir dégager une pièce qui aurait servi de bureau. Mais à notre surprise, le pavillon fut vite rempli, tellement le nombre d'enfants à assister avait vertigineusement augmenté. Le père Ludwig Peschen fut inquiet. C'était un homme d'une bonté hors pair. C'est ainsi qu'il prit la situation en main. Il alla jusqu'à négocier auprès de sa congrégation un financement pour que la FVS-AMADE Burundi puisse acheter d'autres locaux dans la parcelle se trouvant dans le « Centre de transit pour enfants » de Bujumbura. Dès lors, les enfants purent avoir des chambres et des sanitaires confortables, un réfectoire et un petit espace de jeu.

Enfin, lorsqu'en 1998, s'approchant de la retraite, sœur Jeanne Channelle, une religieuse de la congrégation des Sœurs Missionnaires Notre Dame d'Afrique, se mit à chercher une organisation qui allait continuer son œuvre de gestion d'un centre de transit pour orphelins à Gitega, le père Peschen avait recommandé la FVS-AMADE Burundi comme une organisation de confiance qui pouvait correctement gérer ce centre. Malgré son manque de ressources, la FVS-AMADE Burundi accepta volontiers la mission. Le Centre de Transit de Gitega lui fut cédé en 1998.



*Mme Caritas Habonimana, co-fondatrice de FVS-AMADE
BURUNDI avec les enfants au Centre de Transit de Bujumbura*

Beaucoup s'interrogeaient pour savoir pourquoi ma sœur Caritas et moi refusions de parler d'orphelinat et l'appelions plutôt « centre de transit ». Pour nous, et malgré les urgences, les deux centres de transit de la FVS-AMADE Burundi (celui de Bujumbura et celui de

Gitega) ne pouvaient être que des structures temporelles. Tennis Arnold van Oel, alors Représentant Légal de Trocaire au Burundi, nous emboîta le pas dans notre manière de penser. Il aimait nous rappeler que faire de l'assistance humanitaire revenait à essayer de vider l'eau dans un bateau troué qui risque de couler. Et cela nous enchantait beaucoup car, depuis fort longtemps, notre objectif n'était pas du tout de garder éternellement les enfants, dans un orphelinat. Nous n'avions jamais pensé au modèle classique, mais plutôt à un modèle temporaire, le temps de trouver pour les enfants leurs familles respectives, mais aussi des familles qui accepteraient de les héberger ou plutôt de les insérer dans le groupe que formaient leurs progénitures.

Mais cela s'était révélé compliqué. Et pour cause : à part qu'il y avait des enfants pour lesquels on ne trouvait pas de familles, il y avait d'autres pour lesquels les familles qui avaient accepté de les héberger étaient très pauvres. L'idée était donc d'aider les parents encore en vie à générer des revenus afin qu'ils puissent s'occuper dignement de leurs enfants. Ce n'était pas facile. Mais nous avions un courage fou de le faire. Mais d'où tirions-nous cette force ?

L'énergie d'agir tous les jours malgré les difficultés multiples, nous la tirions de notre vie au quotidien. Nous étions fort impressionnées par le courage de survivre ou plutôt du vivre de beaucoup de nos patients alors que d'un moment à l'autre, la mort pouvait les emporter. Citons, entre autres cas, celui de Sylvane, notre tante. Sylvane faisait partie des patients qui venaient au centre.

Elle avait perdu son mari et élevait toute seule ses quatre enfants.

Elle était au bord du supplice quand, en 2001, l'OMS introduisit le traitement anti-rétroviral au Burundi. Jusque-là, les personnes séropositives n'avaient accès qu'à un traitement prophylactique par cotrimoxale pour prévenir les infections opportunistes. La FVS-AMADE Burundi, déjà partenaire du Ministère de la Santé Publique, fut identifiée parmi les premières associations qui pouvaient administrer le traitement aux patients des provinces du Sud du pays. Un centre médico-social fut ainsi érigé à Bururi avec le soutien financier de l'AMADE.

Nous ne manquâmes pas de pousser un ouf de soulagement. Nous étions très ravies de pouvoir enfin offrir à nos bénéficiaires un traitement qui pouvait les aider à survivre. C'est là où Sylvane venait se faire soigner. Mais comment avait-elle réagi à la nouvelle donne que venait d'apporter l'OMS ?

Sylvane nous étonna beaucoup. Quoique trop souffrante, et malgré la rudesse de la maladie, elle refusa de mourir. Elle décida de défier la mort. Elle prit la décision de s'accrocher à la vie pour voir ses quatre enfants grandir. Même si elle ne savait ni lire ni écrire, même si encore elle ne possédait pas de montre, elle décida de suivre le traitement ARV conformément aux indications médicales. Elle fit tout pour faire respecter les heures de prises de médicaments. Impressionnée par son courage, je lui offris une montre à aiguille et je lui appris

à la lire. Les heures qui furent plus simples à retenir étaient neuf heures, puis vingt et une heure.

Sylvane guettait la montre jusqu'à ce que les aiguilles aient atteint la position convenue « pour faire un angle droit ». Elle ne ratait jamais son rendez-vous de prise de médicaments antirétroviraux. Elle ne voulait pas du tout mourir avant que son ultime rêve ait pu se transformer en réalité. Elle ne voulait pas mourir avant de voir ses enfants atteindre l'âge de la maturité.

Pacifique, l'aîné de ses enfants avait huit ans et il était en deuxième année primaire. Dans ses prières, Sylvane implorait Dieu de la garder en vie jusqu'à ce qu'elle voie son enfant aîné terminer ses études secondaires. Quand ce dernier eut fini le collège, il s'orienta dans un lycée pédagogique.

Et pour cause : sa mère lui avait supplié d'embrasser une filière courte afin qu'il puisse, dans une période courte, l'aider à subvenir aux besoins de la famille. Ce que Pacifique exécuta à la lettre. C'était un garçon dynamique et intelligent. Il fit de brillantes études et termina les humanités pédagogiques conformément au vœu de sa mère. Il obtint alors son premier emploi comme enseignant tout près de la maison familiale. Comme pour tous les enseignants qui débutent leur carrière à l'époque, le salaire de la première année lui fut remis en un seul bloc après une année de travail. C'est ce qu'on appelait le « cumulé », pour dire le salaire cumulé. Avec cette somme, il put construire une maison en matériaux durables pour sa mère qui habitait toujours dans une maison couverte de paille. C'était une première

victoire pour notre tante Sylvane. Ce qui lui donnait du courage de résister contre la redoutable maladie.

La mère, voyant que son vœu venait d'être exaucé, elle me confia que si elle voyait Dominique, son troisième fils, terminer ses études secondaires, elle aurait tout vu de ce monde et que rien ne pourrait l'empêcher de partir, dans l'au-delà, l'âme en paix. Mais pourquoi parlait-elle de Dominique le troisième enfant et non du deuxième enfant ?

La raison était simple. Non seulement Dominique était un garçon sympathique et qui lui ressemblait beaucoup, mais aussi et surtout, il était particulièrement attaché à sa mère. Chaque fois qu'il avait un temps libre, minime soit-il, il venait voir sa mère, s'asseyait à côté d'elle, faisait tout pour s'enquérir de son état réel de santé, puis lui lançait de petites blagues pour réanimer son cœur. C'était un garçon hors pair. Il lui procurait de l'espoir, des raisons de ne pas mourir.

A son tour, Sylvane s'accrochait farouchement à la vie et continuait de respecter scrupuleusement les horaires de prise de médicaments et les rendez-vous médicaux. Plus d'une décennie durant, elle se pliait à une telle discipline. Une discipline de fer, une discipline papale, dirais-je. Ainsi, put-elle assister à la réception du diplôme de Dominique de niveau A2 dans un des Lycées Techniques de Bujumbura. Sylvane, sa mère, revigorée par cette nouvelle victoire, se mit ensuite à espérer voir son fils terminer ses études universitaires. Mais la maladie commençait à prendre le pas sur ses forces et elle s'affaiblissait de jour en jour.

Cependant, cet état ne découragea pas Dominique. Dominique était un garçon courageux. Bien que sa mère qu'il aimait tant fût agonisante, il continuait à lutter, à travailler sans relâche. C'est ainsi qu'il put faire des études supérieures et chaque fois que sa mère venait en consultation, il quittait le campus universitaire pour venir faire la queue à la place de sa mère. Il faisait tout son possible pour que la consultation se fasse avant l'heure de la prise des médicaments. En sortant du cabinet du médecin, Dominique allait lui offrir un petit déjeuner sur ses maigres ressources pour qu'elle ne soit pas obligée de prendre les médicaments le ventre creux. Non seulement put-il terminer ses études, mais aussi Sylvane assista aux Noces de Dominique. Mais en 2015, la redoutable maladie l'importa après 32 ans de dur combat.

C'est ce courage, cette détermination qui nous animait tout au long de notre engagement en nous insufflant la force de continuer notre travail malgré les difficultés, malgré le manque de ressources pour aider nos patients et leurs progénitures qui, sauf exception, étaient de futurs candidats orphelins. Nous étions fort surprises par cette envie ardente de continuer à lutter, mais plutôt à vivre, quand autour de soi, la mort rôdait. Quand elle guettait pour emporter dans l'au-delà un malade sans le consulter. Cette attitude hors norme nous inspirait du courage, de l'enthousiasme, de l'entêtement pour réussir. C'est ainsi que nous faisions tout pour la partager avec tout le monde. Nous aidions ainsi les malades à se fixer des objectifs d'abord à court terme, puis à moyen terme, et chaque fois que nos patients les atteignaient, ils disaient avoir « rechargé leur batterie ».

Ils étaient fort enthousiasmés par cette petite victoire. Elle leur procurait la force de lutter pour continuer à vivre malgré les ennuis de la redoutable maladie. Ils étaient prêts à partir avec de nouveaux objectifs.

Depuis le début de nos actions de bonne volonté, vers la fin des années 1980, à deux, puis avec nos parentés, puis encore avec nos collègues, et plus tard avec l'appui des ONGs internationales comme « Terre des Hommes », AMADE, etc., notre bâton de pèlerin était toujours la philosophie que véhiculaient les valeurs de nos ancêtres à travers l'adage: « Umwana si uw'umwe ». Mais nous l'appliquions au quotidien sans le savoir. Nous agissions naturellement. Nous étions juste guidées par l'amour, par l'altruisme, la solidarité qui sont des valeurs que nos parents avaient inculquées en nous tout au long de notre enfance. Nous avions essayé de sauver des milliers d'enfants qui n'étaient pas le fruit de nos entrailles. Enfin nous avons créé, puis revigoré la FVS-Amade Burundi dont l'audience et l'aura ont dépassé et dépassent encore les limites nationales pour faire entendre sa voix dans les contrées les plus lointaines du monde. Mais dans mon cœur, et également dans celui de ma sœur Caritas, une étincelle d'insatisfaction jaillit. Nous avions l'impression qu'il y avait dans nos actions quelque chose d'inachevé, quelque chose de mal affiné, un objectif non atteint. Mais c'était quoi ? La FVS AMADE Burundi avait deux centres de transit : celui de Bujumbura et celui de Gitega. Avec ces deux centres, elle ne pouvait pas prétendre satisfaire tous les besoins des enfants vulnérables. Elle ne voulait pas non plus se substituer éternellement à la

famille car, au fond d'elle-même, elle prônait et prône encore que l'enfant grandisse en fratrie familiale, source de grande affection. Faute de trouver des parents, l'association faisait appel à des familles volontaires pour l'accueil de certains orphelins en vue de désengorger les centres de transit. En contre partie, la famille tutrice pouvait bénéficier, d'un soutien alimentaire quand cela était nécessaire. Malheureusement au bout du compte, il s'avérait que ces familles d'hébergement avaient adopté un comportement mercantile et donc s'intéressaient peu à l'enfant. Elles s'intéressaient beaucoup plus à la manne provenant des mains de la FVS -AMADE Burundi qu'à l'enfant lui-même. C'était de notre part très gênant, très décevant, très écœurant même. Mais alors, que fallait-il faire pour sortir de cette impasse ?

L'association avait accueilli, en 1994, un certain Gordien Iradukunda pour un stage académique. C'était un jeune étudiant en psychologie clinique à l'Université du Burundi. Il était dynamique et curieux. Il s'intéressait beaucoup à l'enfant, mais aussi et surtout à l'aspect affectif de sa vie. A l'époque, l'approche de placement familial de l'enfant était en vogue à la FVS. Mais, à notre grande surprise, Gordien la remit en cause. En effet, nous avait-il fait remarquer, les familles qui cherchaient à prendre les enfants en charge le faisaient généralement beaucoup plus par intérêt, en visant les avantages y relatifs à travers le soutien matériel que la FVS apportait que par amour pour l'enfant. A la place, il proposa une approche basée sur l'identification de l'enfant, la recherche familiale et la réinsertion.

Avec cette approche, Gordien proposait de retourner au système traditionnel de récupération de l'enfant par sa famille proche. Mais, là aussi, le problème n'était pas définitivement résolu. Toutes les familles d'accueil étaient-elles financièrement capables d'héberger les enfants qui leur étaient confiés ? Certes, elles pouvaient avoir un cœur tendre pour les enfants, mais, le manque de ressources, ne pouvait-il pas être un obstacle majeur pour la satisfaction des besoins élémentaires des enfants tels que l'alimentation, les soins de santé et la scolarisation ?

En effet, la plupart des familles menaient une vie précaire. Elles avaient donc du mal à tenir face aux demandes criantes des enfants. C'est ainsi que la FVS réfléchit afin de trouver un modèle qui allait faire en sorte que les familles soient soutenues par la communauté pour faire revivre le célèbre adage Burundais « Umwana si uw'umwe », qui signifie que l'enfant n'appartient pas à une seule personne, mais à toute la communauté.

En effet, dans le Burundi ancien, le cercle familial jouait un rôle primordial dans la prise en charge des orphelins. A part que tout le monde avait l'obligation de veiller sur lui afin qu'il ne manque jamais de quoi mettre sous la dent, le cercle familial lui assurait l'épanouissement équilibré de sa personnalité et, par conséquent, déterminait ses relations sociales une fois devenu adulte. Depuis la première heure de notre action de bonne volonté, sans le savoir expressément, nous avons longtemps agi à l'image du principe « Umwana si uw'umwe ».

Nous avons mobilisé nos parentés, puis nos amis et nos collègues. Enfin, des ONGs aussi bien locales qu'internationales nous avaient, eux aussi, prêté main-forte. Avec la naissance de FVS-AMADE Burundi et les appuis qui avaient suivi, nous avions l'impression d'avoir atteint le summum de notre action. Nous pensions pouvoir tout maîtriser. Mais, voilà que Gordien venait de nous faire un clin d'œil. Il venait de nous faire remarquer qu'il restait quelque chose à faire, quelque chose à affiner afin que l'enfant soit effectivement intégré dans la famille, ou plutôt dans la communauté. Qu'avions nous alors fait ?

Sans tarder, la FVS-AMADE Burundi adopta l'approche de prise en charge communautaire des orphelins et autres enfants vulnérables. Les orphelins pouvaient ainsi grandir dans la famille élargie, avec une éducation individualisée, des références identitaires, près des biens laissés par leurs parents. Aussi, avec l'aide matérielle des voisins, ses enfants ne représentaient plus une lourde charge pour les familles d'accueil.

La communauté pouvait intervenir et ainsi prêter main-forte à la famille d'accueil, ou plutôt, à l'enfant. Les membres de la communauté s'apprêtaient volontiers à l'action et étaient fiers d'avoir fait revivre une aussi belle valeur de nos ancêtres. Ils étaient fort enthousiasmés à aider l'enfant. Dans un premier temps, ma sœur Caritas et moi semblions être rassurées. Nous avions l'impression d'avoir mené notre objectif jusqu'au bout, d'avoir atteint l'apogée. Cependant, quelques temps après, au sein même de la communauté où était intégré l'enfant, un problème majeur se posait. Lequel ?

CHAPITRE IV

UN REVE DEVENU UNE REALITE

Avec la crise de 1993, en plus des orphelins du SIDA, la FVS-AMADE Burundi était de plus en plus sollicitée pour assister des enfants séparés de leurs parents ou devenus orphelins suite à la guerre civile. Pour faire face à cette criante sollicitation, elle lança une vaste campagne de sensibilisation dans ses zones d'intervention pour redynamiser la solidarité communautaire en faveur des personnes vulnérables, en particulier les orphelins. Mais, il s'avérait que des fois les biens laissés par les parents des orphelins étaient spoliés, que leurs droits n'étaient pas du tout protégés. Que fallait-il faire alors ?

Pour faire face à ce nouvel obstacle à l'épanouissement de l'enfant, des bénévoles choisis par leurs pairs pour leur intégrité morale et leur esprit altruiste formèrent des Comités de Protection des Droits des Orphelins, les CPDO en sigle. Ce qui fut pour nous une nouvelle innovation, un ajout, une pierre de plus dans notre but d'affiner notre philosophie : « Umwana si uw'umwe ». Les CPDO furent donc le fruit de notre innovation. Avant nous, personne d'autre n'avait pensé agir ainsi. Comment alors avions- nous agi pour protéger les droits des enfants ?

Sur toutes les collines de Gitega, Bururi, Makamba et trois zones de Bujumbura Mairie, les membres des

CPDO identifiaient autour d'eux des enfants en difficultés, puis mobilisaient les membres de la communauté pour leur apporter le soutien nécessaire. Ils puisaient leur force dans les valeurs anciennes du Burundi. Ainsi avec la tradition de « Uguhinda Ikibiri » (activités champêtres communautaires exécutées au rythme d'un chant et visant à aider le voisin en difficultés) la communauté aidait ces enfants vulnérables à labourer leurs champs afin qu'ils ne soient pas en retard sur la saison culturale. Ils leur offraient au besoin, des semences et leur apprenaient comment les conserver pour les saisons suivantes. Les membres de CPDO étaient non seulement très dynamiques, mais aussi très efficaces pour les enfants vulnérables. Ils allaient jusqu'à aider les orphelins à construire leurs toits. La FVS-AMADE Burundi, à son tour, les appuyait en leur octroyant des tôles, des portes et des fenêtres. En un laps de temps, les enfants vulnérables qui, auparavant logeaient à la belle étoile, se retrouvaient possesseurs d'un logement plus ou moins descent. Ainsi, étaient-ils protégés et contre le froid et contre les bandits, sans oublier les fauves. Cela nous enchantait éperdument. Le jour de la remise officielle de ce genre d'aide, nous nous retrouvions dans un état d'allégresse sans pareil. Les enfants vulnérables, à leur tour, ne manquaient pas du tout de manifester leur grande joie. Ils chantaient, dansaient, s'exhibaient et avaient l'impression d'avoir retrouvé leurs parents.

L'action des CPDO nous avait tellement épatées que nous avons décidé de renforcer, par différentes formations, leurs connaissances et leurs savoir-faire en matière des droits de l'enfant. Pour populariser leur noble action, des textes de lois et les bonnes pratiques de protection des enfants furent largement diffusés.

Comme une traînée de poudre, la nouvelle en rapport avec leur efficacité se répandit dans tout le pays. Par la suite, elle s'imposa comme un cas d'école dans laquelle, toute acteur en matière de protection des droits des enfants vulnérables, devait et doit encore se ressourcer. Ce qui procura dans nos cœurs une grande fierté.

Ainsi, et assez vite qu'on ne pouvait l'imaginer, l'UNICEF qui avait effectué plusieurs visites et réunions avec la FVS-AMADE Burundi, plaida-t-elle auprès du Ministère de l'Action Sociale, des Droits de l'Homme et du Genre afin que ce modèle communautaire de protection soit intégré dans la politique nationale de protection des droits de l'enfance. C'est ainsi que le modèle CPDO initié par FVS-AMADE BURUNDI en 2002, rebaptisé CPE en 2007, a influencé la PNPE (Politique Nationale de Protection des droits de l'Enfance) adoptée en 2012.

Finalement les comités de protection des enfants, CPE en sigle, furent harmonisés et mis sous la supervision des Centres de Développement Familial et Communautaire, des entités décentralisées du ministère

en charge des droits de l'homme. Nous étions ravies de cette action. Nous étions fières d'avoir inspiré l'Etat et la société burundaise en général. Plus que tout, nous avions une joie folle d'avoir réussi à rendre sensibles les membres de la communauté sur la nécessité de protéger l'enfant orphelin. Que devinrent alors les membres des anciens CPDO ? Ils furent intégrés dans les CPE collinaires et quelques uns devinrent membres des CPE communaux.

Avec les CPE, la réinsertion familiale des orphelins et autres enfants non accompagnés fut accélérée et les enfants vulnérables retrouvèrent leur dignité. Il n'était plus question de voir des enfants errer comme des chiens sans patrons, sur des collines à ne rien faire. Mais alors, l'action bénévole des CPE, était-elle sans risque ? Pas du tout. Les CPE qui assistaient les enfants en justice subissaient parfois des menaces, et des fois, ils risquaient la mort. Ainsi, un certain Melchiade, le président d'un CPE à Ryansoro qui, depuis fort longtemps se battait bec et ongles afin que les biens des enfants ne soient pas spoliés, échappa-t-il de justesse à la mort. Il avait pu rétablir dans leurs droits neuf orphelins, mais son engagement lui avait coûté bien des inimitiés au sein de sa communauté. Cependant, le grincement des dents de ceux qui ne voulaient pas voir les enfants se rétablir dans leurs droits ne le découragea pas. Il luttait sans ménagement contre toute personne qui voulait usurper les droits des enfants. Mais voilà qu'un jour, dans une affaire qui opposait une petite fille lésée à ses demi-sœurs

dans le partage de l'héritage familial, il fut empoisonné avec de l'acide. Heureusement, il eut la vie sauve. Il échappa à la mort. Loin de battre en retraite, il reprit son combat avec détermination pour le respect des droits des orphelins et autres enfants vulnérables.

L'engagement extraordinaire pour les enfants au sein des CPE feront que des enfants non accompagnés furent accueillis dans les familles des membres de ces comités, perçus aux yeux de la communauté, comme de véritables modèles en termes d'humanité (ubuntu) et du vivre ensemble. Mais, pouvions-nous considérer les CPE comme une panacée à tous les maux dont souffraient les enfants vulnérables en général, et les orphelins en particulier ?

Loin de là. Certes, les CPE faisaient de leur mieux pour protéger les droits des orphelins. Mais, d'autres problèmes non moins importants sortaient leurs griffes et s'imposaient à nous pour qu'on les résolve, qu'il neigeât ou qu'il ventât. Il s'agissait des besoins vitaux des enfants. Malgré la bonne volonté des CPE, la pauvreté qui frôlait parfois la misère dans les familles, empêchait ces dernières d'assurer les besoins vitaux des orphelins qu'elles accueillaient pour les assister.

Au sein de la FVS-AMADE Burundi, cette situation n'avait eu de cesse de nous inquiéter, de nous tarauder le cœur. Des fois, elle nous empêchait de dormir. C'était un défi à défier. De quelle manière ?

Entre-temps les enfants vulnérables continuaient à souffrir. Les cris de leurs entrailles n'arrêtaient pas de nous interpeller. Les familles qui les hébergeaient avaient les yeux braqués sur nous, sur la FVS-Amade Burundi. Certes, elles savaient que d'un moment à l'autre, nous allions trouver des solutions. Elles plaçaient une totale confiance en nous. Elles nous considéraient par ailleurs comme « les deux sœurs aux solutions magiques ». Mais la solution à ces problèmes tardaient à jaillir de nos cerveaux.

Au bout du compte, quand nous pataugions ici et là à la recherche d'une solution, nous comprenions que notre philosophie « umwana si uw'umwe » s'imposait comme une solution magique. Il fallait donc conjuguer nos efforts avec ceux d'autres pour qu'enfin l'enfant vulnérable soit sauvé. Ainsi pour relever le défi, la FVS-AMADE Burundi conjugua-t-elle ses efforts avec d'autres organisations non gouvernementales. Elle démarra avec le soutien financier de Care Internationale et Catholic Relief Services « le programme Nzokira », un programme de prise en charge communautaire des orphelins et autres enfants vulnérables. CARE Internationale offrit généreusement à la FVS-AMADE Burundi une formation sur « Nawe n'uze », un système d'épargne et de crédit dans le cadre du renforcement économique des femmes. Chaque semaine, un groupe de femmes se réunissait, non pas pour s'évertuer à raconter des ragots, mais plutôt pour réfléchir sur comment sortir de leur misère. Désormais, elles devaient refuser d'être

pauvres comme Job de la Bible. Elles ne devaient plus considérer la pauvreté comme une fatalité, un destin, mais plutôt comme un état passager dont on peut sortir par un travail acharné.

« Nawe n'uze » leur apprit à épargner, à collecter les miettes qu'elles avaient, afin d'en faire de grosses sommes. Ainsi, elles purent constituer deux caisses : la caisse des « actions » et la caisse d'entraide mutuelle. La caisse des actions était la plus importante ; elle constituait le fond de prêt rotatif du groupe pour financer des activités génératrices des revenus. L'autre caisse était un fond d'entraide mutuelle entre les membres du groupement.

L'épargne hebdomadaire minimale était décidée en fonction des capacités financières de la personne la plus pauvre du groupe. Minimales soient-elles, une fois collectées, ces épargnes permettaient de constituer un fond. Ainsi, lors de chaque réunion, des prêts étaient accordés aux membres qui le souhaitaient en fonction de l'état de santé financière de la trésorerie.

Le principe qui les guidait était que l'argent circule le plus possible pour générer des intérêts qui, à leur tour, revigoraient la caisse.

A la fin du 12^{ème} mois d'activités, une grande fête était organisée par chaque groupe pour célébrer le remboursement de l'épargne ainsi que le partage des intérêts générés pendant l'année. Beaucoup d'entre elles

étaient agréablement surprises par l'immensité de la somme qu'elles recevaient. Elles avaient du mal à y croire. Ainsi, une fois à Kanyosha, une vieille dame, refusa d'empocher une somme de 400.000 Fbu, soit environ 200 dollars USA. Elle la trouva si faramineuse qu'elle pensait qu'on avait commis une erreur de la lui attribuer. Elle argua mordicus que, toute sa vie durant, elle n'avait jamais volé et qu'elle n'allait pas du tout commencer à le faire au crépuscule de sa vie. En réalité, ses doigts n'avaient jamais palpé une aussi importante somme. C'était donc, pour elle, un fait hallucinant, éblouissant. N'eût-été son petit-fils qui, stylo à la main, lui expliqua, avec le carnet des cotisations, que la somme de 400.000 Fbu lui revenait de droit car elle l'avait épargnée petit à petit, elle aurait déjoué tous les conseils qu'on était en train de lui prodiguer. Elle aurait sans nul doute refusé de prendre la totalité et rentrer avec une somme minime. La danse de joie qu'elle fit ce jour là reste inoubliable pour ses voisins.

Ce qui, à notre tour, nous procurait un sentiment de satisfaction sans pareil. C'était pour nous un grand pas vers la victoire contre la misère qui minait ces femmes dont la plupart étaient des veuves. « Nawe n'uze » s'imposa donc comme une réponse à la pauvreté des familles tutrices d'orphelins. Il leur donna de l'espoir, une ouverture vers de nouveaux horizons. Mais alors, parvint-il à résoudre effectivement les problèmes des orphelins et autres enfants vulnérables ?

Pas du tout. Après analyse, il s'avéra que l'approche apprise auprès de CARE n'apportait pas de solution directe pour les enfants. Elle nécessitait qu'on l'affine ou qu'on innove purement et simplement. Le travail des méninges recommençait encore. Alors qu'on croyait atteindre le bout du tunnel, voilà qu'il nous était donné de recommencer la recherche. Mais cela ne nous découragea pas du tout. Nous étions animées d'une grande détermination, celle de Mandela quand il luttait pour la libération de son peuple, dirais-je. Chaque fois qu'un besoin vital d'un orphelin ou d'un enfant vulnérable n'était pas satisfait, nous sentions de l'amertume dans nos cœurs. Nous passions des nuits entières à chercher, à creuser au fin fond de nous-mêmes une solution magique. Au bout du compte, qu'elle fut la solution à ce problème qui s'imposait ?

Après mille et une réflexions, je trouvai qu'il fallait innover le concept de CARE en incluant une troisième caisse : « la caisse des orphelins et autres enfants vulnérables ». Ce que je proposai à mes collègues qui, sans hésiter, la trouvèrent originale. Sans tarder, la caisse fut créée. Ainsi, venaient de naître les groupes de solidarité réunis dans le réseau «Umwana si Uw'umwe» créé depuis fort longtemps par FVS-AMADE Burundi. Ce qui confirma encore une fois la pertinence de notre philosophie.

Ces groupes de solidarité se choisissaient des appellations qui traduisaient le mieux possible leur noble mission de soutien aux enfants vulnérables.

Ainsi des noms comme « Dufashe impfuyi » (Aidons les orphelins), « Sangwe Kibondo » (Bienvenu cher enfant), « Turerere Uburundi » (Eduquons les enfants du Burundi), « Umwana si uw'umwe » (un enfant n'appartient pas à ses seuls parents), « Ni abacu » (ce sont les nôtres), « Ndi mu bandi » (Je suis parmi les autres), fleurirent comme des champignons les uns après les autres. Mais, quels changements apportèrent-ils ? Parvinrent-ils à alléger la charge que supportait la FVS-



Supervision de la distribution du matériel scolaire à Bujumbura, Ecole Stella Matutina, juillet 2018

AMADE Burundi?

Jusqu'en 2010, la FVS-AMADE Burundi avait l'obligation de mobiliser des fonds étrangers pour

financer intégralement l'achat de kits scolaires pour les orphelins et autres enfants vulnérables. Comme beaucoup auraient tendance à le croire, ce n'était pas une affaire d'enfants. Mais grâce à notre abnégation à aider les orphelins, nous y parvenions. Cependant, quand la crise économique mondiale sonna le glas, la manne étrangère se raréfia sensiblement. Aussi, ceux qui, parmi les bailleurs, parvenaient à mettre la main à la poche, commencèrent à nous imposer des restrictions. Ils souhaitaient que leurs fonds permettent d'obtenir l'impact escompté sur une période de trois ans maximum. Cependant, ceci s'accommodait mal avec certains services jugés essentiels tels que la scolarisation des enfants. Que fallait-il faire alors ?

Au fur et à mesure que le nombre de groupes de solidarité réalisant le système d'épargne et de crédit « Nawe n'uze » prenait de l'ampleur et que ces derniers se structuraient et s'enracinaient dans la communauté, la FVS-AMADE Burundi constata qu'ils pouvaient l'aider à alléger le poids de la charge qu'elle supportait. Elle décida de leur céder progressivement la responsabilité d'achats de kits scolaires aux orphelins et autres enfants vulnérables de leurs localités. Auparavant, nous pensions qu'ils n'allaient pas y parvenir. Qu'ils nous surprisent agréablement ! Dans un premier temps, ces groupements contribuèrent à hauteur de 25% en 2011, pour entièrement prendre en main l'achat de kits scolaires des orphelins et autres enfants vulnérables à partir de 2014. Nous étions fortement ravies. D'un jour à l'autre, nous

assistions à une scène de transformation de notre rêve en réalité.

Notre thèse, « Umwana si uw'umwe » se confirmait de plus en plus. Parmi les familles que la FVS-AMADE Burundi encadrait, celles qui disposaient de quelques revenus prenaient en charge des parentés et amis moins nantis. Mais pour nous, ce qui était important n'était pas seulement d'avoir des billets de banque ou des dons à distribuer, c'était beaucoup plus l'esprit d'aider, de solidarité.

Il n'était pas rare de voir un petit revenu alimenter une chaîne de plusieurs personnes. La paysanne qui, jadis, ne



Distribution du matériel scolaire aux enfants vulnérables, une des activités des groupes de solidarités (Vyuya, Muqamba, août 2018).

savait à quel saint se vouer quand la récolte tardait à donner ses fruits, avait cette fois-ci quelqu'un à qui se confier. Elle se faisait aider par une parenté commerçante

ou demandait un crédit à la petite boutique du coin qui, cette fois-ci, la classait parmi les clients crédibles. Mais alors, pouvions-nous considérer que nous avions atteint l'ultime objectif de notre philosophie ?

Pas du tout. Après avoir pallié les problèmes de ration alimentaire et des frais scolaires, nous pensions avoir atteint l'apogée de notre projet. Mais, nous ne savions qu'un autre mal nous guettait : l'extrême pauvreté. Trop souvent, la maladie ou l'envoi d'un enfant à l'école bouleversait ce qui était déjà un exercice d'équilibre économique précaire.

Lorsqu'une urgence survenait dans ces familles, nombreux se laissaient séduire par les prêts informels. Véritables requins, ces usuriers chargeaient des taux d'intérêts colossaux. A la fin, le montant à rembourser dépassait de très loin le montant initial et plongeait la famille emprunteuse dans un cercle vicieux de dettes. Mais que fallait-il faire pour pouvoir les tirer de cet engrenage sans nom ? Que fallait-il encore faire pour assurer en permanence la santé des orphelins et d'autres enfants vulnérables ? Ce n'était pas du tout facile. Tout d'abord, chaque fois que nous semblions atteindre notre but, un autre obstacle surgissait tout neuf et de nulle part. On avait l'impression de vivre, dans le monde réel, le mythe de Sisyphe. N'eut été l'amour irrésistible qu'on avait pour les enfants qui nous animait, il était facile d'abandonner la lutte. Il était facile de battre en retraite

pour aller s'essayer ailleurs, dans le monde des affaires peut-être, là où les résultats sont facilement visibles.

Mais nous avions tenu bon, nous nous sommes accrochées à notre objectif. Au lieu de lâcher-prise, nous avons toujours puisé en nous-mêmes des idées magiques pour affiner notre philosophie : « Umwana si uw'umwe ». Qu'avions-nous imaginé alors pour remettre sur les rails ces familles, ou plutôt ces petites économies, menacées par ces usuriers téméraires ?

Tout d'abord, en 2009, nous avons constaté qu'au fur et à mesure que le nombre de groupes de solidarité augmentait rapidement, l'épargne n'arrivait plus à satisfaire la croissance des activités génératrices des revenus initiées par les membres des groupes. De plus, nous savions pertinemment, que la quasi-totalité des bénéficiaires de la FVS et les membres de son réseau de bénévoles n'avaient pas le droit de poser leurs pieds aux banques qui ne prêtent pas aux « pauvres » sans garantie. Voilà un autre défi qu'il fallait relever. De quelle manière ?

Pendant que nous creusions dans nos méninges une solution, Jérôme Froissant, alors Directeur de la Coopération Internationale de Monaco, nous fit remarquer une chose : les activités de « Nawe n'uze » devraient aboutir à la création d'une institution de micro-finance pour mieux soutenir la croissance économique des membres.

Au cas contraire, elles allaient s'arrêter quelque part. En fait, il avait scrupuleusement suivi l'évolution du système de prise en charge communautaire des orphelins et autres enfants vulnérables qu'on avait mis en place et était écœuré par son arrêt qui se pointait à l'horizon. C'était un homme doué d'un pragmatisme hors pair et aimait trouver des solutions aux problèmes avant qu'ils ne s'empirent.

Au sein de la FVS- AMADE Burundi, notre staff ne tarda pas à mettre la machine en marche en menant une enquête interne pour confirmer la pertinence de l'idée.

Ce qui fut fait : très vite, la direction de la Coopération Internationale de Monaco soutint la création d'une institution de Microfinance que j'ai baptisée « DUKUZE IBIBONDO » Micro-finance qui veut dire : Faisons grandir nos enfants. Ce fut un jour joyeux pour nous. C'était un petit pas pour la FVS-AMADE Burundi, mais un grand pas pour tous ceux qu'elle prenait en charge, s'il faut emprunter l'expression de Neil Armstrong, le jour où il posa son premier pied sur la lune. Son siège fut installé à Bujumbura et deux agences furent construites à Matana et à Mabanda. L'idée ne manqua pas de séduire d'autres organisations de renommée mondiale.

Ainsi la fondation ARCANUM, une fondation suisse ; ONU FEMME et ICCO TERRAFINA, une ONG Néerlandaise vinrent-elles soutenir généreusement les efforts de DUKUZE-Microfinance. Ce qui nous plongea

dans une immense allégresse car, notre thèse venait encore une fois de s'affirmer, l'enfant appartient à nous tous. Pour dire que, si moi, toi, nous et les autres conjugions nos efforts pour aider l'enfant en difficultés, sans nul doute qu'il échapperait à la noyade. Mais alors, peut-on considérer que la création d'une micro-finance était une fin en soi ? Non. En effet, malgré le dynamisme des membres des groupes de solidarité réalisant le système « Nawe n'uze », il arrivait que leurs activités génératrices de revenus stagnaient, faute d'être innovatrices ou compétitives. Certains membres n'avaient pas de notions approximatives de calcul, et étaient donc profanes en la matière.



Agence de Dukuze Ibibondo micro-finance ouverte par la FVS-AMADE BURUNDI à Matana

Au bout du compte, ils géraient à l'aveuglette leur capital de commerce. Il fallait donc leur procurer un savoir-faire en la matière.

Pour faire face à cet inconvénient, la FVS-AMADE Burundi créa, en 2012, le centre de promotion de l'entrepreneuriat solidaire, CPES en sigle.

Désormais, les membres de DUKUZE Micro-finance n'étaient plus des laisser pour compte. Ils étaient accompagnés par CPES, un guide non moins important. Sur un modèle d'entreprise sociale, le CPES fut chargé d'accompagner les membres des groupes de solidarité dans leur épanouissement. Il ne s'agissait pas de leur offrir des baguettes magiques, des sortes de passeports dirait-on, pour devenir nantis d'un seul coup. Il s'agissait plutôt de leur proposer des projets innovants qui permettraient, au bout du compte, de prendre en charge les enfants vulnérables.

En guise d'exemple, en 2013, le CPES démarra avec l'appui de l'UNICEF, et plus tard, avec l'appui de la Fondation « ARCANUM », le projet « Lumière ». Ce dernier avait pour finalité d'éviter les sources d'éclairage nocives pour la santé et l'environnement. En facilitant l'acquisition des lampes rechargeables par l'énergie d'un power cycle et plus tard, avec l'énergie solaire, ce projet permit aux enfants vulnérables de se procurer de la lumière pour les moments d'études. Il mit à la disposition des enfants la lampe « Murikira Nige », ce qui veut dire « éclaire-moi afin que je puisse étudier ».

Ce qui soulagea l'enfant qui devait étudier sous l'éclairage du foyer traditionnel « Iziko », où il devrait souffler puis provoquer une flamme, etc.

Avec le CPES, nous pensions les avoir entraînés à faire face aux problèmes économiques quotidiens qui se posaient aux enfants vulnérables. Mais, nous ne pensions pas que d'autres défis nous guettaient quelque part. Nous ne savions pas que les familles avec lesquelles la FVS-AMADE travaillait étaient souvent mises en mal quand survenait la maladie. La santé, voilà un autre défi à relever. Mais, de quelle manière avions-nous constaté que sans y faire face, notre travail semblait être inachevé ?

Entre autres cas, trois nous ont beaucoup bouleversées et nous ont poussées à affronter le problème avec notre dernière énergie. Le premier cas fut celui de Célés, un jeune garçon né d'un viol. Sa mère avait été prise de force par un forcené pendant la guerre civile et elle était tombée enceinte. Quand elle trouva un homme prêt à l'épouser, elle se débarrassa de lui. Elle laissa Célés chez sa grand-mère.

La vieille mère était pourtant pauvre comme Job. Elle n'avait rien pour vivre, plutôt pour survivre et pour pourvoir aux besoins de Célés. Les membres d'un CPE eurent vent de ce cas. Ils ne tardèrent pas à nous alerter. Nous décidâmes alors de conduire une équipe de la FVS-AMADE Burundi chez la vieille dame à Mungwa, dans la province de Gitega.

Nous avons trouvé le petit Célés couché devant la hutte de sa grand-mère. Il s'était abandonné à lui-même. Il n'avait aucun espoir.

L'air perdu, il s'était recroquevillé sur lui-même et s'était abandonné à son triste sort. Et ce n'était pas tout. Tout son corps était infecté et était couvert de boutons. Sur un côté, ils étaient purulents et sur un autre, ils commençaient à sécher. Il était très faible et une odeur très forte se dégageait de son corps. Il était si malheureux, si souffrant qu'il nous fut impossible de retenir nos larmes. C'était horrible à observer. C'était inimaginable qu'un enfant pouvait se retrouver dans un tel état comme si aucun adulte n'existait plus pour le secourir.

Pendant que l'équipe et moi étions encore sous le choc, sa grand-mère nous révéla qu'au mois de décembre, elle avait vendu une partie de sa récolte de haricots et avait pu emmener Célés à l'hôpital de Gitega. Grâce à des médicaments qu'on lui avait prescrits, ajouta-t-elle, les boutons de Céleus avaient commencé à sécher. Malheureusement, nous révéla-t-elle encore, cet argent fit le temps de la rosée. Et faute de moyens, elle nous précisa qu'elle n'avait pas pu acheter toute la dose prescrite et s'était résolue à attendre la récolte suivante, au mois de juin pour acheter le reste des médicaments. Nous étions au mois de mars et il fallait attendre encore trois longs mois pour faire soigner Célés.

C'était dur pour nous, c'était inconcevable. A voir comment le petit Célés se grattait tout le temps, comment une partie de son corps était purulente, voir

puante, il était impossible de rester sereins dans nos cœurs. Passer encore trois mois de souffrance à cause de la pauvreté, était vraiment trop pour le petit Céléus. Jamais auparavant nous n'avions assisté à une telle précarité, à une telle misère.

Mon cœur me dit que le petit garçon ne devrait pas encore continuer à souffrir durant de longs mois. J'étais trop anxieuse, trop angoissée. Mon cœur m'ordonna de tirer de ma poche une petite somme d'argent pour la donner à la grand-mère afin qu'elle puisse retourner, dès le lendemain, au centre de santé. Cette fois-ci, des examens médicaux révélèrent que Céléus avait le virus du SIDA. Sans tarder, il fut référé à la SWAA-Burundi (Society for Women Against AIDS) à Gitega pour une prise en charge médicale de longue durée. Le cas de Céléus, était-il le seul ?

Non. A Rutovu, au sud du pays, un jeune père de famille avait fait un long séjour à l'hôpital pour finir par rendre son âme. Sa femme, n'avait pas pu payer la facture de l'hospitalisation. L'hôpital avait alors retenu le corps du défunt pour exiger le paiement de la facture. Pour se tirer d'affaire, sa femme avait été obligée de vendre son lopin de terre pour pouvoir se défaire du fardeau de la facture et pour pouvoir ensevelir son mari dans la dignité. Ainsi, suite à la maladie, elle perdit son mari et son lopin de terre qui l'aidait à survivre.

Le troisième cas fut celui de Frédiane, une jeune orpheline qui avait été formée par la FVS-AMADE

Burundi en coupe et couture pendant six mois. C'était une fille très appliquée, mais aussi très ambitieuse.

Une fois son certificat de formation en poche, elle eut, sans longtemps attendre, la chance de trouver une place devant les magasins de tissus de la Rue de la Mission, lieu stratégique pour les tailleurs.

Dès ses débuts de couturière, Frédiane pris la résolution de réunir ses frères et sœurs dispersés ici et là dans différentes familles d'accueil. Pour cela, elle eut l'idée d'acheter une parcelle et d'y ériger une maison où seraient abrités ses frères et sœurs. Elle put alors, après un travail fastidieux, mais aussi fructueux, économiser 1.500.000 Fbu, soit environ 800 dollars USA. Elle désirait acheter une parcelle de trois ares dans un quartier périphérique de la capitale. Une fois qu'elle eut fini de négocier l'achat de la parcelle et qu'elle s'apprêtait à payer la somme exigée, son plus jeune frère tomba subitement malade et fut admis à l'Hôpital Prince Régent Charles. N'ayant aucune autre ressource, Frédiane dut, malgré elle, renoncer à son ultime projet. Elle dut utiliser toutes ses économies, réalisées après tant de peines, à faire soigner son frère.

Cette situation ne nous laissa pas tranquille. Elle nous ouvrit les yeux. Elle nous réveilla. Nous constatons que des enfants pouvaient tomber malades et que leurs parents, faute de moyens, pouvaient s'en remettre à la providence. Pour nous, c'était inadmissible. C'était révoltant quand surtout, des familles perdaient leurs biens

immobiliers - pourtant vitaux pour elles - pour avoir été vendus aux enchères en vue de payer les soins de santé. Pour faire face à cette impasse dans laquelle étaient plongées les familles qui hébergeaient les enfants orphelins, j'ai eu l'idée de créer une mutuelle communautaire de santé où les gens cotiseraient pendant la récolte afin de se faire soigner toute l'année, y compris les périodes de disette. C'était pour moi, plus apaisant, plus rassurant que de les abandonner à leur triste sort. Certes, il fallait beaucoup d'efforts, du courage, de l'abnégation, de l'enthousiasme. Fort heureusement pour nous, ces qualités s'étaient longtemps ancrées en nous. Nous avions longtemps surmonté bien d'obstacles érigés devant nous. Et cela nous avait chaque fois procuré une fierté sans pareil. Nous étions donc prêts à affronter le nouveau défi.

Une mutuelle de santé pour les groupes de solidarité

Le nouveau programme allait donc être adressé aux membres des groupes de solidarité prenant en charge les orphelins et autres enfants vulnérables. Quand l'équipe de la FVS-AMADE Burundi commença à diffuser l'idée de création des mutuelles communautaires de santé au sein des membres de groupes de solidarité, ces derniers l'accueillirent avec enthousiasme. Ils considérèrent que la création de telles mutuelles était non seulement un impératif, mais aussi une bouffée d'oxygène pour eux.

De commun accord avec les groupes de solidarité, je baptisai la mutuelle en création : « Mutuelle Tuzokira Twese », c'est-à-dire « Nous guérirons tous ». Ce nom n'était pas neutre. Il était riche de sens. Il donnait de l'espoir face à l'état désastreux dans lequel étaient plongés les membres de groupes de solidarité quand il fallait se faire soigner. D'autre part, ce nom rappelait la salutation de membres des groupes de solidarité : « Tugire Nawe n'uze » ! Tuzokira twese !

Il devint par ailleurs la salutation du personnel et des membres de FVS-AMADE Burundi.

Aussitôt pensée, aussitôt réalisée. La FVS AMADE-Burundi créa vite la mutuelle de santé « TUZOKIRA TWESE » à Bujumbura, et des mutuelles de santé provinciales furent créées à Makamba, Bururi, et Gitega avec la perspective de créer une fédération de mutuelles.



Un membre de la Mutuelle Communautaire faisant soigner son enfant

La collaboration entre elles n'était seulement pas nécessaire, mais elle s'imposait pour qu'un membre qui tombait malade en dehors de sa province de résidence puisse être pris en charge par la mutuelle sœur d'une autre province. Mais alors, les mutuelles se suffisaient-elles seules ?

Une fois les quatre mutuelles communautaires de santé créées, l'équipe de la FVS-AMADE Burundi se rendit vite compte que les membres des groupes de solidarité ne pouvaient pas marcher sans tituber, qu'ils avaient besoin d'une canne pour ne pas vaciller, voire tomber. Elle constata donc qu'ils avaient besoin d'être appuyés, surtout en matière de gestion. Mais, la gestion de ces mutuelles n'était pas simple. Elle se révéla plutôt complexe. Surtout au niveau technique.

Cette complexité de la gestion technique obligea notre organisation à créer « Santé Assurée », une entreprise sociale qui assurerait la gestion et l'accompagnement technique des mutuelles. Pour garantir sa pérennité financière, « Santé Assurée » fut inventive. Elle mit en place une autre carte d'assurance maladie destinée aux employés des organisations et entreprises privées. Ce qui nous procura encore une fois une joie immense. Ce qui nous plongea dans un état d'allégresse. C'était éblouissant.

Pour la première fois, nous avions la garantie que nos orphelins et autres enfants vulnérables pouvaient manger, pouvaient aller à l'école et enfin, pouvaient se faire soigner en cas de maladie. Quoi de plus normal que de nous en réjouir. Mais ce n'était qu'un moment car, pendant qu'on pensait avoir tout fait pour l'enfant vulnérable, un autre défi surgit de nulle part avec des griffes non moins importantes.

Une école d'excellence pour orphelins et autres enfants vulnérables

En effet, dès la première heure de notre action de bonne volonté, du moment de l'ouverture du restaurant-cantine « Chez les Amis des Enfants », Caritas et moi avions la pleine conviction que le plus beau cadeau que l'on pouvait offrir à l'enfant était une formation de qualité. Une éducation qui procurerait à l'enfant un savoir, un savoir-faire et un savoir-être en vue de le préparer à devenir un adulte autonome et responsable.

Après avoir longtemps lutté bec et ongles pour que l'enfant orphelin et l'enfant vulnérable aient un toit familial, aient de quoi mettre sous la dent, aient un kit scolaire et enfin, pour qu'ils puissent accéder aux soins de santé en cas de maladie, nous pensions avoir atteint l'apogée de notre projet. Nous pensions que rien ne manquait à nos ouailles. Nous nous disions que nous n'avions plus à creuser dans nos méninges pour inventer de nouvelles recettes pour leurs problèmes. Nous pensions que, cette fois-ci, nous avions le droit de nous reposer et d'assurer juste la pérennité du projet. Mais nous n'avions pas pu constater que quelque chose de très important manquait pour nos enfants : une formation de qualité.

Mais, comment l'avions-nous constaté? Qu'avions-nous fait pour faire face à ce majeur défi ? Longtemps auparavant, plusieurs centaines de milliers d'enfants avaient été scolarisés et avaient reçu des kits scolaires des

maines de la FVS-AMADE Burundi. Pour un observateur non avisé, cela suffisait pour leur assurer un avenir meilleur. Loin de là. En effet, malgré leurs capacités de continuer leur scolarité, nous avons constaté à notre dépend que, bon nombre d'entre eux étaient bloqués en 6^{ème} année primaire pour n'avoir pas réussi au concours national qui était organisé à l'époque. Mais à quoi servait ce concours ? Pourquoi bloquait-il les enfants ?

Depuis plusieurs décennies, le Ministère de l'Education Nationale était en mal de trouver des places suffisantes pour les élèves voulant entrer au secondaire. Il avait imaginé, puis mis en place un concours national. Véritable filet aux mailles très fines, ce concours ne laissait qu'un tiers des élèves accéder au secondaire.

Les deux tiers restants n'avaient que deux choix : s'inscrire dans une école privée ou abandonner l'école et retourner à la maison pour mener une vie de misère.

Mais l'école privée, souvent très chère, était inaccessible aux nombreux orphelins et enfants vulnérables dont la FVS-AMADE Burundi s'occupait, ce qui nous agaçait, ce qui nous rendait mal au cœur. Pour Caritas et moi, c'était inacceptable qu'à la fin du primaire, à la fleur de l'âge, un enfant sans maturité ni physique, ni intellectuelle, pour pouvoir se prendre en charge, soit abandonné à son triste sort.

Pourtant, dans les familles nanties, des enfants ayant le même rendement scolaire, et parfois même plus

faibles que les nôtres, avaient la bénédiction de continuer leurs études dans les écoles secondaires privées qu'ils réussissaient brillamment. Et à la fin des humanités, rien ne les empêchait de passer l'Examen d'Etat et d'obtenir le Diplôme d'Etat au même titre que les lauréats des écoles publiques. Mais, que fallait-il faire pour sortir de cette impasse ? Quelle recette magique fallait-il inventer pour avoir un enfant bien logé, bien nourri, bien soigné et enfin, bien éduqué ? Voilà ce qui taraudait nos cœurs. Voilà ce qui nous empêchait de trouver sommeil. Voilà le dernier défi à relever afin d'avoir un enfant au complet, dirais-je.

Après avoir longtemps creusé au fin fond de mon cerveau, exercice devenu une habitude par la force des choses, j'eus l'idée de créer une école secondaire d'excellence à régime d'internat. L'école prendrait en charge la scolarité des orphelins et autres enfants vulnérables doués. Le cas d'Eric devenu un Mozart assassiné de notre FVS-AMADE alors qu'il brillait en 6^{ème} ne devrait plus se répéter.

Pour couvrir les frais de fonctionnement, l'école n'allait pas se recroqueviller sur elle-même. Elle devrait plutôt ouvrir les portes aux autres élèves dont les parents pourraient payer les frais scolaires. Quand je partageai mon idée avec Caritas, elle la trouva géniale, plutôt originale. Elle fut séduite par le projet. L'enthousiasme pour le réaliser envahit son corps. Nous deux, imaginions déjà, avant d'avoir construit l'école, comment

elle serait dirigée, qui assurerait la gestion de l'internat afin que les enfants soient non seulement bien enseignés et bien nourris, mais aussi et surtout bien éduqués.

Pour avoir gardé de bons souvenirs de nos dernières années dans les écoles de bonnes sœurs, Caritas proposa de confier la gestion de l'internat à une congrégation religieuse tandis que la direction de l'école devrait être prise par un professionnel dans l'éducation et qui partagerait la vision et les valeurs de FVS-AMADE Burundi. Notre rêve était idéal. Mais, comment fallait-il faire pour le transformer en réalité ?

Alors que nous commençons à nous dire que nous avons été utopiques, que nous n'avons été que de bonnes rêveuses, un espoir se pointa à l'horizon.

En décembre 2011, l'AMADE m'invita à faire partie de la délégation qui allait accompagner en Allemagne la Princesse Caroline de Hanovre, Présidente de l'AMADE afin qu'elle reçût le Prix Menchen in Europe. La cérémonie était organisée par Verlagsgruppe Passau, un groupe de presse allemand et une grande mobilisation de fonds était en cours autour de l'événement. Avant la remise du prix, un groupe de journalistes du quotidien New Passau avait été dépêché pour visiter les œuvres déjà réalisées par FVS-AMADE Burundi. Nous lui avons alors montré les grandes réalisations de FVS-AMADE Burundi, mais aussi les grands défis à surmonter, entre autres le cas de Tonny qui avait une bosse sur sa tête et qui n'arrêtait pas de croître.

Ils publièrent le cas dans leur journal et des fonds furent collectés en Allemagne par des personnes compatissantes. Les fonds ainsi collectés furent confiés à l'AMADE. En quelques jours, le petit Tonny fut dépêché à Marseille et fut accueilli par la Famille Michèle. Michèle était membre de l'organisation la « Chaîne de l'Espoir ». Elle prit soin de lui jusqu'à ce qu'il soit guéri.

La famille de Tonny et celle de Michèle gardent jusqu'aujourd'hui d'étroites relations. Celle de Michèle lui offrit un don d'une vache et un peu d'argent pour réhabiliter le toit familial. Le cas de Tonny nous donna l'occasion d'entrer dans le circuit familial de « La Chaîne de l'Espoir » dont l'objectif était de faire soigner à l'étranger des enfants atteints de maladies graves telles que les malformations cardiaques, les bosses et autres dont le traitement était impossible chez nous.

Le journal New Passau avait alors produit soigneusement une série d'articles positifs sur l'action et le courage dont avait fait preuve la FVS-AMADE Burundi. Durant la cérémonie, après que la Princesse Caroline de Hanovre eut gracieusement pris la parole et prononcé un discours exquis, je fus, également invitée à prendre la parole. C'était pour moi un honneur sans pareil. « Mon Dieu, me disais-je intérieurement, qu'est-ce que je vais raconter devant ces illustres personnalités » ? Je me résolus d'être moi-même, de parler le plus naturellement et le plus simplement

possible des œuvres que la FVS-AMADE Burundi avait déjà réalisées.

L'air serein, je montai au podium, je pris le micro et je témoignai des actions de l'AMADE en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables par le biais de FVS-AMADE Burundi. Calmement, je parlai succinctement des grandes réalisations de la FVS-AMADE Burundi et j'exprimai ensuite toute ma grande gratitude envers l'AMADE qui nous avait fortement soutenues. Mon discours, modeste fût-il, fut sanctionné par une pluie d'acclamations. Je déposai le micro doucement, l'air souriante, je quittai le podium et je retournai m'asseoir à ma place.

Quelques jours après, je fus surprise par une correspondance venue de l'AMADE avec un mot de remerciement écrit par Son Altesse la Princesse Caroline de Hanovre, alors présidente de l'AMADE, pour m'annoncer que Verdagsgruppe Passau avait collecté, lors de la cérémonie qui lui était dédiée, une somme de plus ou moins 450.000 Euros. Elle ajouta que l'AMADE avait bel et bien décidé que cette somme serait entièrement versée sur le compte de l'AMADE Burundi afin de réaliser un projet qui lui tenait à cœur. « Qu'elle est magnanime » ! déclarai-je seule dans mon bureau, folle de joie, d'allégresse. Quand j'annonçai la bonne nouvelle à ma sœur Caritas, elle en fut éperdument contente. La nouvelle était trop belle pour être vraie. Tant elle faisait rêver.

La correspondance termina par nous demander de soumettre un projet pour lequel seraient utilisés ces fonds. Sans une once d'hésitation, je décidai que c'était bel et bien le projet de construction d'une école d'excellence. Dans notre vision, cette école devrait accueillir les orphelins et autres enfants vulnérables identifiés parmi les plus brillants. Afin de couvrir une partie des frais de fonctionnement de l'école, nous envisageâmes d'y ajouter d'autres élèves dont les parents étaient capables de payer les frais scolaires exigés.

Quelques temps après, le projet attirait l'attention de bien d'autres organisations qui le soutinrent également. Ainsi, la Direction de la Coopération Internationale de Monaco, l'organisation Digital Aid, le Crédit Foncier de Monaco, l'organisation américaine Forgetting Song, l'Hôtel Belair Résidence et la Banque Commerciale du Burundi, emboîtèrent-elles le pas de l'AMADE, confirmant pour la nième fois notre thèse « Umwana si uw'umwe ». Pour dire que les membres de la communauté aussi bien locale qu'internationale doivent conjuguer leurs efforts pour que l'enfant en général et l'enfant vulnérable en particulier puisse s'épanouir sous tous les angles fondamentaux de la vie : un toit, de l'amour, de la nourriture, des soins de santé et éducation de qualité.

En septembre 2014, l'Ecole Secondaire de Référence de Matana «Amis des Enfants » ouvrit ses portes et accueillit ses soixante premiers élèves.

En septembre 2018, l'école comptait 362 élèves en provenance de tous les coins du pays. Ses succès ne se firent pas attendre. En effet, en juin 2017, la première promotion de l'école, appelée « Les Aînés » passa le Test National de fin de collège. Tous les élèves de la promotion réussirent avec une moyenne de 75,1% et l'école fut classée 2^{ème} au niveau national. Ces résultats me procurèrent une joie immense. Ce fut pour moi une stimulation pour agir davantage afin qu'il n'y ait plus de Mozart assassiné parmi les enfants vulnérables. Il en fut de même pour Caritas et pour toute l'équipe de la FVS-AMADE Burundi qui suivaient et suivent encore de près les activités de l'école.

Aujourd'hui, l'Ecole de Référence de MATANA est devenue aussi célèbre que les écoles d'excellence du pays, voire de l'East African Community. Ce qui est une grande fierté pour nous.

CHAPITRE V

LE COURONNEMENT DES EFFORTS

Durant les trois dernières décennies d'actions de bonne volonté, nous n'avions pas connu que des problèmes pour lesquels il fallait à tout prix trouver des solutions, que des difficultés à surmonter, que des peines à endurer. Nous n'avions pas non plus assisté qu'à des scènes de pleurs, de larmes, de désespoir, de souffrances de personnes en fin de vie gisant moribondes dans les lits des hôpitaux. Encore moins, nous n'avions pas fait qu'à assister à des scènes d'orphelins humiliés, désespérés, larmoyant, gémissants pour avoir totalement manqué les racines de leurs parents. Nous avons également connus des succès. Nous avons, pas mal de fois, eu droit à des scènes de joie, de liesses lors des cérémonies de remise des prix sanctionnant notre action de bonne volonté.

Depuis la première heure de notre action, nous n'avions jamais eu la moindre idée d'aider les enfants pour recevoir des prix, des récompenses ou pour être célèbres. Nous avons toujours été interpellées par nos cœurs, par notre esprit d'humanité, par notre « ubuntu ». Nous avons toujours agi par amour, par compassion, comme sur les traces de Mère Thérèse de Calcutta parcourant inlassablement rues et ruelles, villes et villages du sous-continent indien pour secourir les personnes en état de détresse sans jamais compter le

nombre d'heures de travail, sans compter qu'elle recevrait ne fût-ce qu'une once de rémunération. Mais, nous ne savions pas que nos actions attireraient finalement l'attention d'autres cœurs généreux aussi bien nationaux qu'internationaux. Sans le savoir, ils les appréciaient positivement. C'est ainsi que certains, chacun à sa manière, nous ont couronnées et continuent encore à nous encourager.

La première sorte de couronnement fut les prix et les certificats de mérite. Ainsi, en 2010, je reçus le Prix International de la Femme décerné par La Vallée d'Aosta en Italie en tant que vice-lauréate pour avoir contribué à la dignité des pauvres en les aidant à vivre de leur travail au lieu de compter sur la manne des bienfaiteurs.. La même année, je reçus le Prix de la Reconciliation Award en Allemagne. En 2011 et en 2013, le journal IWACU classa la représentante de FVS parmi les 50 personnalités qui font avancer le Burundi. La même année le Forum pour le Renforcement de la Société Civile, FORSC m'offrit le Prix du Meilleur Acteur de la Société Civile burundaise pour l'année 2013. En 2014, à l'occasion de l'inauguration officielle de l'Ecole de Référence « Amie des enfants », la Commune de Matana nous offrit un Certificat de Mérite. Tandis que l'Assemblée Générale de la FVS-AMADE offrit à Caritas et moi un Certificat d'Honneur et de Mérite avec une signification profonde : « Vu votre implication dans la création et le développement de l'organisation FVS-AMADE Burundi-ABAGENZI

B'ABANA asbl - Vu votre dynamisme et votre engagement dans la protection des droits des enfants, vous reconnaissons gardiennes des valeurs et de la vision de notre organisation, hier, aujourd'hui comme demain. »

En 2015, je reçus également le prix GASSROOTS CHAMPION AWARDS décerné à New Jersey par Segal Family Foundation en 2015 pour avoir contribué au développement des communautés de base.

En Afrique du Sud, on me décerna, le Prix PAN-AFRICAIN AWARDS FOR ENTREPRENEURSHIP IN EDUCATION 2016, 1st Prize, octroyé par l'organisation « Teach a man to fish ».

Enfin, le 20 novembre 2018, au moment où j'étais en train d'écrire cet ouvrage, la Fédération Nationale des Associations engagées dans le Domaine de l'Enfance au Burundi « FENADEB » décerna un certificat de mérite à la FVS-AMADE pour son implication exceptionnelle dans la mise en œuvre de la convention internationale des droits de l'enfant.



Caritas HABONIMANA à ma droite, Gordien IRADUKUNDA à gauche et moi-même Spès NIHANGAZA au milieu à mon retour de Durban pour recevoir le prix Panafricain de l'entrepreneuriat en éducation, 2016

Tous ces prix me procuraient une joie immense que je partageai bien sûr avec ma sœur Caritas et toute la communauté de la FVS-AMADE car, après tout, les œuvres pour lesquelles l'on primait n'avaient pas été le fruit de mes seuls efforts, mais des efforts conjugués de nous tous qui s'échinaient au travail pour que les orphelins et autres enfants vulnérables soient sauvés.

La deuxième sorte de couronnement était la reconnaissance des organisations aussi bien locales qu'internationales. Aujourd'hui, nous sommes devenus une référence au niveau national, en matière de prise en charge et de protection des orphelins et autres enfants vulnérables.

Nous avons imaginé et créé des modèles qui sont d'une nécessité indéniable. Ils seront développés dans la partie annexe de ce livre. A travers ce livre, les organisations qui utilisent ou utiliseront ces modèles auront l'opportunité d'en connaître l'historique ainsi que les motivations majeures qui avaient poussé la FVS-AMADE Burundi à les innover.

Nos interventions se situent dans les priorités nationales. C'est à ce titre que nous avons signé conjointement des conventions avec le ministère des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre, le ministère de l'Education, de la formation technique et professionnelle, le ministère de la Santé et la lutte contre le VIH/SIDA.

L'UNICEF, cette agence onusienne qui s'occupe des enfants, n'a eu de cesse de nous inviter à partager notre approche, mais aussi de nous financer et de nous confier des projets.

Cependant, le plus grand couronnement fut et reste la joie que nous éprouvons de voir et de rencontrer un ancien orphelin qui n'avait ni père ni mère, ni oncle ni tante, devenir adulte et terminer ses études, assumer des responsabilités au niveau du pays ou à l'échelle internationale, puis fonder son foyer. C'est cela qui représente pour nous le plus grand prix. Assister à une joie immense que manifeste un enfant qui retrouve les siens après tant d'efforts acharnés de recherches, voilà la plus grande joie.

Ecouter des témoignages comme ceux de Gordien Hayimana, de Jacqueline, d'Olivier, de Félicité, d'Annick, d'Emmanuel, de Floride, de Léonidas, etc, procure un état d'extase indescriptible. Tant on sent une joie pour laquelle on n'a pas de mots pour la décrire. Voilà pour moi, et pour ma sœur Caritas, le plus grand prix.

Assister encore à une scène de récupération des biens spoliés d'un orphelin après une lutte acharnée auprès des tribunaux, voilà ce qui procure une grande récompense. Enfin, croiser dans la rue, dans un supermarché, dans un bus, des jeunes gens et des jeunes femmes, parfois en couples, et qui vous disent « bonjour maman, sans toi ma vie n'aurait eu aucun sens », voilà la plus grande récompense. Croiser encore un cadre dans un bureau et qui vous dit : « bonjour maman, qu'est-ce que je peux faire pour toi » et que, quand on lui précise ce qu'on cherche, il ajoute : « prends cette chaise maman, soit tranquille, je vais tout faire pour vous », c'est grâce à vous que je suis ici. Voilà le plus grand couronnement. Des fois, ma sœur Caritas et moi, nous nous demandons si, finalement nous sommes les mamans, et de combien d'enfants ! Cent, mille, dix mille, cent mille ?

CONCLUSION

Nous voici, ma sœur Caritas et moi, arrivées au terme de notre ouvrage autobiographique. Des fois, nous nous interrogeons s'il y a, après tant de pages écrites précédemment, quelque chose de plus à dire. Mais, tout au long de notre ouvrage, nous n'avons fait que défendre une idée, un principe, une philosophie : « Umwana si uw'umwe ». C'est-à-dire que la prise en charge d'un enfant vulnérable relève de la responsabilité de toute la communauté.

Cette valeur tirée d'un vaste ensemble de valeurs ancestrales burundaises, nous en avons fait notre principe d'actions depuis l'aube de notre aventure. Mais nous ne savions pas que nous agissions en conformité dudit principe. Nous l'appliquions dans toutes nos actions quotidiennes envers l'enfant orphelin et autre enfant vulnérable sans le savoir. Nous étions guidées par l'amour et l'altruisme qui sont des valeurs héritées de nos parents dès notre enfance. Nous avons donc grandi dans une grande fratrie. Nous baignions dans un océan d'amour. Toutes petites, depuis la prime enfance, nous avons appris à partager avec l'autre. Nos parents nous avaient appris à servir l'autre, à se sacrifier pour lui. Ainsi, juste à la fleur de l'âge, ils nous apprirent à céder nos lits aux visiteurs pour dormir à même le sol. Sans user trop de mots pour nous expliquer à quoi cela servait, ils nous disaient que se sacrifier pour l'autre était un principe essentiel de la vie. Nous agissions donc naturellement, nous nous rivalisions pour accueillir et

servir les visiteurs les premières, puis pour leur céder nos lits quand ils devaient passer la nuit chez nous.

Plus tard, quand le sida et la guerre, les deux grandes fabriques de morts, d'orphelins et autres enfants vulnérables sortirent leurs griffes à la fin des années 1980, et tout au début des années 1990, ces deux valeurs, l'amour et l'altruisme, nous furent d'une importance capitale. Tout d'abord, en apportant des soins et de la nourriture à notre oncle Jules hospitalisé durant un long séjour à cause du sida, nous avons, par la suite, été interpellées par les yeux de femmes et d'hommes qui sollicitaient notre aide. Nos moyens étaient certes rudimentaires pour répondre à un nombre important de demandeurs. Etant de simples employés de l'Etat, nous nous disions que cela était une illusion, une aventure parmi tant d'autres. Mais nos cœurs eux n'avaient point peur. Ils nous y ont poussées et nous avons agi.

Dans un premier temps, nous agissions seules. Mais, nous avons été vite dépassées par un si grand nombre d'âmes nécessiteuses. Au lieu de continuer d'agir en duo, nous avons alors interpellé nos parentés, puis nos amis et enfin nos collègues. A leur tour, ils ont alerté leurs amis. Au bout d'un certain temps, nous nous sommes retrouvés nombreux pour faire face aux nombreuses sollicitations des malades et des orphelins et autres enfants vulnérables. Après tout, nous formions la communauté de Bujumbura. Ce fut alors le début de la mise en application, ou plutôt d'expérimentation de la valeur ancestrale « Umwana si uw'umwe ». Nous l'avions alors appliqué avec amour et grande énergie et

nous avons fondé, en 1992, la Famille pour Vaincre le Sida, FVS en sigle.

Quelques années après, sans savoir que, de près ou de loin, des yeux nous scrutaient, nous observaient et appréciaient positivement notre action. C'est ainsi qu'ils ont soutenu les tous premiers pas de notre jeune association. Il s'agissait de « Terre des Hommes », l'AMADE MONDIALE, l'UNICEF, la Coopération de Monaco, CARE Internationale, la Fondation ARCANUM, de Fight Aids Monaco, de Ségal Family Fondation, l'ONG KIYO, etc. Avec eux, nous avons pu monter et exécuter pas mal de projets comme le Restaurant Cantine « Chez les Amis des Enfants », l'ouverture de deux Centres de transit, celui de Bujumbura et de Gitega, puis le projet Réinsertion des enfants dans les familles, l'école de référence « Amie des enfants », la Microfinance Dukuze Ibibondo, les Mutuelles communautaires de santé »Tuzokira Twesse », etc.

A ce niveau, nous avons l'impression d'avoir tout réussi, d'avoir tout fait pour appliquer notre principe. Mais, chaque fois que tout semblait être correct, nous nous heurtions à quelque chose d'imparfait, d'inachevé. Il fallait donc creuser au fin fond de nos cerveaux pour innover dans notre manière de faire afin que l'enfant et/ou vulnérable accède à une vie descende. Cela demandait de l'audace, une détermination sans pareil, une patience, une abnégation. Sans l'amour irrésistible pour les enfants qui nous animait, il était facile d'abandonner, de battre en retraite pour aller faire autre chose plus facile.

Car, nous avions l'impression d'être des Sisyphe, pas en mythe, mais en vraie vie. Par exemple, après avoir inséré les enfants dans les familles, nous pensions que ces dernières les aimaient ou les prenaient en charge comme nous le souhaiterions. Mais, nous avons été surprises que beaucoup, pour cause de pauvreté, les accueilleraient chez elles, afin de bénéficier des provisions alimentaires que la FVS offrait aux enfants en guise d'appui à ces familles. Nous avons été alors profondément choquées et nous avons dû chercher encore comment rectifier le tir. Il s'agissait en réalité d'affiner notre principe sur terrain et non dans les mots. Mais cela nous avait donné du fil à retordre.

En effet, depuis sa gestation, puis sa création et enfin, son état actuel, la FVS-AMADE Burundi n'a jamais voulu créer un orphelinat classique pour les enfants. Nous avons toujours voulu et nous voulons encore que l'enfant grandisse en famille, au milieu d'une fratrie car c'est là où il s'épanouit affectivement et socialement. C'est là où nous voulions qu'il s'épanouisse. Et c'est là où l'enfant devrait finir son enfance. Voilà que là où nous voulions qu'il s'épanouisse était mis en mal.

Pour affiner la mise en application de notre philosophie « Umwana si uw'umwe », nous avons dû faire de la communauté notre centre d'action. Nous avons organisé les membres de la communauté en groupes de solidarité capables de monter des projets pour générer des revenus. Nous les avons, à notre tour, appuyés. Ainsi l'enfant était assisté à tous les points de vue : il pouvait manger mais aussi aller à l'école

car son kit scolaire était acheté par ces derniers. Mais cela n'était pas suffisant. Tour à tour, nous avons créé des Comités de Protection des Droits des Orphelins (CPDO), transformés en Comités de Protection des Enfants (CPE) qui furent adoptés et généralisés sur toutes les collines du pays par l'Etat burundais, puis les mutuelles de santé « Tuzokira Twese » et enfin, une école secondaire de référence, pour les enfants vulnérables doués, vit le jour. Ainsi, les besoins vitaux des enfants étaient donc satisfaits : un toit, une ration alimentaire, de l'amour, un kit scolaire, une mutuelle de santé et une éducation de qualité.

Mais, si aujourd'hui quelqu'un nous demandait de lui dire expressément ce qui nous a permis d'aboutir à un tel résultat, que répondrions-nous ?

C'est une question à laquelle on ne trouve pas facilement de réponse. Nous n'avons pas de recettes à donner, ni de passeport pour réussir, encore moins de baguette magique pour mener un projet jusqu'à son apogée. Steve Jobs, un des grands savants de téléphonie mobile disait : « The only way to do a great work is to love what you do » c'est-à-dire « le plus grand secret pour réussir, c'est d'aimer ce que l'on fait ». C'est cela qui nous a guidés nous aussi. L'amour de l'enfant, l'amour de servir l'autre. Plusieurs fois, nous versions des larmes quand un enfant manquait les traces de ses parents, quand il n'arrivait pas à trouver de quoi mettre sous la dent, ou encore quand un orphelin voyait ses biens spoliés ou quand il devait abandonner l'école par manque de matériel scolaire.

A part l'amour, la persévérance est aussi l'une des exceptionnelles valeurs qui mènent vers la réussite. Plusieurs fois, nous avons été à la recherche des parents d'un enfant sans succès. Nous avons été au Nord du pays, au Congo, au Rwanda, mais en vain. Chaque fois que nous nous butions à un échec cuisant, l'enfant pleurait, puis nous l'emboîtions le pas. Mais le lendemain, après avoir essuyé nos larmes, nous continuions notre recherche. Beaucoup de fois, nous finissions par retrouver les traces des parents de ces enfants. Ce même principe était appliqué sur l'ensemble du projet.

L'altruisme est aussi une qualité sans pareil. Si en chaque personne vous y voyez une opportunité et non une menace, cela vous ouvre d'énormes horizons vers la victoire. Quand nous servions les malades et les enfants vulnérables, nous ne savions pas que nous nous rendions sympathiques auprès des personnes et des organisations qui nous observaient. Chaque fois qu'un problème surgissait, avant-même de toquer à leurs portes, ces organisations ouvraient leurs portes et continuent à les ouvrir pour nous appuyer.

Nous pensons que l'enthousiasme, couplé de la patience, est l'une des valeurs qui nous ont aidées et nous aident toujours. Il faut, malgré les échecs et les difficultés, s'encourager soi-même, se donner des raisons de réussir même si tout semble faire marche sur place : c'est cela l'enthousiasme. Beaucoup de fois, nous semblions être bloquées. Nous avons l'impression de marcher dans un désert, d'aller nulle part. Mais grâce à l'enthousiasme, nous avons tenu, nous avons patienté,

nous avions espéré, puis tout d'un coup, les horizons se sont ouverts.

Enfin, la clé de notre réussite - comme bon nombre de membres d'autres organisations n'ont eu de cesse de s'en enquérir - réside tout simplement en ceci : croire fermement en ce que l'on fait, sans aucune once de doute, voilà la clé de réussite. En effet, quand on croit profondément en ce que l'on fait, on a de la force pour y travailler, de l'inspiration pour le développer et du courage pour surmonter les obstacles érigés sur notre parcours. Pour clore nos propos, nous dirions qu'environ trois décennies d'expérimentation de notre philosophie tirée de la sagesse de nos ancêtres, « Umwana si uw'umwe » nous ont effectivement permis de confirmer sa véracité.

Postface

Après 25 ans de travail, la FVS-AMADE BURUNDI a bien évolué. Le nombre d'enfants bénéficiaires est passé de 17 en 1992 à plus de 75.000. Les deux bénévoles qu'on était à parcourir les pavillons de l'hôpital Prince Régent Charles pour apporter des repas aux malades sont maintenant épaulés par 92 employés œuvrant dans 8 provinces du pays et collaborant avec plus de 64.000 membres des groupes de solidarité. Même dans nos rêves les plus fous, nous ne pouvions pas nous imaginer toucher la vie d'autant de gens.

S'il n'y a plus d'enfants hébergés au Centre de Transit de Bujumbura, la FVS-AMADE Burundi accueille et assiste régulièrement des enfants en situation de rue, malades ou abusés. Certains des anciens bénéficiaires font partie du personnel de l'organisation et assument leur responsabilité avec beaucoup d'engagement. Ils sont devenus des professionnels et des personnalités importantes qui gardent un regard bienveillant sur leur « maison ».

Depuis 2010, quatre prix internationaux et trois prix burundais ont récompensé la FVS-AMADE Burundi pour ses programmes de réinsertion familiale, d'accès à l'éducation et de prise en charge communautaire des orphelins et autres enfants vulnérables.

La Principauté de Monaco m'a également fait confiance en me nommant depuis 2012 Consul Honoraire de l'État de Monaco au Burundi.

ANNEXE 1

TEMOIGNAGES

Les récits croisés des enfants de la FVS-AMADE Burundi

Gordien Hayimana



J'ai perdu mes deux parents pendant la guerre de 1993. Par manque de soutien, je courais le risque d'abandonner l'école. Alors qu'en 7ème, j'étais 3ème de classe, j'ai échoué la 8ème année. Je ne pouvais faire autrement. Une fois, un ami de ma famille m'a fait inscrire pour être soutenu par la FVS-AMADE Burundi. Je bénéficiais des repas à la cantine et je rentrais à Cibitoke (7 Km), je recevais aussi le matériel scolaire. Cependant, comme j'étais maladif, mes études n'avançaient pas. Après quelques mois, j'ai été alors admis pour résider au Centre de Transit de Bujumbura. Je suis alors devenu stable et mes résultats scolaires se sont bien améliorés. C'est ainsi que j'ai pu terminer mes études secondaires.

En 2007, j'ai eu la chance d'être recruté par la FVS qui m'a offert un poste d'animateur social. Comme j'avais un peu de revenu, je me suis fait inscrire à l'université où j'étudiais le soir après le travail. Plus tard,

après la présentation de mon diplôme de licence en sciences économiques, j'ai été promu au poste de coordinateur de l'antenne de Bujumbura en 2014 et aujourd'hui, la FVS m'a confié la responsabilité d'aller ouvrir une nouvelle antenne dans la province de Bubanza. J'ai pu fonder mon foyer et je suis père de deux enfants.

La première des choses que j'ai apprises à la FVS-AMADE Burundi, c'est la réconciliation. Dans le Centre de Transit de Bujumbura, nous étions de diverses origines ethniques et nous avions des histoires différentes et même parfois conflictuelles. Il y avait des orphelins burundais, des orphelins rwandais et congolais que les organisations non gouvernementales amenaient au centre de transit. Comme les autres enfants accueillis dans le centre, j'avais mes peurs et mes craintes parfois différentes des autres, mais le personnel du centre a su nous montrer que nous étions tous pareils. Non seulement nos besoins fondamentaux étaient satisfaits mais il y avait autre chose, on jouait, on avait des rencontres sportives avec des enfants d'autres quartiers. On chantait, on avait une chorale.

Un jour, on a gagné un tournoi de chant à Noël. Les jours de baptême, on avait droit à une fête. On pouvait se faire des amis en dehors du centre de transit de la FVS-AMADE Burundi, ils venaient nous rendre visite, on allait les voir aussi chez eux. En un mot, on était traité comme des enfants qui évoluent dans leurs propres

familles. A l'école, il m'arrivait même de donner mes cahiers à des enfants ayant des parents, mais qui n'en avaient pas assez. Je portais des chaussures généralement plus belles que celles de mes camarades.

Aujourd'hui, je me sens très heureux. Je suis membre fondateur de l'association « Conseil des Aînés de la FVS-AMADE Burundi », une association des anciens bénéficiaires. Je considère les enfants avec qui j'ai grandi comme mes frères et sœurs. Nous sommes une famille même si l'on n'a pas de liens de sang.

Dans ma vie professionnelle, j'ai dirigé la cantine un temps et j'ai aussi beaucoup contribué à la réinsertion des enfants. Ces derniers avaient confiance en moi car ils me considéraient comme leur grand-frère.

Même les parents avaient confiance en moi. Grandir ici dans ce milieu m'a permis de développer une capacité à l'écoute. Nous avons connu beaucoup de difficultés. Nous avons travaillé à l'époque de la guerre où tout le monde était méfiant. On nous prenait pour des fous mais nous avons persévéré et les résultats sont visibles aujourd'hui.

J'essaie de donner le meilleur de moi-même et d'exceller dans mon travail. Les communes que j'ai encadrées ont toujours eu d'excellents résultats. Je crois que cela a contribué à mon ascension professionnelle.

Jacqueline Ndayishimiye



Ma mère avait beaucoup de peines parce qu'elle n'avait pas grand-chose pour nous faire vivre. Elle a ensuite appris que la FVS-AMADE Burundi prenait en charge les enfants vulnérables et elle est venue demander de l'aide. Elle a rencontré Mme Caritas. J'étais en cinquième primaire à l'époque.

La FVS-AMADE Burundi n'aidait pas uniquement les enfants orphelins. Moi et mes trois autres frères et sœurs avons été pris en charge. Ma mère a, par la suite, eu un problème médical au ventre qui nécessitait une opération chirurgicale. La FVS s'est occupée de tout pour son hospitalisation et son opération. L'opération s'est mal passée et une deuxième a été nécessaire. Encore une fois, la FVS-AMADE Burundi a tout fait. Malheureusement, elle n'a pas survécu. J'avais 16 ans lorsqu'elle est partie.

Par la suite, mes frères, mes sœurs et moi avons été admis parmi les bénéficiaires de FVS-AMADE Burundi. Nos conditions de vie se sont fort améliorées. Mes frères, mes sœurs et moi avons eu de la stabilité dans notre vie. J'étais brillante à l'école. Le fait de m'aider à poursuivre mes études fut pour moi un cadeau inestimable que la FVS m'a donné.

J'y allais sans complexe. Nous étions même les mieux vêtus en classe. La FVS nous prenait en charge et ne nous abandonnait sous aucun prétexte. Nous avions tous les avantages des enfants qui ont des parents. On avait droit à des fêtes. On a rencontré beaucoup d'autres enfants à la FVS et on avait tous les mêmes problèmes. On s'aimait beaucoup. On se comprenait et on se soutenait mutuellement.

Lorsque j'ai terminé l'école secondaire, j'ai parlé à Mme Caritas et elle m'a octroyé un stage au siège de la FVS-AMADE Burundi. Mes prestations ont été appréciées et on m'a fait signer un contrat de travail. Aujourd'hui, je suis secrétaire caissière et je m'y sens bien. Lorsqu'on n'a pas d'emploi, c'est dur. Mais lorsqu'on en a un, on devient responsable dans tout ce qu'on fait. On prend conscience que la vie n'est pas un jeu. Lorsqu'on ne travaille pas bien, il y a de fâcheuses conséquences. Même à la maison, on devient responsable. Travailler à la FVS m'a permis d'aller dans des endroits où je ne serais jamais arrivée et de rencontrer des gens que je n'aurais pas pu connaître.

Je ne me suis pas arrêtée à mon diplôme A2. Aujourd'hui j'étudie la comptabilité le soir à l'université. Et je paie moi-même mes propres études.

Olivier Gahungu



Je vis avec un handicap et dès mon plus jeune âge, j'ai été soutenu par la FVS-AMADE Burundi. L'association m'aidait quand ma mère était encore vivante et lorsqu'elle est décédée, j'ai été admise dans le Centre de Transit de Bujumbura.

J'ai fait l'école primaire à l'Institut Saint Kizito, un établissement spécialisé pour jeunes vivant avec un handicap. Je m'y sentais épanoui et je pouvais me déplacer sans difficultés. Au secondaire, j'ai eu beaucoup de mal à m'adapter aux infrastructures de mon école. Tout ce que les autres faisaient sans trop réfléchir semblait être une montagne pour moi. N'eut été les encouragements de Spès et Caritas, j'aurais déjà abandonné mes études. J'ai persévéré et j'ai poursuivi mes études supérieures en sociologie. Malheureusement, les bâtiments de mon université étaient en étage et mes camarades de faculté devaient nous porter, moi et mon fauteuil roulant jusqu'au deuxième étage.

Mon parcours personnel m'a rendu très sensible à la cause des personnes vivant avec un handicap, et plus particulièrement leur accès à l'éducation. Pour mon mémoire de licence présenté en 2017, j'ai écrit sur les problématiques liées aux établissements scolaires accueillant des enfants vivant avec un handicap, un

travail qui a reçu une très bonne note. La FVS-AMADE Burundi a continué de m'héberger et m'a aidé à trouver un stage professionnel. Je suis maintenant à la recherche d'un emploi.

Annick Kabatesi



Je suis née d'une brève liaison et mon père biologique est mort peu de temps après ma naissance. Ma mère, elle, ne m'a jamais vraiment acceptée. J'ai longtemps cherché en vain sa reconnaissance et celle de la famille de mon père. Par contre, le mari officiel de ma mère m'a

chaleureusement accueillie et mes premières années avec eux ont été relativement bonnes. Malheureusement, lui aussi est mort et c'est ma grand-mère maternelle qui m'a prise sous son aile. C'est avec elle que j'ai passé les plus belles années de ma vie.

A la mort de ma grand-mère, je me suis de nouveau retrouvée toute seule et j'ai dû retourner vivre avec ma mère dans un camp de déplacés à Muyinga. Mes demi-frères me haïssaient ; ils me battaient et me harcelaient.

Même si je souffrais, je souhaitais en moi que la guerre civile ne s'arrête jamais. J'avais peur qu'une fois de retour dans notre maison familiale, mes frères et ma mère me battent à mort. Au moins au camp, les militaires et les autres déplacés venaient à mon secours quand j'étais rouée de coups.

Je ne désarmais pas pour trouver d'autres membres de la famille de mon père. J'ai pu enfin rencontrer un des cousins de mon père et il m'a présentée à la femme de mon père et à mes autres demi-frères. L'accueil n'a pas été des plus chaleureux mais qu'importe, je pouvais enfin mettre un visage et un nom sur ce père que je n'ai jamais connu. On m'a dit que je lui ressemblais trait pour trait. Le cousin de mon père m'a prise sous son aile et m'a inscrite dans une école à internat de Bujumbura. J'y ai connu un passage à vide et j'ai fait une dépression nerveuse. J'ai fait une psychanalyse qui m'a fait découvrir que j'avais une relation difficile avec les femmes. Pour apprendre à mieux connaître les femmes et changer le regard que j'avais sur elles, mon thérapeute m'a conseillé d'intégrer des groupes ou associations féminines.

C'est en adhérant à une association que j'ai fait la connaissance de Spès. Elle est devenue ma confidente, mon amie et ma mère de substitution. Elle m'a proposé d'aller à la FVS-AMADE Burundi pour suivre une formation en art culinaire afin de pouvoir trouver un

emploi. J'y allais pendant mon temps libre et j'habitais chez une famille amie.

Après la formation, j'ai décidé de reprendre mes études dans une autre école. Je gagnais de l'argent en faisant la cuisine pour des particuliers.

Plus tard, j'ai trouvé un emploi de serveuse dans un restaurant et grâce à ça, j'ai pu me louer une petite maison. Juste après mes derniers examens au secondaire, je me suis creusé les méninges pour décider de ce que j'allais porter pour la cérémonie de remise des diplômes. Là, une idée originale me vient en tête, un tailleur en écorce de ficus. Sur le moment, je ne savais pas où j'allais trouver le matériel mais j'ai découvert des artisans qui en vendaient. Le jour de notre remise de diplôme, je portais un costume que j'avais moi-même créé. Encore une fois, Spès était à la place de mes parents pour la remise du diplôme.

Parallèlement à mes études en communication, je suis devenue une créatrice de mode reconnue au Burundi. J'ai créé tout un concept autour de l'écorce de ficus. J'ai déjà créé des tenues pour de hautes personnalités du pays et lors de la fête du travail, le 1er mai 2014, j'ai reçu une récompense des mains du Président de la République. La même année, le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ainsi que les hauts cadres du ministère ont défilé habillés de mes vestes en ficus pour la fête de l'indépendance. J'ai déjà fait partie de délégations officielles lors d'expositions internationales.

En 2017, je faisais partie de l'équipe burundaise aux Jeux de la Francophonie en Côte d'Ivoire. J'ai aujourd'hui, au Musée Vivant de Bujumbura, une boutique de vêtements en ficus qui marche bien. A part la mode, je suis auteure-compositrice-interprète et j'ai déjà collaboré avec des chanteurs burundais.

Ma grande fierté est d'être capable aujourd'hui de dire d'où je viens. Je ne sais pas quand je suis née mais je me suis choisi une date d'anniversaire. Désormais, je fête mes anniversaires comme tout le monde.

Mon plus cher souhait est de fonder une famille mais avant cela, je voudrais pouvoir me réconcilier avec ma mère et mes demi-frères. Quand j'aurai des enfants, je vais leur transmettre une histoire d'amour et non de haine.

Emmanuel, le miraculeux

Pendant neuf ans, j'ai souffert d'un handicap qui m'a beaucoup affecté psychologiquement. En 2005, j'étais encore un petit garçon et en jouant avec les autres enfants, je suis monté dans un arbre et j'ai fait une chute très violente. A l'hôpital de Makamba, les médecins ont fait ce qu'ils pouvaient mais ma vessie avait pris un sacré coup. On m'a ensuite transféré à l'Hôpital Prince Régent Charles et on m'a mis une sonde urinaire. Sur mon lit d'hôpital, je me rappelais des autres enfants avec qui je jouais chez moi à Kabonga et je me disais que je n'aurais plus une vie normale.

La FVS-AMADE Burundi m'assistait depuis mon accident et en 2014, elle m'a fait opérer par un chirurgien indien de passage au Burundi. L'opération a réussi et je vis aujourd'hui sans sonde urinaire. Avant mon opération, j'ai vécu au centre de transit de la FVS-AMADE Burundi et j'en ai profité pour suivre une formation en couture.

Gordien Iradukunda



J'ai connu la FVS en 1994 lorsque j'étais encore étudiant en psychologie clinique à l'Université du Burundi. J'y ai effectué un stage de fin de mon cursus en 1998.

J'ai effectué une étude qui a inspiré FVS par la suite. A l'époque, l'approche de placement des orphelins dans des familles volontaires était la plus en vogue. En tant que psychologue, ce qui m'intéressait c'était l'aspect affectif de la vie de l'enfant. Mon analyse critique de l'approche adoptée par FVS a révélé que les familles qui cherchaient à prendre les enfants le faisaient généralement par intérêt, en visant les avantages y relatifs liés notamment au soutien alimentaire que FVS apportait. J'ai alors recommandé une approche basée sur l'identification de l'enfant, la recherche familiale et la réinsertion dans une famille avec des liens de parenté.

Le passage à FVS a, à mon tour, inspiré mon sujet de mémoire. J'ai décidé de prolonger ma recherche en travaillant sur les motivations des familles de placement. Les résultats ont dégagé 3 catégories générales. La 1ère était constituée des spéculateurs pour qui les enfants étaient une façon de capter des aides. La 2e était faite de gens qui voulaient satisfaire un intérêt affectif propre à eux. Et la 3e, enfin, était formée de personnes sincèrement altruistes. La 3e catégorie était la moins nombreuse. Par contre, les spéculateurs faisaient légion.

Après mes études, j'ai travaillé pour une autre ONG avant de venir travailler à la FVS. Je suis arrivé à un moment important où la FVS était en quête d'une approche susceptible de lui permettre d'assurer aux ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNÉRABLES une prise en charge satisfaisante et durable. C'était l'approche de « prise en charge communautaire », proposée auparavant dans mon travail de fin d'études. Toutefois un défi se posait. Les orphelins du VIH/SIDA étaient frappés d'un stigmat social, du fait de leur histoire. Les gens pensaient que leur prise en charge leur coûterait très cher étant donné qu'il fallait toute une logistique pour éviter que les autres ne soient contaminés. Nous avons mené une étude qui a montré par où il fallait commencer. Il fallait, en effet, procéder en premier lieu à une sensibilisation sur le VIH/SIDA.

J'ai été très heureux d'avoir pu continuer à travailler dans mon domaine d'études et dans ma vision.

Je me suis épanoui intellectuellement en travaillant à la FVS. Je suis arrivé comme chef de service pour l'aide à l'enfance et je suis devenu conseiller technique éducation et appui psychosociale par la suite. Depuis 2011, je suis chargé de programme en même temps que je garde le programme éducation et appui psychosocial.

Floride Ikizakubuntu

J'ai connu bien des galères avant d'arriver à l'Ecole de Référence de Matana « Amie des Enfants ». Après avoir été plusieurs fois renvoyée pour non paiement de frais scolaires, je ne pus passer le Concours National que grâce au plaidoyer de mon maître d'école. A ma grande surprise, je réussis haut la main et je fus admise à l'école secondaire publique. Malheureusement, ma mère me fit bien comprendre qu'elle n'avait pas les moyens de payer mes études et qu'il fallait que j'aie plutôt chercher du travail. Profondément chagrinée, je partis à Bujumbura pour rejoindre ma grande sœur qui travaillait comme « bonne » afin qu'elle m'aide à trouver un emploi. Je fus embauchée pour un maigre salaire pour garder les enfants dans une famille, à Buyenzi, un quartier populaire de Bujumbura. Entre-temps, l'antenne FVS-AMADE Burundi à Gitega fut informée que j'avais été la meilleure élève de la commune de Gishubi. Des personnes de l'antenne vinrent me chercher à la maison pour m'annoncer que je venais d'obtenir l'occasion de pouvoir aller étudier dans une école privée à Matana.

Elles trouvèrent ma mère toujours réticente car elle avait peur de devoir payer à un moment ou à un autre et elle préféra ne pas m'en informer. C'est finalement grâce à l'insistance de Monsieur Léonidas, coordonnateur de l'antenne de FVS-AMADE de Gitega que l'on me contacta deux semaines plus tard. Emervillée, je lui fis confiance et je rejoignis les « Aînés », la première promotion de l'école. Après un bref moment d'adaptation, je connus des progrès sensibles en classe. Je fus la première de ma classe. Même si je passai la majeure partie de mon temps à réviser, je parvenais à réserver un moment pour encadrer les autres élèves qui étaient parrainés comme moi. La direction de l'école m'encourage et dit être fière de mes résultats scolaires. Mon rêve est de devenir médecin afin que je puisse soigner même les personnes pauvres qui ne peuvent pas payer leurs soins médicaux.

Léonidas Nzojibwami

Je suis orphelin de père et de mère depuis mon jeune âge. J'ai perdu beaucoup de membres de ma famille en 1993. J'étais à l'université de Bujumbura lorsque je me suis retrouvé en charge d'une famille de trois frères, trois sœurs et une petite nièce âgée seulement de trois ans. J'étais, dès lors, orphelin chef de ménage. J'ai quand même pu poursuivre mes études et par après, je suis devenu professeur dans une école secondaire mais, comme le salaire était très maigre, je ne pouvais pas subvenir aux besoins de ma famille. J'ai ouï dire de

l'existence de FVS-AMADE, une organisation qui œuvrait pour les orphelins du SIDA et autres Enfants vulnérables. C'est ainsi que je suis entré en contact avec Caritas, la Représentante Légale. Elle comprit directement ma préoccupation et décida d'assurer la prise en charge de mes frères et sœurs.

Par après, la FVS me demandait régulièrement de venir donner un coup de main pendant la période de distribution des kits scolaires aux orphelins et autres enfants bénéficiaires. C'était une activité fatigante, mais je le faisais de bon cœur. Plein d'admiration pour les actions de FVS-AMADE BURUNDI ; en 1997, j'écris une lettre de demande d'adhésion et mon vœu fut illico exaucé.

Devenu membre, j'ai pu bénéficier plusieurs formations professionnelles et participer à plusieurs activités socioculturelles de la FVS-AMADE Burundi : Noël pour les enfants, Pâques, etc. Par après je participais bénévolement aux activités de recherche et de réinsertion familiales des enfants des centres de transit. Armé de cette expérience, j'ai pu nouer des relations morales très fortes avec la FVS-AMADE Burundi qui m'a fortement soutenu de diverses manières. La FVS-AMADE Burundi devenait pratiquement, pour moi, ma nouvelle famille. Les fondatrices de l'association FVS devinrent désormais mes meilleures conseillères.

En novembre 2005, la FVS-AMADE Burundi a mis sur pied le journal « Umwana si uw'umwe » dont le

rédacteur en chef était le chef d'antenne de Gitega. Comme il était muté à Bujumbura, un appel d'offre d'emploi à ce poste fut lancé. Ayant une grande expérience, grâce au bénévolat dans cette organisation, j'ai postulé à ce poste et je fus retenu.

Dès lors, le 25 Décembre 2005, je fus nommé Coordonnateur d'Antenne de Gitega de FVS-AMADE Burundi et, depuis le 17 Novembre 2017, je suis à l'Antenne Régionale de Rutana et Makamba.

Aujourd'hui, je suis père de deux enfants et bien épanoui en famille. Comme on ne peut rien changer du passé, on ne peut se réjouir que du présent aussi longtemps qu'il demeure merveilleux. Malgré toutes les vicissitudes de ma vie ; l'une de mes plus grandes joie est d'aider les nécessiteux et plus particulièrement les enfants.

ANNEXE 2

LES MODELES D'INTERVENTION CREES PAR FVS-AMADE BURUNDI

Brève présentation de FVS-AMADE BURUNDI

L'organisation connue sous le nom de : «La Famille pour Vaincre le SIDA », FVS en sigle, a été enregistrée en 1992 avec le but de soutenir les orphelins et autres enfants vulnérables qui étaient affectés par le VIH/SIDA.

En 1996, l'"Association Burundaise des Amis de l'enfance", AMADE Burundi, a été enregistrée.

En 2013, les deux organisations se sont unifiées légalement pour créer FVS-AMADE Burundi.

La première antenne de FVS-AMADE Burundi a été établie dans la capitale Bujumbura en 1992, et elle a été suivie par l'antenne de Gitega en 1998, celle de Bururi en 2002, celle de Rumonge en 2003, celle de Makamba en 2006, celle de Mwaro en 2016, celle de Buzanza en 2016 et celle de Rutana en 2017. Actuellement, FVS-AMADE travaille dans neuf provinces du Burundi, avec plus 75,000 Orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiaires en 2018.

Vision

La vision de FVS-AMADE BURUNDI est de devenir leader des acteurs du développement intégral des familles au Burundi pour le bien-être des enfants tout en bâtissant une société solidaire pour le soutien des personnes vulnérables.

Missions

La FVS-AMADE «ABAGENZI B'ABANA» a les missions suivantes : (1) Promouvoir la Protection et la défense des droits de l'enfant au Burundi; (2) Améliorer l'accès à l'éducation et l'appui psychosocial des orphelins et autres enfants vulnérables; (3) Renforcer les capacités économiques des ménages pour une prise en charge satisfaisante et durable des orphelins et autres enfants vulnérables; (4) Améliorer l'accès aux soins de santé des orphelins et autres enfants vulnérables ainsi que leurs familles et contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA.

Valeurs

Les valeurs partagées au sein de FVS-AMADE sont les suivantes: (1) l'intégrité, la non-discrimination ; (2) le respect de la dignité humaine ; (3) l'intérêt supérieur de l'enfant; (4) la compassion; (5) la solidarité; (6) l'indépendance politique et religieuse ; (7) la redevabilité.

Dans le but de réaliser sa mission, la FVS-AMADE BURUNDI a dû innover et créer des modèles d'intervention spécifiques. Certains de ces modèles ont par la suite influencé la politique nationale de protection

de l'enfance au Burundi et servent maintenant de référence pour les autres intervenants dans le domaine de l'enfance. Il s'agit principalement du modèle des comités de protection de l'enfant « CPE », du modèle des groupes de solidarité pour la prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables pratiquant le système d'épargne et de crédit « Nawe n'uze » ainsi que les Mutuelles Communautaires de Santé « Tuzokira Twese ».

LES MODELES D'INTERVENTIION CREEES PAR FVS- MADE BURUNDI

Le modèle CPE (Comité de protection de l'enfant) pour la protection des droits fondamentaux des enfants au Burundi "Protéger un enfant, c'est préparer l'avenir"



L'assistant juridique de FVS-AMADE à Makamba lors de la réinsertion familiale d'un enfant

Depuis 1996, FVS-AMADE s'est engagée dans la protection des droits des orphelins et autres enfants vulnérables. Cette activité a été réalisée en collaboration avec des comités basés sur les collines en milieu rural et dans les cellules en milieu urbain. La FVS-AMADE BURUNDI les avait dénommés « CPDO » ; ce qui veut

dire « Comités de Protection des Droits des Orphelins » et ce sont ces CPDO qui deviendront plus tard les « CPE » ; ce qui veut dire Comité de Protection de l'Enfant ».

Le CPDO mis en place par FVS-AMADE BURUNDI était composé de cinq personnes dont deux hommes, deux femmes et le Chef de colline. La FVS-AMADE n'avait pas intégré les enfants dans le CPDO car selon sa philosophie, l'enfant devait aller à l'école et le rôle de protéger ses droits revenait aux adultes. C'était le système de protection des enfants à base communautaire que la FVS-AMADE avait mis en place. Les CPDO bénéficiaient différentes formations en rapport avec les droits des enfants telles que la convention relative aux droits de l'enfant, le code des personnes et de la famille, le code foncier, le code pénal, les procédures judiciaires et bien d'autres.

Leur mission était de prévenir, faire le plaidoyer et dénoncer les cas de violation des droits des enfants. Vu l'ampleur des cas de violation des droits de l'enfant observés ; la FVS-AMADE BURUNDI les avait formé et leur avait même confié la mission de défendre les enfants lésés en justice en cas de besoin. Seuls les cas compliqués étaient référés aux Assistants juridiques de l'organisation.

Les CPDO mis en place par FVS-AMADE BURUNDI étaient très engagés et ils ont eu beaucoup de réalisations à leur actif. Leur efficacité n'a pas tardé à attirer l'attention des intervenants dans le domaine de

l'enfance comme l'Unicef et le Ministère en charge de l'Action sociale.

L'Unicef dont le Chef du Programme Protection était Monsieur Bakary SOGOBA nous a alors invités dans plusieurs séances de travail pour expliquer notre modèle des CPDO. Les représentants du Ministère en charge de l'Action Sociale et d'autres intervenants dans le domaine de la protection de l'enfance participaient également à ces séances. Ils ont beaucoup apprécié le modèle et ont décidé que ce soit ce modèle qu'il fallait implanter partout dans le pays afin d'assurer une protection de proximité de tous les enfants vulnérables au Burundi. Ils ont trouvé qu'il s'agissait d'un modèle qui portait en lui-même les éléments de pérennité car il est porté par les membres des communautés dans lesquelles vivent les enfants. Le modèle des CPDO a bénéficié de plusieurs améliorations et il est devenu le modèle CPE. La FVS-AMADE BURUNDI a désormais cessé d'utiliser son ancienne dénomination « CPDO » pour utiliser le terme CPE qui devenait une structure nationale.

Les améliorations ont concerné d'abord sa structure, sa composition en y intégrant les représentants des enfants. Il a été décidé que le modèle CPE soit étendu de la colline à la province en passant par la commune. Après avoir enrichi les thèmes de formation, un module harmonisé de formation étendu sur cinq jours a été élaboré. Ensuite, le Ministère a précisé officiellement les termes de référence pour les CPE qui devraient ainsi être intégrés dans la politique nationale de protection de l'enfance adoptée en 2012.

La FVS-AMADE a eu l'honneur d'être parmi les acteurs principaux durant tout le processus.

L'Unicef qui avait soutenu tout le processus s'est engagé à financer l'extension du modèle CPE au Burundi. C'est ainsi que la FVS-AMADE a été la première organisation à mettre en place les CPE harmonisés dans la province de Gitega en 2013. L'opération s'est étendue dans les autres provinces d'intervention de l'organisation. D'autres partenaires comme la Fondation Arcanum, l'ONG KIYO ont rejoint l'Unicef pour aider la FVS-AMADE BURUNDI dans ce processus. Le taux de couverture n'était encore qu'à 63% dans nos zones d'intervention au mois de novembre 2013.

Conformément à la politique nationale de l'enfance, les Comités de Protection de l'Enfant (CPE) sont des entités communautaires qui sont établies pour assurer la protection des enfants et la promotion de leurs droits au niveau provincial, communal et collinaire. Les principales tâches des CPE sont les suivantes : (1) Prévention d'abus, d'exploitation, de violence et de négligence ; (2) Assistance et réponse aux violations ; (3) information, plaidoyer, promotion des droits de l'enfant et sensibilisation. Les CPE peuvent faire appel à des représentants de l'administration, des représentants de la communauté, comités de gestion de l'école et des représentants des organisations œuvrant en faveur de la protection des enfants dont les représentants des confessions religieuses. Ceci en fonction des cas présentés nécessitant une réponse, ou en fonction des problématiques traitées.

Impact du modèle CPE

Le modèle CPE s'est révélé comme une stratégie efficace de protection de proximité des droits des enfants. Ils interviennent pour prévenir les cas d'abus à l'endroit des enfants mais aussi pour agir en cas de violation de leurs droits. Ils sont les premiers à connaître la situation de l'enfant de leur localité et ils constituent une chaîne d'alerte en cas de violation des droits de l'enfant.

Leurs interventions sont multiples. Ils organisent des visites dans les familles des enfants vulnérables pour s'assurer qu'ils ne sont pas maltraités, ils font également le suivi de ces enfants à l'école.

Ils accompagnent les tuteurs des enfants vulnérables non déclarés à la naissance pour les faire enregistrer afin d'obtenir leurs extraits d'acte de naissance, ils contribuent à combattre le phénomène du travail des enfants et celui-ci a sensiblement diminué grâce à leurs interventions, ils organisent diverses actions de plaidoyer en faveur des enfants.

Ils dénoncent les cas de détournement des lopins de terre des orphelins. Ils sont reconnus et écoutés par l'Administration. Ils prennent la parole dans les réunions de sécurité organisées chaque semaine par les responsables administratifs et ils présentent la situation des droits des enfants comme un problème prioritaire que les responsables Administratifs doivent traiter et ceci a déjà produit un impact significatif.

Les actions des CPE contribuent à la cohabitation harmonieuse entre les rapatriés et les résidents.

En effet, sur les collines où il y a des rapatriés, la composition des CPE tient également compte de la représentativité des rapatriés et des résidents.

Au niveau communautaire, les CPE ayant été formés sur les techniques de médiation, jouent le rôle de médiateur en cas de conflits fonciers. Ils réconcilient les parties en conflit et contribuent à la paix sociale dans la localité. Beaucoup de conflits sont résolus par voie amiable et le recours au tribunal ne se fait qu'à titre exceptionnel.

Dans le cas où le recours à la justice devient incontournable, les CPE documentent les cas et les réfèrent aux assistants juridiques de FVS-AMADE BURUNDI ou d'autres intervenants.

Les interventions des CPE ont déjà produit un impact très important dans la communauté car selon les rapports de l'Unicef, le taux de violation des droits de l'enfant a diminué de 95% dans les zones où les CPE sont mis en place.

Modèle « Groupes de Solidarité » initié par FVS-AMADE BURUNDI

"Umwana si uw'umwe »

"Un enfant n'appartient pas à une seule personne, mais il appartient à toute la communauté"

Introduction

Les groupes de solidarité sont devenus un outil de pérennisation de l'approche de prise en charge communautaire des orphelins et autres enfants vulnérables qui avait été adoptée par la FVS-AMADE BURUNDI depuis 2002.

C'est auprès de Care International au Burundi que la FVS-AMADE BURUNDI a appris l'approche « Nawe n'uze » en 2007 dans le cadre du Programme dénommé « Nzokira » qui était initié par Care et CRS et dont la FVS-AMADE BURUNDI a bénéficié en tant que agence d'exécution. Alors que Care l'utilisait comme approche de promotion et de développement de la femme, la FVS-AMADE l'a alors innové pour l'adapter à sa mission principale qui consiste à soutenir les orphelins et autres enfants vulnérables.

Le modèle des groupes de solidarité rappelle les valeurs traditionnelles burundaises de solidarité pour soutenir les plus pauvres dans les communautés burundaises et c'est cela qui fait son grand succès.

Le terme « Nawe n'uze » contient lui-même le principe de solidarité et d'inclusivité. Il se traduit du Kirundi par « Tu peux venir toi aussi ».

Structure

Les groupes de solidarités partenaires de FVS-AMADE sont constitués par 30 à 45 membres d'une même colline (ou même cellule en milieu urbain) qui se connaissent bien. La majorité d'entre eux sont des tuteurs des orphelins et autres enfants vulnérables, mais il y a aussi des voisins qui les rejoignent avec l'engagement de soutenir les enfants vulnérables de leur localité.

Les membres se conviennent sur le nom du groupe de solidarité, le jour, l'heure et le lieu de rencontre pour leurs réunions hebdomadaires. Ils mettent en place des textes qui les régissent ; il s'agit des statuts et du règlement d'ordre intérieur. Chaque groupe de solidarité élit un comité exécutif composé par le président, le vice-président, le secrétaire et deux trésoriers.

Le comité a la responsabilité de préparer et superviser les opérations réalisées dans les réunions hebdomadaires « Nawe n'uze ». Il s'agit de tenir les registres d'épargne, d'octroyer les crédits et de faire le recouvrement des prêts antérieurs et de décider des actions de soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiaires.

Une fois structuré, le groupe de solidarité cherche la reconnaissance administrative auprès de l'Administrateur communal. Il signe ensuite une convention de partenariat avec la FVS-AMADE BURUNDI.

Les principes de base d'un groupe de solidarité « Nawe n'uze »

Un Groupe de solidarité « Nawe n'uze » est une entité de petite taille autonome et autogérée ;

Le fonds du groupement augmente par des cotisations régulières, les intérêts payés sur les emprunts, et d'autres activités génératrices de revenus collectifs s'il y en a ;

Dans le but de faire respecter l'ordre et la discipline ; les membres fautifs sont sanctionnés et paient des amendes versées dans la caisse du groupe de solidarité (cas d'absence ou retard non justifiés dans les réunions, non remboursement des prêts, divulgation des informations financières du groupe, etc....). Les amendes sont versées dans la caisse d'entraide sociale et permettent de couvrir les dépenses imprévues.

Toutes les opérations de la caisse se font pendant les réunions d'assemblée générale hebdomadaires où chacun annonce à haute voix sa contribution (principe de la comptabilité orale qui est très important pour assurer la transparence et la responsabilité) ;

Pour éviter qu'il y ait des transactions hors des réunions, on utilise une caisse qui est fermée à trois clés, dont les clés sont distribuées discrètement à trois personnes différentes. La gestion de la caisse est attribuée à un comité de gestion d'au moins 5 personnes, mais tous les membres ont une responsabilité pour la bonne marche des opérations.

Le groupe de solidarité contribue à l'éducation financière des membres ;

Le cycle d'épargne et de prêt au niveau des groupes est limité dans le temps. A la fin du cycle de 12 mois ; l'épargne accumulée et les intérêts produits sont restitués aux membres. Les intérêts sont partagés proportionnellement au montant épargné par chacun pendant le cycle. C'est un aspect crucial pour la transparence et la confiance de tous les membres.



Les membres du groupement « Dukomeze Ibikorwa » en pleine séance de « Nawe n'uze »

Séance « Nawe n'uze » dans un groupe de solidarité

Les étapes d'une séance ordinaire de « Nawe n'uze » sont les suivantes : (1) Appel des membres. Cet appel se fait par numéro et non par nom.

Chaque membre a en effet un numéro propre à lui et il s'assoit toujours suivant cet ordre ; (2) Vérification du contenu des caisses. Les membres interrogés au hasard doivent rappeler le montant laissé dans chaque caisse avant qu'elles ne soient ouvertes ; (2) Ouverture des caisses et vérification du contenu ; (3) Cotisation dans les trois caisses l'une après l'autre. Chacun annonce sa cotisation à haute voix ; (4) Comptage des cotisations du jour ; (5) Remboursement des crédits ; (6) Demande et Octroi de nouveaux crédits ; (7) Comptage des montants qui restent dans chaque compartiment de la caisse et communication de ces montants à tous les membres ; (8) Fermeture de la caisse ; (9) Partage d'informations sur la situation des enfants pris en charge et décision d'actions à mener pour les soutenir en cas de nécessité ; (10) Divers (restitution des formations reçues, décision des membres à soutenir, etc...) ; (11) Clôture de la réunion et remise de la caissette et des clés à trois personnes différentes dans la grande discrétion.

L'épargne et le crédit

L'épargne et le crédit font partie des principales activités des groupes de solidarité. Les membres se conviennent sur le montant d'une action ainsi que le montant de la caisse de soutien aux Orphelins et autres enfants vulnérables et celle d'entraide. Pour fixer le

montant d'une action, on tient compte de l'avis du plus pauvre du groupe pour être inclusif.

Après avoir appris l'approche « Nawe n'uze » de CARE, la FVS-AMADE a apporté les innovations suivantes pour adapter l'approche à sa mission de soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables :

(1) Création d'une troisième caisse d'épargne pour le soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables à côté de la caisse dite des « actions » et celle de l'entraide mutuelle qui existaient déjà dans le modèle appris de Care.

(2) Possibilité d'épargner jusqu'à cinq fois la valeur d'une « action » dans le but d'augmenter le fond de crédit rotatif. Cependant, aucun membre n'est autorisé à épargner plus de cinq actions par semaine. Ceci permet d'éviter qu'il y ait un grand fossé entre le plus grand et le plus petit épargnant en vue de préserver le principe d'égalité des membres dans le pouvoir des décisions

Ainsi, la caisse dans laquelle épargnent les membres des groupes de solidarité promus par FVS-AMADE BURUNDI se présente avec trois compartiments qui sont représentés comme suit :

Caisse 1 : Les « actions » ou Fonds de crédit rotatif	Caisse2 : « Caisse OEV », soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables
	Caisse 3 : « d'entraide » mutuelle.

La caisse dite des « actions » est la plus grande : en général, les nouveaux groupements fixent la valeur d'une action à 500 FBU (soit 0,3 USD par semaine avec la possibilité d'aller jusqu'à 2500 FBU, soit 1,5 USD d'épargne).

La caisse de soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables, « Caisse des OEV » est la 2ème en termes de dimension. En générale, chaque membre cotise 200 FBU par semaine (soit 0,15 USD)

La caisse d'entraide mutuelle entre les membres est la plus petite. Chaque membre cotise 100 FBU par semaine ; soit 0,1 USD.

Utilisation des fonds épargnés dans chaque caisse

Le montant épargné dans la caisse dite des « Actions » constitue le fond de crédit rotatif des membres pour financer leurs activités génératrices de revenu. Les prêts contractés sont remboursés avec intérêt. Ces intérêts viennent augmenter le fond de crédit.

A la fin d'un cycle de douze mois, le montant épargné par chaque membre dans la caisse des « actions » lui est restitué et les intérêts sont partagés proportionnellement au nombre d'action épargnés par chacun.

Une grande fête est organisée par le groupement à cette occasion. Après ce partage, les membres des groupes de solidarité réalisent généralement des projets familiaux qu'ils n'auraient jamais pu réaliser avant

(achats des parcelles ou lopins de terre pour cultiver, amélioration de l'habitat, achat de bétails, etc...)

La caisse de soutien aux orphelins et autres enfants sert principalement pour l'achat des kits scolaires qui sont distribués pendant le mois de juillet et août de chaque année. Les groupes de solidarité d'une même zone se mettent généralement ensemble sous la supervision du réseau communal « Umwana si uw'umwe » pour effectuer des achats groupés afin d'avoir les meilleurs prix. Des actions de visibilité des groupes de solidarité sont organisées le jour de la distribution des kits scolaires. Les enfants bénéficiaires y contribuent en organisant des activités d'animation de plusieurs sortes et les autorités administratives de la localité sont invitées.

En plus de l'achat des kits scolaires pour lesquels 80% du budget est affecté, la « caisse OEV » sert également pour l'achat des cartes de mutuelles de santé pour les enfants vulnérables sans tuteurs ou dont les tuteurs n'ont pas encore la capacité d'adhérer à un groupe de solidarité. La caisse sert également pour le paiement des frais exigés pour retirer les extraits d'acte de naissance pour les enfants déclarés tardivement, elle peut servir à d'autres besoins comme l'achat de nourriture en période de disette, de savons et bien d'autres.

La caisse d'entraide mutuelle sert pour le soutien social et les gestes de sympathie pour les membres. Elle permet de donner une contribution en cas d'événement heureux comme les naissances et les mariages mais aussi en cas d'événements malheureux comme le décès ou la

maladie prolongée. Les Outils de gestion disponibles dans le groupe de solidarité « Nawe n'uze.» Les outils nécessaires pour un groupe de solidarité sont : (1) Une caissette à 3 compartiments et avec 3 cadenas ; (2) Un registre pour enregistrer tous les membres ainsi que toutes les transactions ; (3) Les carnets d'épargne individuelle complétés chaque semaine ;(4)Trois cuvettes ou trois corbeilles pour collecter les cotisations avant de les mettre dans la caisse après comptage ; (5) Un cachet.

L'accompagnement des groupes de solidarité apporté par FVS-AMADE: (1)Accompagnement dans l'élaboration des textes réglementaires;(2) Formations (vie associative, entrepreneuriat, les droits de l'enfant, nutrition, planning familial, santé maternelle et infantile,etc..)(3) Connections aux institutions de Microfinance ; (5) Organisation des groupes de solidarité en réseaux dénommés « Umwana si uw'umwe » pour faciliter le travail en synergie.

Encadrement et formations pour l'organisation des groupes de solidarité en coopératives.

Système d'autonomisation et catégorisation des Groupes de solidarité encadrés :

GS nouveau : C'est un groupe de solidarité qui a un âge inférieur à 12 mois. Il doit être appuyé dans sa structuration et bénéficier de toutes les formations nécessaires.

GS avancé : C'est un groupe de solidarité qui a un âge compris entre 12 et 24 mois. Il doit être visité une fois par mois. Il est normalement éligible pour être connecté à

une institution de microfinance. Il est invité à adhérer au réseau « Umwana si uw'umwe de sa localité.

GS mûr : C'est un groupe de solidarité qui a un âge compris entre 36 et 60 mois. La fréquence des visites est d'une fois les deux mois. Il doit avoir déjà initié une activité génératrice de revenus collective et remplir toutes les conditions pour adhérer à la coopérative de sa commune.

GS autonome : C'est un groupe de solidarité qui a un âge Supérieur à 5ans. Il est déjà mature et membre de la coopérative communale. Il peut être visité une fois par trimestre.

Impact de « Nawe n'uze » sur les groupes cibles

Les études réalisées par des experts indépendants ont déjà prouvé les éléments d'impact suivants :

Augmentation des revenus des ménages : Le revenu est doublé après avoir été membre d'un groupe de solidarité pendant trois années.

Augmentation du taux de scolarité des orphelins et autres enfants vulnérables et des enfants en général. Les enfants des membres des groupes de solidarité en âge scolaire, sont tous scolarisés ainsi que les orphelins et autres enfants vulnérables de leurs localités.

Renforcement de la cohésion sociale entre les membres et résolution pacifique des conflits : les personnes qui se retrouvent dans le même groupe de solidarité se sentent très unis.

Nombreux sont ceux qui ont retiré les litiges qui les opposaient dans les tribunaux pour les régler à l'amiable.

Amélioration du statut de la femme et du leadership féminin: La femme est davantage consultée pour les projets du ménage car elle n'est plus considérée comme « une charge » mais plutôt comme un partenaire qui peut aussi apporter une contribution financière. Les membres des groupes de solidarité étant à majorité des femmes se retrouvent également majoritaires dans les organes de gouvernance.

Changement de mentalité d'assistanat: diminution de l'esprit d'assistanat au profit de de l'esprit entrepreneurial.

Situation des groupes de solidarité partenaires de FVS-AMADE BURUNDI en octobre 2018

Au mois d'octobre 2018, la FVS-AMADE BURUNDI encadre 1937 groupes de solidarité « Nawe n'uze », composés de 63 978 membres et qui prennent en charge 75 222 orphelins et autres enfants vulnérables. Ils sont répartis dans les provinces dans Bujumbura Mairie, les provinces de Gitega, Bururi, Rumonge, Makamba, Mwaro, Bubanza, Rutana et la Commune de Kabezi.

Grâce aux groupes de solidarité, la FVS-AMADE a transféré aux communautés et de manière durable, son activité traditionnelle d'octroi des kits scolaires aux orphelins et autres enfants vulnérables pour laquelle elle avait l'obligation de mobiliser des ressources extérieures chaque année.

Le processus a été organisé progressivement sur une période de 4 ans (de 2011 à 2014).

THEORIE DE CHANGEMENT DES GROUPES DE SOLIDARITE « NAWE N'UZE » PROMUS PAR FVS-AMADE BURUNDI

Mission : Promouvoir la solidarité communautaire pour une prise en charge satisfaisante et durable des orphelins et autres enfants vulnérables;

Outcome (Résultat) : Tous les OEV bénéficient d'une prise en charge satisfaisante et durable par leurs communautés de base à travers les GS et les réseaux (Coopératives) « Umwana si uw'umwe ».

Jiiuiiuldqjlfdsjfsf*

Les Mutuelle communautaire de santé « Tuzokira Twese »

"Nous allons tous guérir"

Résumé

Pendant plus de dix années, FVS-AMADE Burundi a pris en charge les soins médicaux des orphelins et autres enfants vulnérables qui sont bénéficiaires de l'organisation, grâce au soutien financier des bailleurs de fonds. Toutefois, ce système ne pouvait pas être pérenne. Au moment où la FVS-AMADE BURUNDI a décidé de changer sa politique

d'intervention en 2010, en passant du système d'assistance d'urgence au système de développement intégral des familles des enfants bénéficiaires en vue de leur autonomisation, le système de payer directement les dépenses médicales des OEV est devenu inadéquat.

La FVS-AMADE avait donc la nécessité d'innover pour trouver un moyen durable pour que les familles d'accueil puissent payer leurs propres dépenses médicales ainsi que celles des OEV sous leur charge. Après une étude de faisabilité en 2011, la Mutualité « Tuzokira Twese » a été créée, et les premiers membres ont reçu une couverture médicale le 1er Décembre 2012.



*Agent de la mutuelle «Tuzokira Twese »
accueillant un membre*

Valeurs

Solidarité

Les services médicaux offerts par la Mutuelle ne sont pas divisés. Ceci veut dire qu'à travers la cotisation annuelle, il existe des membres eux-mêmes qui payent tous les frais pour les soins de santé qu'ils reçoivent. Le système donne accès aux soins médicaux pour les familles vulnérables avec une solidarité mutuelle: tous les membres ne sont pas malades en même temps; tous les membres partagent les frais et les risques pour chaque membre. Ceci veut dire que si un membre est malade, il y a toujours assez d'argent pour payer ses soins de santé.

Structure

Chaque province d'intervention a son propre programme de Mutuelle de santé indépendante connu comme "Tuzokira Twese". Chacun a ses propres documents et règles fondateurs, mais chacun suit un système dirigé par le centre de micro-assurance santé "Santé Assurée", qui est situé au siège de la FVS-AMADE à Bujumbura.

Chaque programme de Mutuelle de Santé a son propre système de gouvernance, composé, du sommet jusqu'en bas, par: une assemblée générale provinciale composée de

sections déléguées, et cellules, qui sont équivalentes aux groupes de solidarité.

La structure est comme suit: (1) Un comité de trois membres de chaque groupe de solidarité (ou cellules) qui représente la Mutuelle dans le groupe. Ils sont responsables de transmettre l'information de la Mutuelle aux membres du groupe, de collecter les frais d'adhésion et de les déposer au compte bancaire, et d'élire les représentants zonaux pour l'assemblée générale. (2) Un comité de cinq membres au niveau de la section qui organisent les consultations publiques pour tous les membres de cette section. Ce comité est aussi responsable de l'éducation et de la sensibilisation de la Mutuelle et de collecter les problèmes importants de la section pour les amener à l'assemblée générale provinciale. (3) L'assemblée générale est l'organe de décision de la Mutuelle. L'assemblée générale représente les membres de base, puisqu'elle est composée par des représentants de chaque section ou zone de la province. L'assemblée générale tient des réunions régulières une fois l'année pour discuter des problèmes comme les frais d'adhésion et les services couverts par la Mutuelle. (4) Le conseil d'administration est responsable de l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale et de la guider. Ce corps est composé par un représentant de la FVS-AMADE, un représentant de l'administration (le cabinet du Gouverneur), un représentant de la santé au

niveau provincial et un représentant de chaque section de la Mutuelle.

Le conseil d'administration est composé comme suit: Président, Vice-Président, Secrétaire, Vice-secrétaire, Trésorier, et les Conseillers. Le conseil d'administration se réunit ordinairement une fois par trimestre, mais des réunions extraordinaires peuvent se tenir. (5) Le comité de suivi est responsable du suivi des actions réalisées par l'assemblée générale. Les trois membres du comité vérifient et contrôlent les actifs financiers de la Mutuelle. (6) Chaque mutuelle provinciale a aussi une équipe de 3 à 4 personnes qui doivent gérer les finances et les dossiers des membres, payer les factures aux institutions partenaires et s'assurer que les services sont bien délivrés.

Membres

La majorité des membres de « Tuzokira Twese » sont des membres des groupes de solidarité qui prennent en charge les ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNÉRABLES et bénéficiaires de la FVS-AMADE. Toutefois, être membre d'un groupe de solidarité n'est pas une nécessité pour adhérer à la Mutuelle. Un nouveau membre peut s'enregistrer à travers son groupe de solidarité, ou il y a aussi une autre option de s'enregistrer comme un membre de n'importe quelle association qui se réunit régulièrement, comme un

groupe d'étudiants de l'association des personnes handicapées. Un nouveau membre doit payer 1,000 francs burundais (Fbu) pour sa carte d'adhésion qui a les photos et les détails sur chaque membre de la famille. Avec les frais annuels, les dépenses médicales d'un membre sont couvertes, avec celles de son conjoint(e), ses enfants et EOY à sa charge.

Pouvoir des membres

Les membres élisent leurs représentants au cours d'une assemblée générale, qui écoutent leurs apports quand des décisions importantes sont prises comme les frais d'adhésion et les services offerts. Si un membre reçoit de mauvais soins de santé dans l'une des institutions partenaires, il a le pouvoir de faire des changements. Chaque membre a un vote, et ils partagent le pouvoir équitablement.

Cotisations

Le montant des cotisations annuelles dépend de la province : (1) La cotisation annuelle pour une famille à l'intérieur du pays est de 22 500fbu (Avec un ajout d'un forfait de 2 500 fbu pour une famille de plus de 6 personnes, et de 37 200fbu pour une famille à Bujumbura. (2) La cotisation unipersonnelle (sans personnes à charge) est de 15 000fbu à l'intérieur du pays, 20.000fbu à Bujumbura parce qu'il ya beaucoup de services offerts.

Le paquet de service à offrir aux bénéficiaires

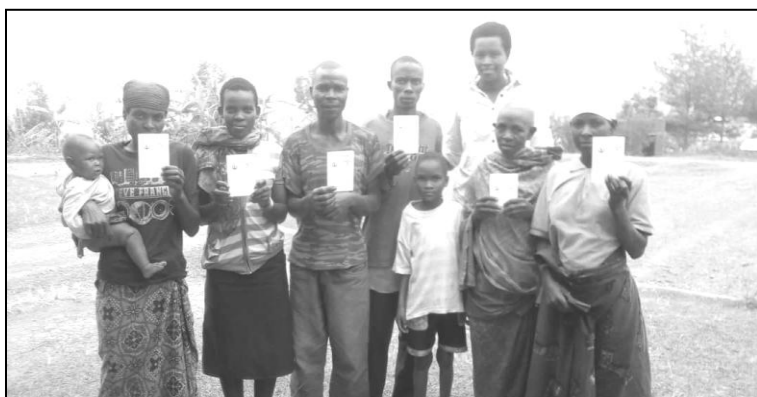
- (1) Au niveau des centres de santé publics, confessionnels et privés:
La consultation ambulatoire, les médicaments, les tests au laboratoire, les observations, la petite chirurgie, donc tous les services offerts, à l'exception des pathologies chroniques connues.
- (2) Au niveau des hôpitaux publics, confessionnels et privés: La consultation médicale, les médicaments, les tests de laboratoire, d'hospitalisation, la chirurgie non programmé. Donc tous les services offerts excepté les pathologies chroniques connues.

Modalités d'accès aux soins de santé et mécanismes de prise en charge

Le mode d'octroi des prestations aux bénéficiaires est le tiers payant: la mutuelle paie directement la formation sanitaire. A Bujumbura, comme il existe plus de services disponibles et une contribution annuelle élevée, les services couverts comprennent aussi les opérations chirurgicales non programmées et les consultations chez les spécialistes.

Il existe aussi des exceptions- des services qui sont offerts par les partenaires institution

+nels qui ne sont pas couverts par la Mutuelle - par exemple, l'accouchement ou les soins des enfants en dessous de 5 ans - ces exceptions sont toujours couverts par le gouvernement gratuitement.



Des enfants recevant des cartes de la MTT de la part de la Mutuelle de Bujumbura Mairie

Impacts

Inclusion : Comme l'indique le nom « Tuzokira Twese », le but de « Santé Assurée » est de faire accéder aux soins de santé n'importe quelle personne qui en a besoin, et qui a choisi de rejoindre la Mutuelle

volontairement. Ceci veut dire que non seulement les OEV sont soignés, mais aussi les tuteurs et leurs familles. Toutefois, « Tuzokira Twese » est ouvert à chaque personne, pas seulement aux membres des groupes de solidarités bénéficiaires de la FVS-AMADE. Le système fonctionne le mieux avec beaucoup plus de membres, et les efforts sont faits pour recruter de nouveaux membres dans chaque province où la Mutuelle « Tuzokira Twese » existe.

Sans-but-lucratif: La Mutuelle ne réalise aucun profit ; son objectif est d'offrir les meilleurs services à ses membres, au coût le plus bas possible. L'institution ne distribue pas de dividendes à ses membres, mais utilisent les excédents comme réserve, pour améliorer la qualité des services ou pour réduire les frais annuels.

Gestion efficace et rigoureuse: Les membres du conseil d'administration participent activement à la gestion de la Mutuelle. Ils sont signataires du compte bancaire de « Tuzokira Twese ». L'assemblée générale, qui se réunit régulièrement une fois par an, a un pouvoir de décision sur les budgets, les comptes, les affectations des excédents, et la stratégie en général.

L'accès: Pour ceux qui ne sont pas membres des programmes d'assurance mutuelle de santé au Burundi, il peut être difficile de se faire soigner dans les hôpitaux ou des cliniques car ils doivent payer le coût total au

départ. Avant de rejoindre « Tuzokira Twese », certains membres ne demandaient pas de traitement s'ils tombaient malades, ou attendaient de voir si leur santé s'améliorerait sans soins médicaux. La carte de membre « Tuzokira Twese » donne accès aux soins médicaux aux personnes ayant des moyens financiers limités, et pas seulement aux institutions publiques: là où il n'y a pas de services publics disponibles, les membres ont également accès aux soins dans des institutions privées.

Rapidité: La carte de membre « Tuzokira Twese » permet aux membres de se faire soigner dès qu'ils tombent malades. Avant l'assurance maladie mutuelle, même si une personne était gravement malade, elle ne pouvait pas être traitée si elle n'avait pas assez d'argent pour payer la facture à ce moment-là. Cela signifiait que les personnes malades étaient souvent obligées de vendre un objet de valeur, une chèvre, par exemple, avant de se faire soigner. La Mutuelle permet aux membres de rester en meilleure santé car ils peuvent immédiatement se faire soigner.

Fiabilité: Avant l'existence de la mutuelle « Tuzokira Twese », il était parfois difficile pour les cliniques et autres établissements de santé de conserver un stock fiable de médicaments, car rien ne garantissait que les établissements étaient remboursés à temps pour les médicaments distribués. La Mutuelle « Tuzokira Twese » a établi une relation de confiance positive avec

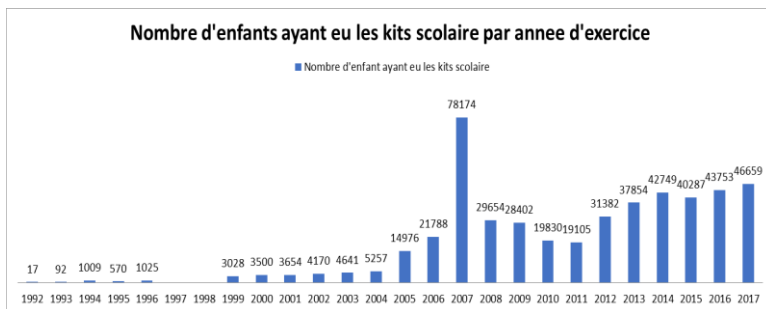
les partenaires, lesquels ont à leur tour rendu les soins médicaux nécessaires, médicaments disponibles de manière fiable, les factures sont toujours remboursées à la fin du mois.

Durabilité: Un programme d'assurance maladie est une approche beaucoup plus durable des soins médicaux que le soutien fourni auparavant par FVS-AMADE aux OEV. Etant donné que les membres paient eux-mêmes tous les coûts de leurs services médicaux, ils peuvent être assurés qu'ils continueront à recevoir les soins dont ils auront besoin tant qu'ils vont continuer de payer leurs frais annuels. En d'autres termes, « Tuzokira Twese » permet aux membres d'être indépendants car ils ne dépendent plus du support externe.

ANNEXE 3

GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION DES ENFANTS BENEFICIAIRES DE FVS- AMADE DEPUIS SA CREATION JUSQU'EN 2017

Nombre d'orphelins et autres enfants bénéficiaires de kits scolaires distribués chaque année par FVS-AMADE Burundi depuis sa création en 1992 jusqu'en 2017



Depuis son agrément officiel en 1992 ; la FVS-AMADE BURUNDI a toujours cherché les moyens pour donner des kits scolaires aux orphelins et autres enfants vulnérables pour leur permettre de continuer à poursuivre leur scolarité. En effet, la FVS-AMADE Burundi estime que le meilleur service qu'on peut rendre à un enfant en général et un orphelin en particulier ; c'est

de l'aider à se préparer à une vie d'adulte autonome et responsable.

Plusieurs milliers d'enfants ont bénéficié de ce service et chaque fois qu'on rencontre l'un d'entre eux, nous sommes heureuses de l'entendre dire « Merci Maman » ; c'est grâce à toi que je suis médecin, juriste, économiste, etc...

Ce sont les Milliers d'enfants dont on parle dans ce livre.